



universität
wien

DIPLOMARBEIT

Titel der Diplomarbeit

„Thomas Sankara, un homme en avance sur son temps ? Perceptions actuelles de la révolution burkinabè et de son président.“

„Thomas Sankara, ein Mann, der seiner Zeit voraus war?
Aktuelle Wahrnehmungen der burkinabè Revolution und ihres
Präsidenten.“

Verfasserin

Cécile Undreiner

angestrebter akademischer Grad

Magistra (Mag.)

Wien, 2009

Studienkennzahl lt. Studienblatt:

A 057 390

Studienrichtung lt. Studienblatt:

Individuelles Diplomstudium Internationale Entwicklung

Betreuerin:

Dr. Birgit Englert

Table des matières

Préface.....	5
Introduction.....	7
PREMIÈRE PARTIE: CHAPITRES INTRODUCTIFS.....	9
1. Méthode.....	9
1.1. Recherche qualitative.....	9
1.2. Méthodes utilisées.....	10
1.3. Analyse des résultats.....	11
1.4. Description du séjour de recherche.....	11
1.5. Biais dans la recherche.....	14
1.6. Impressions du séjour.....	15
1.7. Description des personnes interviewées.....	16
2. Histoire contemporaine du Burkina Faso.....	20
2.1. Période coloniale (1919-1960).....	20
2.2. La première République (11 décembre 1958 – 3 janvier 1966).....	23
2.3. Sangoulé Lamizana (3 janvier 1966 – 25 novembre 1980).....	24
2.4. Le Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National	26
2.5. Le Conseil du Salut du Peuple.....	27
2.6. La Révolution Démocratique et Populaire.....	28
3. Biographie de Thomas Sankara.....	30
DEUXIÈME PARTIE: CHAPITRES EMPIRIQUES.....	33
4. Thomas Sankara	33
4.1. Sankara incarne la révolution.....	33
4.2. Rencontre personnelle.....	35
4.3. Quelques aspects de la personnalité de Thomas Sankara.....	36
4.4. En avance sur son temps ?.....	41
4.5. Thomas Sankara était-il trop jeune ?.....	43
4.6. Responsabilité de Thomas Sankara dans les dérives de la révolution.....	44
4.7. Rôle de l'armée dans l'histoire de Thomas Sankara.....	45
4.8. Figure de héros pour la jeunesse ?.....	46
4.9. Portée internationale.....	48

5. Aspects généraux de la Révolution.....	50
5.1. Nouveauté de la révolution.....	50
5.2. Prise de conscience de la responsabilité de son propre développement.....	53
5.3. Égalitarisme.....	55
5.4. Indépendance.....	56
5.5. Dignité et patriotisme.....	57
5.6. Culture de la révolution.....	58
5.7. Autoritarisme.....	60
5.8. Liberté ou développement ?.....	63
6. Quelques mesures de la révolution.....	66
6.1. Intégrité et corruption.....	66
6.2. Développement de base	69
6.2.1. Comparaison entre l'Europe et l'Afrique.	69
6.2.2. Développement auto-centré et autosuffisance alimentaire.....	70
6.2.3. Redistribution et monde rural.....	73
6.2.4. Accès à la santé.....	75
6.2.5. Accès à l'éducation.....	76
6.3. Remise en cause des relations traditionnelles de pouvoir.....	77
6.3.1. Émancipation des femmes.....	78
6.3.2. Chefferies traditionnelles.....	81
6.4. Décentralisation et démocratie de base.....	84
6.5. Protection de l'environnement.....	87
7. Actualité de la révolution au Burkina Faso.....	88
8. Conclusion.....	90
Sources.....	93
Bibliographie.....	93
Sites Internet.....	96
Sources audio-visuelles sur Thomas Sankara.....	96
Liste des personnes interviewées.....	96
Sigles et abréviations.....	97
ANNEXES.....	98
Abstract Deutsch.....	98
Abstract english	99
Curriculum Vitae.....	100

Préface

Ce mémoire a été écrit dans le cadre des études de Développement International (*Individuelles Diplomstudium Internationale Entwicklung*) de l'Université de Vienne en Autriche. Le travail de recherche a commencé en septembre 2008 et a été un processus enrichissant.

Je souhaite avant tout remercier Birgit Englert pour son engagement et son soutien hors du commun en tant que directrice de mémoire.

Merci aussi à Joachim Becker pour l'inspiration initiale et les discussions régulières ainsi qu'à Gritschi Kerl pour les livres et les souvenirs.

Le bon déroulement de la recherche sur le terrain est dû particulièrement au soutien de Boureima et d'Hamidou, qui sont des amis chers. Merci aussi à toutes les personnes ayant pris le temps de faire une interview avec moi.

Je suis très reconnaissante à mes parents, non seulement de m'avoir soutenue financièrement, mais aussi d'avoir corrigé ce travail avec une grande minutie.

Merci à tous mes amis, amies et connaissances d'être là et de s'être intéressés à ma recherche, particulièrement à Ronnie.

Enfin, je suis persuadée que la facilité et le plaisir que j'ai eus à réaliser ce projet de recherche sont dus en grande partie à Beate H. et mon travail avec elle.

Introduction

La révolution burkinabè (4 août 1983 - 15 octobre 1987), sous la présidence de Thomas Sankara, fut le dernier d'une suite de régimes révolutionnaires en Afrique. Menée par un leader charismatique, elle fut d'une grande importance pour l'histoire du Burkina Faso. La révolution burkinabè choisit la voie du développement auto-centré et s'inspirait fortement des idées marxistes-léninistes. L'objectif était l'indépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale et des autres pays développés, malgré les ressources naturelles limitées et le peu de moyens financiers. De plus, la redistribution des richesses et du pouvoir au sein de la population était un but central.

Suite aux protestations de 2007 contre la « vie chère » et la crise alimentaire mondiale, le nom de Thomas Sankara a ressurgi dans les médias internationaux, surtout francophones. Assassiné le 15 octobre 1987, Thomas Sankara a un statut de héros au sein de la population africaine, surtout jeune. Il est parfois appelé le « Che africain ».

Je suis partie du constat qu'il existe des articles journalistiques actuels sur la révolution burkinabè mais qu'il existe peu de livres et articles scientifiques sur ce sujet. De plus, les publications existantes traitent rarement de la question des opinions. La période politique 1983-1987 y est analysée, décortiquée, critiquée ou louée mais les changements concernant la population ne sont pas souvent abordés. Enfin, la question de savoir dans quelle mesure la révolution était soutenue par la population est certes abordée, mais les sources de cette analyse ne sont pas toujours citées. À ma connaissance, il n'existe pas de publication sur les opinions des individus sur la révolution. Le but de ma recherche a donc été de demander directement aux personnes ce qu'elles en pensent et de fournir une documentation précise sur cette question.

La question de recherche de ce mémoire est:

« Comment les personnes habitant à Ouagadougou perçoivent-elles aujourd'hui la période de la révolution burkinabè sous la présidence de Thomas Sankara (1983-1987) ? »

Il est bien-sûr difficile de décrire une réalité datant de plus de 20 ans. Les souvenirs ne sont qu'une reconstruction de ce qui a pu être perçu à cette époque. C'est pourquoi le but de ce mémoire n'est pas de décrire la réalité sociale au temps de la révolution burkinabè, mais plutôt de mesurer ce qu'il en reste. Les questions sous-tendant l'analyse sont: qui parle de cette période, comment et pourquoi. Lorsque l'on interviewe des personnes qui étaient trop jeunes pour vivre la révolution consciemment, il est intéressant de voir ce qu'elles projettent sur cette période, comment elles reconstruisent un passé qu'elles n'ont pas vécu et créent leur propre vérité. En quoi cette vérité correspond-elle au fantasme collectif, à la mémoire collective de cette période et à ce qui a été écrit à ce sujet ? Y a-t-il des similarités entre ces opinions ?

Ce mémoire est divisé en deux grandes parties.

La première partie contient les chapitres introductifs. Dans le chapitre 1, je décris la méthode de recherche et d'analyse, le séjour de recherche, les difficultés rencontrées et les personnes interviewées. Le chapitre 2 donne un aperçu de l'histoire contemporaine du Burkina Faso: de la période coloniale à la Révolution Démocratique et Populaire. Enfin le chapitre 3 est une courte biographie de Thomas Sankara.

La deuxième partie, est la partie centrale de ce mémoire. Elle contient les chapitres empiriques, basés sur la recherche qualitative et complétés par l'analyse de publications existantes. Le chapitre 4 porte sur la personne de Thomas Sankara. Le chapitre 5 aborde des aspects généraux de la révolution. Le chapitre 6 traite des mesures centrales prises sous la révolution. Enfin le chapitre 7 résume la question de l'actualité de la révolution au Burkina Faso aujourd'hui.

PREMIÈRE PARTIE: CHAPITRES INTRODUCTIFS

1. Méthode

1.1. Recherche qualitative

Pour répondre à la question de recherche une méthode qualitative m'a paru la plus adaptée.

Les méthodes de recherche qualitative en sciences sociales permettent d'approcher plus précisément la réalité que les méthodes quantitatives. Le revers de la médaille est la moindre représentativité des échantillons. Elles permettent d'être plus proche de la complexité des choses. Dans le cas particulier de l'étude des opinions, l'interview semi-structurée est une méthode qui permet d'explorer un champ qui n'est que peu définissable à l'avance. Le but de ces interviews est de faire parler et par là de comprendre ce qui anime les personnes.

La recherche qualitative est définie par Bryman/Burgess 1999 (cités dans Brockington et Sullivan 2003) de la manière suivante: « First it seeks to understand the world through interacting with, empathising with and interpreting the actions and perceptions of its actors. Qualitative methods are used to explore the meanings of people's world – the myriad personal impacts of impersonal social structures, and the nature and causes of individual behaviour. Second, qualitative research tends to collect data in natural settings, rather than artificial and constructed contexts (such as laboratories). Third, it tends to generate theory rather than test it. Qualitative methods work inductively, building up theory from observations, rather than deductively, testing theories by trying to refute their positions. »

Ce mémoire fonctionne de manière inductive. Il ne s'agit pas de vérifier des hypothèses mais de pouvoir, à la fin de l'analyse, émettre des hypothèses répondant à la question de recherche. Il s'agit donc non pas de vérifier une théorie mais d'élaborer une théorie.

1.2. Méthodes utilisées

La principale méthode utilisée est inspirée de l'interview centrée sur le problème de Witzel (voir Flick 2007: 210 sqq.), qui n'est pas totalement ouverte, dans le sens de l'interview narrative, mais qui intègre des éléments de cette dernière (sur l'interview narrative, voir *idem* 288 sqq.). Les entretiens ont été préparés à l'avance. Le principe est d'avoir un plan d'interview et de pouvoir recadrer la discussion vers les sujets correspondant à la question de recherche. Il s'agit, au tout début, de poser une question qui va amener la personne interviewée à raconter. Le plan me permet aussi de relancer la personne si elle a des blancs ainsi que, en fin d'interview, de poser des questions plus précises pour lancer les sujets qui n'ont pas été spontanément abordés. Ce plan est réadapté d'une interview à l'autre, car à chaque fois, le focus de ma recherche se déplace un peu et de nouveaux sujets apparaissent. Dans la pratique, cette liste de points que je voulais avoir abordés m'a beaucoup servi. Selon mon degré d'attention et la loquacité de la personne interviewée, l'entretien était plus ou moins ouvert. Les interviews ont été enregistrées à l'aide d'un magnétophone digital auquel j'ai branché un microphone externe. Après chaque interview, j'ai consigné mes impressions concernant l'entretien: le cadre, l'ambiance, le déroulement, mon ressenti, etc...

L'autre méthode utilisée est la tenue d'un journal de recherche (voir Flick 2007: 377). Tous les soirs, j'ai écrit les protocoles des discussions et des rencontres de la journée dans ce journal. Dans la pratique, celui-ci est une combinaison d'informations que j'ai apprises en parlant avec des Burkinabè, d'impressions personnelles et de description des journées et de l'environnement. Cela a permis entre autres d'avoir un certain apport quantitatif dans mes résultats.

Une recherche documentaire importante est venue compléter les données recueillies lors de la recherche sur le terrain. Le site thomassankara.net a particulièrement facilité les recherches, car il regroupe un grand nombre d'archives diverses sur Thomas Sankara et la révolution burkinabè. D'autres sites comme www.dailymotion.com ou books.google.com ont été très pratiques pour trouver des sources audio, vidéo ou littéraires. Pour la recherche d'articles scientifiques, j'ai utilisé plusieurs banques de données en ligne.

1.3. Analyse des résultats

Pour l'analyse des résultats, je me suis inspirée d'une méthode décrite par Schmidt (2003).

J'ai d'abord transcrit les interviews mot à mot à l'aide d'un logiciel de transcription téléchargeable sur internet: Express Scribe. Ce logiciel permet de lire le fichier son (au format mp3) et d'utiliser des raccourcis clavier pour stopper, rembobiner ou avancer sur la bande son.

Par la suite, l'analyse des interviews s'est basée uniquement sur les transcriptions écrites. J'ai lu et relu les transcriptions des interviews ainsi que le journal de recherche pour en extraire les idées principales, que j'ai transformées en catégories. J'ai essayé de regrouper les catégories qui allaient ensemble. Pour chaque catégorie, j'ai créé un document du nom de cette catégorie, dans lequel j'ai copié les thèses principales et des citations spécialement intéressantes issues des interviews. C'est à partir de ces documents spécifiques à chaque catégorie que j'ai commencé le travail de rédaction. Chaque catégorie correspond à peu près à un chapitre de la partie empirique de ce mémoire. Le fait d'avoir un document avec tout le contenu des interviews sur un sujet précis permet d'avoir une idée de la fréquence des opinions. Ensuite, il a fallu fortement réduire le contenu des chapitres empiriques. Enfin, j'ai incorporé des citations issues de la documentation existante: publications scientifiques, articles journalistiques, archives écrites et audio-visuelles ainsi que films documentaires.

1.4. Description du séjour de recherche

Le séjour de recherche a eu lieu du 5 au 26 Novembre 2008 à Ouagadougou. Le but de ce séjour était avant tout de mener des interviews mais aussi de noter toutes mes impressions sous forme de journal de recherche. La recherche sur le terrain est cependant à entendre dans un sens large. Toutes les impressions et informations que j'ai recueillies en dehors des interviews sont aussi des données qui me permettent de traiter la question de recherche. Il était à mon avis aussi indispensable de passer du temps au Burkina Faso avant d'écrire ce mémoire, car il est difficile de se représenter ce qui est écrit dans les livres et articles à partir d'un point de vue occidental.

Mon intention *a priori* était d'interviewer des personnes qu'on pourrait qualifier d'intellectuelles, c'est-à-dire des journalistes, professeurs, chercheurs et chercheuses, étudiants et étudiantes¹. Je voulais aussi trouver des personnes qui n'ont pas un accès théorique au sujet et qui n'ont pas un rapport direct avec la politique. De cette manière, j'espérais arriver à une représentation différenciée de ce que signifie la période de la révolution pour les Burkinabè aujourd'hui et de ce qu'elle a changé pour eux.

Avant le séjour, j'ai pris contact par e-mail avec quelques personnes que j'avais rencontrées lors d'un précédent séjour et avec d'autres dont j'ai fait la connaissance grâce aux partenariats entre les Universités de Vienne et de Ouagadougou ainsi qu'entre l'Université de Vienne et le Centre National de Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) de Ouagadougou. Ces contacts m'ont permis, une fois sur place, de rencontrer d'autres personnes et ainsi d'avoir un pool de candidats et candidates pour d'éventuelles interviews. Lors de chaque entretien, la personne interviewée m'a donné des conseils pour continuer ma recherche.

Pendant les premiers jours à Ouagadougou, j'ai beaucoup discuté de mon sujet, que ce soit avec des amis, des amis d'amis ou des personnes rencontrées dans les taxis, dans la rue, dans les magasins, sur les marchés, etc... Le sujet « Thomas Sankara » est d'une importance très grande pour la population de Ouagadougou, quelle que soit la tranche d'âge. Les premiers jours ont été aussi nécessaires d'un point de vue personnel pour renouer avec un environnement qui est très différent de mon environnement quotidien, que ce soit à Vienne (Autriche), où je vis, ou à Strasbourg (France), où j'ai grandi. Lors d'un premier séjour au Burkina Faso, en 2002, ces différences m'avaient impressionnée. Forte de ma première expérience d'une part et de mon but de recherche d'autre part, l'adaptation pendant le séjour de recherche en 2008 s'est faite relativement vite. Cependant il m'a bien fallu deux jours pour m'acclimater à la chaleur.

Après une semaine, les premières interviews étaient fixées et j'ai commencé une phase intensive de dix jours, à raison d'un ou deux entretiens par jour. Après avoir mené environ cinq entretiens, je me suis rendue compte que j'avais parlé avec des personnes

1 Dans ce mémoire, les termes employés pour désigner des personnes sont pris au sens générique; ils ont à la fois valeur d'un féminin et d'un masculin. Lorsque l'emploi du masculin désigne seulement des hommes, ceci est précisé dans le texte. Sur la nécessité de la prise en compte des femmes dans le langage, voir Bouchard (1990).

qui s'intéressaient explicitement à la période de la révolution et dont certaines se définissaient même comme révolutionnaires ou sankaristes. À la suite de cela, j'ai cherché à interviewer des personnes plutôt sceptiques ou critiques vis-à-vis de cette période. Bien qu'il soit difficile de classifier les personnes dans une catégorie ou une autre, il est tout de même important de veiller à un certain équilibre.

En tout j'ai mené onze interviews dont une en Europe (en octobre). Elles ont duré entre quarante-cinq et soixante-quinze minutes. Toutes les personnes interviewées ont été à l'école au moins jusqu'au baccalauréat ou équivalent. C'est-à-dire que j'ai plutôt parlé avec des intellectuels. J'ai essayé de parler avec des personnes, tant jeunes qu'âgées, avec des hommes comme avec des femmes. Mais finalement, seules deux sont des femmes. Ceci est certes un peu décevant, compte tenu de mon intérêt particulier pour les question de genre², mais cela reflète bien la réalité patriarcale, valide aussi bien en Afrique qu'en Europe. Le nombre d'interviews est satisfaisant.

Une de mes appréhensions était que la personne interviewée attende des questions précises. Or le but était plutôt de poser des questions assez vagues pour que les personnes puissent « raconter » plutôt que « répondre ». Il s'est avéré que toutes les personnes rencontrées étaient très loquaces et n'ont pratiquement pas eu besoin d'être relancées. J'orientais de temps en temps les questions sur des sujets que je voulais voir abordés mais il n'y a pas eu beaucoup de blancs. Ce fut une bonne surprise.

J'ai eu l'impression, même avant d'analyser les interviews plus précisément, d'avoir obtenu un grand nombre d'informations. Cependant, j'ai manqué de temps pour organiser des interviews avec des personnes avec qui j'ai eu des contacts informels dans la rue ou sur les marchés. Ce manque de représentativité a eu une grande importance lors de l'interprétation des résultats. Compte tenu des conditions de temps et de budget limitées, ne m'ayant permis qu'un court séjour sur place, ce biais dans ma recherche était prévisible.

2 Le genre (*gender* en anglais) est défini comme le sexe social, c'est-à-dire les rôles et comportements définis comme typiquement féminins ou masculins. Le genre se distingue du sexe, c'est-à-dire la (supposée) appartenance biologique (voir Online Dictionary of the Social Sciences).

1.5. Biais dans la recherche

L'usage du français dans les interviews présente plusieurs problèmes. D'une part le français est la langue politique et administrative du Burkina Faso et non la langue maternelle de la plupart des Burkinabè. Elle n'est donc maîtrisée que par les personnes qui sont allées à l'école assez longtemps pour cela. D'autre part, la variété de français parlée au Burkina Faso présente de grandes différences avec ma langue maternelle, parlée dans le Nord-Est de la France. Ces différences sont notamment la façon de prononcer certains mots, certaines consonnes et voyelles et également un vocabulaire spécifique à la région.

Par ailleurs, j'ai décidé dès le départ de me concentrer sur la population de Ouagadougou, ce qui est en soi un biais non négligeable.

Il est important aussi de tenir compte de mon influence sur les personnes interviewées. En effet, on peut se demander si les déclarations de la personne ont été influencées par mes questions, par mon comportement ou bien par l'idée qu'elle se faisait de ce que je souhaitais entendre. Par exemple, il est possible que les personnes interviewées aient émis des opinions positives sur Thomas Sankara parce qu'elles pensaient que j'étais moi-même sankariste. Certains pouvaient penser que le choix de mon sujet de mémoire se basait sur mes supposées convictions révolutionnaires et ils voulaient donner les « bonnes réponses ».

Enfin, dans tout études des opinions, il faut garder en tête que celles-ci ne sont pas seulement une affaire individuelle mais se forment dans un contexte social. Les opinions des individus sont influencées par les discours entendus dans les médias, à l'école, etc...

Étant consciente de tout cela, il me restait à interpréter mes résultats de façon modeste et prudente.

1.6. Impressions du séjour

À Ouagadougou la vie est très différente de la vie à Vienne, une capitale européenne. Les événements ne se passent pas toujours comme ils étaient prévus. Beaucoup de Ouagalais ont des téléphones portables et s'appellent très souvent pour changer les rendez-vous ou pour vérifier qu'un rendez-vous a bien lieu. Il est courant de se retrouver devant une porte fermée pendant les heures d'ouverture d'une administration. Cela m'est arrivé, par exemple, à la bibliothèque d'histoire de l'Université. Il est donc difficile de planifier les journées à l'avance, mais pas entièrement impossible: les interviews que j'avais fixées ont toujours eu lieu le jour prévu. Cependant, il a fallu que je réduise le nombre de rendez-vous par jour que j'aurais spontanément prévu et que je m'arme de patience. J'ai dû aussi me faire à l'utilisation du téléphone portable comme moyen de pression et ne pas partir du principe qu'une fois un rendez-vous pris ou une date fixée, cela était définitif. Au contraire, il fallait rappeler plusieurs fois et insister sur le peu de temps que j'avais.

Il m'est arrivé aussi de ne pas pouvoir mener des interviews parce que les personnes sont tombées malades: par exemple des crises de paludisme qui les clouaient au lit avec une forte fièvre pour une durée indéterminée. Au Burkina Faso, l'espérance de vie est très basse par rapport à l'Europe, la santé reste un problème central. Faire l'expérience de ces problèmes (de santé, d'infrastructure ou économiques) et des différences culturelles fait partie à part entière de la recherche. Cela permet de se faire une idée du quotidien des Burkinabè. Être témoin des limites auxquelles les Burkinabè sont confrontés quotidiennement, par exemple pour des raisons économiques, permet précisément de comprendre les enjeux de la révolution ainsi que les difficultés de la mise en application de décisions politiques au niveau administratif. Il était très important, en tant que chercheuse, de me « mettre dans le bain », afin de ne pas interpréter les textes à partir de mon expérience européenne mais bien d'essayer de les comprendre dans leur contexte. Ceci dit je suis consciente que mon point de vue est et reste fondamentalement étranger à la culture burkinabè, même si je m'efforce de la comprendre. Enfin il a été très enrichissant d'un point de vue personnel de faire l'expérience de la patience qu'ont les Burkinabè et de leur résistance aux difficultés.

1.7. Description des personnes interviewées

Pour des raisons pratiques, je nomme toutes les personnes interviewées par leur prénom, même si ce sont des personnes que j'ai vouvoyées. Tous les prénoms ont été changés afin de garantir l'anonymat. L'âge indiqué est celui au moment du séjour de recherche en novembre 2008 (voir la liste des personnes interviewées en fin de document).

Joseph

Joseph a 35 ans, est célibataire et vit en ce moment en Europe où il finit une thèse en agronomie financée par une bourse de l'aide publique au développement. Il se dit très intéressé par le sujet de la révolution et surtout par la personne de Thomas Sankara. En Europe il se sent un peu seul et le Burkina Faso lui manque. En-dehors de l'Université où il travaille, il n'a des contacts qu'avec des Burkinabè expatriés. Il a grandi dans un village centre-ouest du Burkina Faso. Pendant la révolution il était à l'école primaire et, comme les autres élèves, pionnier de la révolution. Le souvenir le plus marquant de cette époque est la venue de Thomas Sankara dans son village où il s'est engagé pour l'accueillir avec un groupe de pionniers.

Valentine

Valentine a 47 ans. Elle a grandi à Ouagadougou dans une famille modeste mais sans manquer de rien. Elle a étudié les sciences sociales et a vécu quelques années en France avec ses enfants en bas âge. Elle a divorcé très tôt de son mari et élevé seule ses deux garçons, avec l'aide financière occasionnelle de leur père. Depuis son retour au Burkina Faso, elle dit qu'elle n'a pas arrêté de courir et que la vie est un combat quotidien. Elle travaille aujourd'hui dans les affaires et met l'accent sur la difficulté de concourir sur le marché avec des hommes ayant de bonnes relations avec les personnes au pouvoir. Valentine est très religieuse et c'est apparemment ce qui la fait tenir. Elle se dit sankariste et j'ai eu l'impression que sa situation difficile lui fait encore plus souhaiter un retour de la révolution.

Luc

Luc a 54 ans et est chercheur en sciences humaines. Pendant la révolution, il était politiquement actif et a participé au Conseil National de la Révolution (CNR). Pendant l'interview, il a surtout essayé de montrer pourquoi la révolution devait échouer et pourquoi Thomas Sankara a été assassiné. Il a beaucoup mis l'accent sur les aspects

négatifs de la révolution. Aujourd'hui, il soutient la politique de Blaise Compaoré, tout en utilisant un vocabulaire marxiste qui tranche avec le paradigme politique actuel au Burkina Faso.

Boniface

Boniface a 32 ans. Il est marié et a deux enfants de un et quatre ans. Il a abandonné des études de droit il y a deux ans parce qu'il ne s'en sortait plus financièrement. Aujourd'hui il n'a pas de travail fixe et a du mal à trouver l'argent pour nourrir sa famille (sa femme est retournée à l'école). Pendant la révolution, il était pionnier et aujourd'hui il se déclare sankariste convaincu. Sa situation précaire financièrement lui pèse fortement et il m'a donné l'impression d'être très frustré et en colère vis-à-vis du système actuel. Cela se traduit par un désir de retour au temps de la révolution.

Mathieu

Mathieu a 41 ans et milite dans une association sankariste. Il se souvient bien de la période de la révolution où il était pionnier. Pendant l'interview, il n'a pas raconté beaucoup de choses personnelles mais plutôt partagé des informations sur Thomas Sankara. Il est très peu critique par rapport à Thomas Sankara et la révolution.

Lambert

Lambert a 40 ans et est un artiste. Il est très intéressé par le sujet de la révolution. Il a grandi à Abidjan (Côte d'Ivoire) de parents burkinabè. Attiré par la révolution, il est revenu au Burkina Faso après le baccalauréat, en 1986, pour faire des études de lettres. Il se déplace souvent en Europe (surtout en France) pour montrer ses spectacles. Probablement influencés par ces voyages, le vocabulaire qu'il emploie et la manière de s'habiller lui donnent un air plutôt jeune et européen. Ce qu'il regrette avant tout de la période de la révolution est l'ordre et la discipline qui permettaient une certaine justice sociale. Il s'inspire beaucoup de la personnalité de Thomas Sankara mais il montre aussi un esprit critique par rapport à certains aspects de la révolution: comme souvent les chefferies traditionnelles et les abus des Comités de Défense de la Révolution (CDR).

Alexis

Alexis a 47 ans. Il est architecte urbaniste de formation et a participé à un CDR pendant la révolution. Déjà au lycée il était sympathisant de la révolution et, dès l'Université, il a commencé à militer. Il critique les dérives des CDR, notamment le fait de ne pas tolérer les opinions dites contre-révolutionnaires et la politique vis-à-vis des chefferies traditionnelles, mais il décharge Thomas Sankara de toute responsabilité dans les aspects négatifs de la révolution. De plus, il se défend d'une quelconque dérive dictatoriale sous la révolution.

Aminata

Aminata a 49 ans. Elle travaille comme secrétaire dans la fonction publique. Elle ne se dit pas du tout sankariste mais regrette beaucoup d'aspects de la révolution. Elle est très pratiquante religieusement et me paraît avoir une morale très forte. Elle se rappelle de la révolution comme une période où la vie était plus facile et plus heureuse parce que moins chère. Elle regrette aussi la rigueur qui régnait pendant la révolution et pense qu'aujourd'hui il y a trop de libertés et par conséquent trop d'abus.

Idrissa

Idrissa a 24 ans et a étudié les sciences économiques. En attendant de trouver un travail dans son domaine, il part en missions et stages pour différents projets mais cela suffit à peine à payer son loyer. Il n'est pas sankariste et a grandi dans une famille très opposée à la révolution. Son père est un chef religieux. Il critique très fortement l'autoritarisme, le manque de tact et de sensibilisation dans les prises de décisions sous la révolution. Cependant, *a posteriori*, il voit beaucoup d'aspects positifs à la révolution.

André

André a 73 ans. Pendant la révolution, il était professeur en Sciences Humaines à l'Université mais il a été rapidement licencié et a dû s'exiler avec sa famille. Il est très critique vis-à-vis de la révolution, emploie même le mot dictature. Aujourd'hui, il soutient la politique du gouvernement Compaoré. Pour lui, il est avant tout important d'adhérer à la démocratie car c'est le seul système qui permette à un pays d'avancer. Il se définit comme un social-démocrate.

Adama

Adama a 62 ans et est médecin militaire à la retraite. Il continue à exercer son métier quelques jours par semaine dans le privé. Il a fait une partie de ses études de médecine en France et quand il est rentré il a trouvé la révolution en place. Il dit que, de par sa formation à l'étranger et sa profession, il était automatiquement classé comme contre-révolutionnaire. Il n'a pas du tout apprécié les activités obligatoires, qui l'empêchaient en partie de faire son travail, alors qu'il n'adhérait pas du tout au concept révolutionnaire. Il met l'accent sur la peur qui régnait. Enfin, il voit la révolution comme une maladie.

Après avoir décrit le processus de recherche qui sous-tend ce mémoire, j'apporte, dans les deux prochains chapitres, des informations historiques sur le Burkina Faso et Thomas Sankara. Celles-ci nous permettront de comprendre la genèse de la révolution de 1983.

2. Histoire contemporaine du Burkina Faso

Ce chapitre a pour but de donner un bref aperçu de l'histoire du Burkina Faso de la période coloniale à la révolution du 4 août 1983 (voir Englebert 1996, Guissou 1995 et Schicho 2001).

Au-delà de la réflexion sur l'historiographie en général, l'écriture de l'histoire africaine pose des problèmes spécifiques à cette région. Tout d'abord, les historiens et historiennes occidentaux ont longtemps nié à l'Afrique le fait d'avoir sa propre histoire, car les sources écrites étaient rares (Madiéga 2003). Mais depuis les années 1950, l'historiographie africaine rejoint celle du reste du monde avec des problèmes similaires. Selon Madiéga (2003: 82), les problèmes spécifiques de l'historiographie africaine sont la rareté des sources anciennes et le manque de ressources et d'infrastructures.

Le Burkina Faso (anciennement Haute-Volta) est un pays sahélien pauvre en ressources naturelles et sans accès à la mer. Il est bordé, d'Ouest en Est et du Nord au Sud, par le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. De par sa situation géographique et son histoire, le Burkina Faso est un des pays les plus pauvres de la planète. En 2007, selon le Rapport de Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP 2009), la population totale était estimée à 14,7 Millions d'habitants dont 1,5 Millions vivant dans la capitale, Ouagadougou (UNDP 2009). L'espérance de vie à la naissance était de 52,7 ans, le taux d'alphabétisation de la population au-dessus de 15 ans de 28,7% (21,6% des femmes et 36,7% des hommes) et le taux de scolarisation de 32,8%. En 2007, le Burkina Faso était classé 177 sur 182 pays membres de l'ONU par son Indice de Développement Humain et Le PIB était de 1,124 \$ par habitant (mesuré en parité de pouvoir d'achat) (voir UNDP 2009). L'inflation en 2008 était de 10,7% (INSD 2009).

Il existe plus de 60 ethnies au Burkina Faso. La plus importante est celle des Mossi qui est organisée traditionnellement en monarchie et dont le roi est appelé Moro Naba.

2.1. Période coloniale (1919-1960)

Aux temps pré-coloniaux, au Nord et à l'Est de l'actuel territoire du Burkina Faso, régnaient les Mossi avec une structure politique organisée et un pouvoir militaire fort. Au Sud et à l'Ouest, la population était plutôt rassemblée en petites entités villageoises ou familiales, qui étaient en partie sous l'autorité d'empires voisins comme le Ghana. En 1897, les troupes françaises, à la faveur de tensions à l'intérieur du Royaume Mossi, occupèrent Ouagadougou (Asche 1993: 183 sq.; Schicho 2001: 142). Jusqu'en 1904 le pays fut sous contrôle militaire français. Cependant, les résistances à la colonisation dans les sociétés sans autorité centrale, les Lobi par exemple, se poursuivirent jusqu'à la fin des années 1920 (voir Schicho 2001).

De 1904 à 1919 le territoire actuel du Burkina Faso faisait partie de la colonie Haut-Sénégal-Niger. À partir de 1919 la Haute-Volta devint une colonie à part entière. En 1932 la Haute-Volta perdit son statut de colonie et son territoire fut partagé entre les colonies voisines: le Soudan (actuel Mali), le Niger et la Côte d'Ivoire (voir Englebert 1996 et Schicho 2001). C'est seulement en 1947 que la Haute-Volta fut recrée sous sa forme actuelle, bien que les frontières eussent été l'objet de tensions encore bien après l'indépendance.

L'administration coloniale était de forme indirecte, similaire à celle mise en place dans les colonies britanniques. C'est l'aristocratie mossi qui administrait la colonie, assurant ainsi une application sans faille des décisions (Schicho 2001: 143).

La Haute-Volta avait deux fonctions principales pour la France: fournir d'une part de la main d'œuvre et d'autre part des soldats. La puissance coloniale avait recours au travail forcé pour la construction d'infrastructures telles que routes, ponts, connections télégraphiques, bâtiments de l'administration, chemin de fer ainsi que pour les plantations. La Haute-Volta acquit ainsi une réputation de réservoir de main d'œuvre pour les autres colonies. C'est vers la Côte d'Ivoire que les migrations furent les plus fortes et elles se poursuivent de nos jours. De plus, beaucoup de travailleurs émigrèrent volontairement vers la Côte de l'Or (Ghana) parce que les conditions de vie et de rémunération étaient meilleures qu'en Haute-Volta (voir Schicho 2001: 144).

Les conditions de conquête de la Haute-Volta ainsi que les conditions de vie sous la colonisation sont décrites par Schicho (2001: 142 sqq.) et par Englebert (1996: 21 sq.) comme très dures. La puissance coloniale réprima brutalement toute résistance à la colonisation grâce à l'aide des tirailleurs sénégalais. Les migrations de main d'œuvre, masculine comme féminine, furent souvent forcées. Englebert (1996) et Schicho (2001) se rejoignent sur le fait que les plus lourds effets de la colonisation pour les Voltaïques furent la taxation (la source la plus importante de revenus pour l'administration coloniale), le travail forcé et le recrutement militaire.

Pendant les périodes où la Haute-Volta était une colonie à part entière, la puissance coloniale développa la production du coton et de l'arachide dans le but d'exporter ces matières premières. L'exportation du karité, de bovins et de cuirs fut aussi forcée par l'administration coloniale mais sans atteindre l'importance politique et économique du coton pour la France (Schicho 2001: 145 sq.).

En 1944 la conférence de Brazzaville eut pour conséquence l'intégration progressive des colonies dans la société française. Les partis politiques furent introduits. En 1945 des chefs mossi créèrent l'Union Voltaïque (UV) et s'engagèrent pour la recreation de la Haute-Volta. L'UV, dont l'un des leaders était Nazi Boni, se situait dans la mouvance des partis politiques de droite en France tandis que le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), parti radical créé en 1946 par Houphouët Boigny, collaborait avec le Parti Communiste Français (PCF) (voir Schicho 2001: 147). Selon Englebert (1996: 28) la recreation de la colonie de Haute-Volta en 1947, outre le fait de servir certains intérêts économiques français et d'apaiser les chefferies mossi, correspondait à la stratégie de la France de contenir l'étendue de l'influence du RDA. Les années qui suivirent furent marquées par l'opposition entre l'UV, modérée et alliée de l'administration française, et le RDA, parti s'opposant à la colonisation. Le RDA se transforma en un parti modéré en 1950, quand il mit fin au partenariat avec le Parti Communiste Français (PCF) et s'allia avec le parti de centre-gauche François Mitterrand (*idem* 29).

La Loi-cadre Defferre fut appliquée en 1957 dans toute l'Afrique Occidentale Française (AOF). Elle instaura le suffrage universel direct pour ses habitants, hommes et femmes, en âge de voter et offrit une plus grande autonomie aux colonies sans envisager leur indépendance. La Haute-Volta devint ainsi une République autonome avec pour

Président Ouezzin Coulibaly du RDA, parti qui avait obtenu la majorité aux premières élections de la Loi-cadre dans toute l'AOF (voir Kaboré 2002: 34 sqq.). Le clivage entre le RDA et les partis Mossi refit surface. La longue histoire d'opposition au RDA en Haute-Volta ainsi que la manipulation coloniale de la politique pourraient expliquer, selon Englebert (1996: 29), certains schémas de la vie politique après l'indépendance tels que l'éclatement des partis politiques et le fait qu'il n'y ait pas eu, au contraire des pays voisins, un parti unique se basant sur le RDA au pouvoir après l'indépendance.

Les trois principaux partis formant le paysage politique de l'époque, tous des branches de partis ouest-africains français, étaient: le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) de Ouezzin Coulibaly, le Parti du Regroupement Africain (PRA) de Nazi Boni et le Mouvement de Libération Nationale (MLN), créé en 1957 par Joseph Ki-Zerbo (voir Asche 1993).

À l'aube de l'indépendance, les débats entre fédéralistes et nationalistes faisaient rage dans toute l'Afrique Occidentale Française. La Haute-Volta fit pendant un temps partie de la Fédération du Mali mais l'opposition de la Côte d'Ivoire, favorable à un État indépendant, fut trop forte. Nazi Boni, qui, au contraire du RDA, était pour l'adhésion de la Haute-Volta à la Fédération du Mali, fut contraint de s'exiler. Le vote pour l'indépendance de la Haute-Volta obtint la majorité au référendum (voir Schicho 2001 et Englebert 1996). Cependant, d'après Englebert (1996), l'indépendance changea à peine le rapport de dépendance entre la Haute-Volta et la France: « For a country such as Upper Volta, it can reasonably be argued that the reforms of the Brazzaville conference and the *loi cadre* had further-reaching consequences both for the political elites and the population at large than did independence, which was in many ways merely a juridical change. » (Englebert 1996: 36)

2.2. La première République (11 décembre 1958 – 3 janvier 1966)

Le 5 août 1960, Maurice Yaméogo (RDA), qui avait succédé à Ouezzin Coulibaly après la mort de ce dernier, déclara l'indépendance de la Haute-Volta et en devint le président. Le seul parti important qui était en concurrence avec le RDA à cette époque était le PRA de Nazi Boni. Mais Maurice Yaméogo réussit à neutraliser les partis autres que le RDA et devint de fait le « Président unique de l'unique parti » (Guissou 1995: 36, voir aussi

Englebert 1996). Guissou (1995: 36) parle paradoxalement de chance pour les Voltaïques: « grâce à [Maurice Yaméogo], ce peuple aura vu, observé et compris très tôt tous ces problèmes de mauvaise gouvernance, baptisés " plaies d'Afrique ", que l'on semble découvrir seulement ces toutes dernières années ».

Le régime se caractérisait par le train de vie luxueux de ses dirigeants et cadres politiques, ce qui contrastait avec l'absence de projets de développement du monde rural et le dénuement de la population (voir Asche 1993). Les restrictions budgétaires et la réduction de 20% du salaire des fonctionnaires pour rétablir le budget de l'État après la banqueroute furent très mal prises par la population. Les syndicats, qui avaient réussi à maintenir leur indépendance par rapport au régime, ainsi que le parti Africain de l'Indépendance (PAI), parti communiste clandestin créé en 1963, catalysèrent le mécontentement de la population (voir Déchir 2007: 19). Après des manifestations qui durèrent trois jours, l'armée prit le pouvoir, plutôt à reculons, le 3 janvier 1966 sous le commandement de Sangoulé Lamizana (voir Asche 1993: 184 et Englebert 1996: 45 sq.). Ce fut le premier d'une série de coups d'Etat.

En effet, depuis sa création, l'État indépendant de Haute-Volta puis du Burkina Faso a montré à maintes reprises son instabilité. Au niveau politique, il n'y a jamais eu un consensus plus long qu'à court terme. Entre 1966 et 1987 cinq coups d'Etats ont été perpétrés par des militaires, les partis se sont faits et défaits, les constitutions se sont suivies. Une autre continuité dans l'histoire politique du Burkina Faso est l'influence des syndicats sur son évolution (voir Déchir 2007: 16 et Englebert 1996: 43).

2.3. Sangoulé Lamizana (3 janvier 1966 – 25 novembre 1980)

La chefferie traditionnelle mossi, qui avait été écartée du pouvoir au cours des années précédentes, reprit de l'importance dans le processus politique. Plusieurs partis politiques, dont le MLN de Joseph Ki-Zerbo, accordèrent leur soutien à Lamizana afin d'empêcher Joseph Ouédraogo, " Jo Weder ", ancien maire de Ouagadougou, membre du RDA, de prendre le pouvoir (Guissou 1995: 43). Englebert (1996), quant à lui, pense que les syndicats espéraient que l'armée jouerait un rôle de transition jusqu'aux prochaines élections. Mais, comme il le constate, « They would have the next decades to learn, that it is easier to bring the army into politics than it is to get it out. » (*idem* 47).

Lamizana prit d'abord des mesures pour rééquilibrer le budget de l'État. C'est d'ailleurs la justification qu'il donna pour maintenir par décision unilatérale le régime militaire pendant quatre ans (Guissou 1995: 44). L'équilibre budgétaire fut rétabli en l'espace de ces quatre ans. Selon Guissou (1995), ce fut une expérience d'ajustement structurel avant l'heure sur laquelle la révolution put s'appuyer plus tard.

La constitution avait été suspendue en 1966 pour laisser place aux nouvelles institutions (Englebert 1996: 47). Le 14 juin 1970 une nouvelle constitution, marquant le début de la deuxième République, fut approuvée par référendum. Celle-ci maintenait les militaires à la tête de l'État tout en établissant une coopération avec les civils au sein du pouvoir et en rétablissant les partis politiques. Selon Schicho (2001), les militaires au pouvoir s'étaient rendu compte de l'importance de l'État. Les partis politiques étaient le RDA, qui avait refait surface avec Joseph Ouédraogo d'une part et Gérard Kango Ouédraogo d'autre part, le MLN de Ki-Zerbo et enfin le PRA de Nazi Boni. Celui-ci était revenu d'exil mais décéda peu de temps après (Englebert 1996: 48).

En 1970 une sécheresse extrême sévit dans le Sahel et la famine ne put être évitée que grâce à l'aide humanitaire internationale. En 1973, d'importantes grèves des syndicats enseignants déstabilisèrent le pays. De plus, la rivalité entre Gérard et Joseph Ouédraogo (non liés par des liens familiaux et tous les deux du RDA), respectivement premier ministre et porte parole de l'assemblée nationale, paralysa le gouvernement (Englebert 1996: 48 sq.). Guissou (1995: 49) écrit: « Enchantés de pouvoir reprendre ce qu'ils avaient dû concéder à contre-cœur, les militaires allaient renvoyer tous ensemble « ces civils pagailleurs », et se réinstaller le 8 février 1974 en balayant constitution, partis politiques, assemblée nationale et gouvernement. »

Ainsi Lamizana mit fin à la deuxième République. Il institua le Gouvernement de Renouveau National, constitué de dix militaires et quatre civils (Englebert 1996). Les partis politiques furent à nouveau interdits. Seuls la liberté de la presse et les syndicats furent maintenus. C'est seulement en 1975 que fut créé le nouveau parti unique: le Mouvement National pour le Renouveau (MNR). Les réactions de protestations des syndicats culminèrent le 17 et 18 décembre 1975 avec une grève générale qui paralysa le pays pour la première fois. Guissou (1995: 46) qualifie d'immédiate la réaction des

forces démocratique pour dire non au parti unique. Lamizana fut contraint de dissoudre le gouvernement et de renoncer au MNR. Un nouveau gouvernement fut mis en place en février avec deux tiers de civils et un tiers de militaires (Englebert 1996). Le MLN de Ki-Zerbo obtint sept Ministres (Schicho 2001: 152).

La rigueur économique des huit dernières années n'était plus d'actualité et le budget de l'État se retrouva de nouveau en déficit (Schicho 2001: 152). Une nouvelle constitution, instituant la troisième République, fut adoptée par référendum le 27 novembre 1977. Celle-ci limitait le paysage politique à trois partis seulement, introduisant ainsi un système de compétition limitée (voir Englebert 1996: 49 sq.).

Selon Englebert (1996), la troisième République ne se montra pas plus adéquate que les régimes précédents. La corruption et le népotisme augmentèrent. La réduction à trois partis ne se fit pas. D'après Jaffré (2007b), les hommes politiques au pouvoir s'étaient coupés de la réalité du pays et de la petite bourgeoisie urbaine. Enfin Maurice Yaméogo, président de la première République, réapparut sur la scène politique à travers son fils, Herman Yaméogo (Schicho 2001). En octobre et novembre 1980, les enseignants du primaire se mirent en grève et tinrent les élèves éloignés des écoles pendant deux mois. Bien qu'ayant géré cette grève impopulaire avec succès, le régime en fut affaibli. Certains segments de l'armée n'étaient pas satisfaits de la troisième République (Englebert 1996). Ceci aboutit à un nouveau coup d'État, en grande partie non violent comme les précédents, le 25 novembre 1980 sous le commandement de Saye Zerbo.

2.4. Le Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National

Le soutien de ce putsch militaire et l'accueil positif de la population par rapport à la suspension de sa liberté politique peuvent être expliqués, selon Englebert (1996: 51), par le mécontentement de la population vis-à-vis de l'expérience de la démocratie parlementaire. Guissou écrit à propos de l'énorme taux d'abstention aux élections de 1978 (60% aux législatives, 64% aux présidentielles): « L'électorat était lassé et n'attendait plus rien des urnes et des partis, les mêmes depuis toujours. Seuls les noms et les sigles des partis changeaient, les hommes restaient les mêmes. » (Guissou 1995: 50).

Plusieurs parties de la société civile soutinrent le nouveau régime: le Moro Naba, les syndicats, le parti de Saye Zerbo ainsi que des représentants religieux.

Saye Zerbo, qui avait été Ministre des Affaires Étrangères sous Lamizana, suspendit la constitution et mit en place le Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National (CMRPN) (Englebert 1996: 52). Au niveau économique, le CMRPN introduisit de nouveau un régime de rigueur. Les personnes au pouvoir pendant la troisième République furent condamnées et emprisonnées sans procès (Guissou 1995: 53). Le développement fut orienté en faveur du monde rural, ce qui allait à l'encontre des intérêts des travailleurs (Schicho 2001: 153). La liberté de la presse fut supprimée ainsi que le droit de grève (Englebert 1996). D'après Guissou (1995), le régime de Saye Zerbo supprima l'un après l'autre tous les acquis démocratiques qui avaient été préservés pendant les quatorze années précédentes.

Le mécontentement n'aboutit cependant pas à la confrontation comme en 1966 et en 1980 car le régime répressif l'en empêchait mais les divisions au sein de l'armée se firent plus visibles. D'une part une division se fit entre les jeunes officiers, issus des académies militaires, et les vieux officiers, vétérans de la seconde guerre mondiale. D'autre part le CMRPN s'opposait aussi bien aux forces conservatrices qu'aux forces communistes émergentes, favorisant seulement les forces progressistes modérées du parti de Ki-Zerbo (Déchir 2007: 20; Englebert 1996: 53). La fraction d'officiers « progressistes » regroupée autour de Thomas Sankara avait acquis une importance certaine. Sankara fut assigné au poste de Secrétaire d'État à la Présidence chargé de l'Information. Mais Sankara ne prit jamais la parole, un comble pour sa fonction. Il annonça sa démission, quelques mois plus tard en direct, à la télévision, et prononça cette phrase qui marqua les esprits « Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple! » (Andriamirado 1987: 40; Gakunzi 1991: 8).

Si le régime de Lamizana avait eut tendance à un retour au civil, le régime de Saye Zerbo s'en éloigna. Englebert (1996: 53) écrit: « By ruling out a civilian answer to Upper Volta's problems, Saye Zerbo's regime naturally led to a further fragmentation of the military, as only soldiers saw themselves capable of correcting the policies of other soldiers. » Ce fut, selon Englebert, la porte ouverte aux coups d'État qui eurent lieu à maintes reprises au cours des années 1980. Guissou (1995: 60) pour sa part écrit: « La

chute sans gloire du comité militaire de redressement pour le progrès national [...] mit fin au régime qui avait inauguré la pratique de la violence et de l'intimidation dans le jeu politique officiel, instituant un lourd héritage. »

2.5. Le Conseil du Salut du Peuple

Le 7 novembre 1982, des forces loin d'être homogènes renversèrent Saye Zerbo pour mettre à la tête de l'État le Médecin-Commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, qui ne faisait partie ni de l'aile conservatrice ni de l'aile progressiste (Englebert 1996: 53 sq.). Le Conseil du Salut du Peuple fut proclamé. Selon Guissou (1995: 61), ce coup d'État, au contraire des précédents, ne fut pas anticipé et laissa les Voltaïques dans l'interrogation. Les colonels n'avaient pas vu venir la jeune génération d'officiers, notamment ceux qui avaient développé des idées dites de gauche ou progressistes. Les noms de quatre officiers étaient devenus particulièrement connus depuis un certain temps parmi les militants civils, les syndicats de gauche et sur les campus universitaires: Thomas Sankara, Blaise Compaoré, Boukary Lingani et Henri Zongo. L'année 1982 fut conclue avec un déficit du budget de l'État de 15,3 Milliards de Francs CFA et des factures non payées (Schicho 2001: 153).

Lorsque Thomas Sankara fut nommé Premier Ministre, il utilisa sa position pour propager le programme de son groupe d'officiers progressistes. Il gagna en popularité auprès de la population, au contraire du Président. Guissou (1995: 65) écrit: « Au cours des meetings publics, le Président de la République et son Premier Ministre tenaient deux discours opposés sur la forme et le fond ». Lorsque Thomas Sankara devint trop dangereux pour Jean-Baptiste Ouédraogo, ce dernier le fit arrêter, le 17 mai 1983. Il limogea aussi tous les ministres soupçonnés de tendance communiste et annonça une nouvelle voie modérée et homogène (*idem* 68). Mais Blaise Compaoré, qui avait échappé à l'arrestation, réussit à rejoindre le camp d'entraînement commando de Pô (*idem* 67). C'est de là qu'il organisa la révolution du 4 août 1983 (voir Englebert 1996: 54 et Guissou 1995: 69 sqq.).

2.6. La Révolution Démocratique et Populaire

Le 4 août, les troupes de Blaise Compaoré marchèrent sur Ouagadougou et libérèrent Thomas Sankara, mettant en place la Révolution Démocratique et Populaire (RDP)

(pour plus de détails, voir Jaffré 2007a: 145 sq.). Le soir même, Sankara annonça à la radio la prise du pouvoir par le Conseil National de la Révolution (CNR) et invita la population à former des Comités de Défense de la Révolution (CDR). L'arrivée de la révolution se fit dans l'euphorie populaire, plusieurs manifestations de soutien peuplèrent les rues de la capitale (Déchir 2007: 23; Kaboré 2002: 155). Le 2 octobre 1983, le Discours d'Orientation Politique (DOP) fut prononcé. Celui-ci définit les buts de la révolution et fit office de constitution.

La révolution fut une rupture radicale avec les politiques précédentes mais, selon Déchir (2007: 19), elle fut aussi « l'aboutissement d'un processus entamé dès l'indépendance, et que l'on peut retracer à travers l'émergence des idées communistes dans le pays, notamment au sein de l'armée. ».

La première année, le CNR fut composé des quatre officiers, regroupés au sein de l'Organisation Militaire Révolutionnaire (OMR) ainsi que de deux partis communistes: la Ligue Patriotique pour le Développement (LIPAD), proche du Parti Africain pour l'Indépendance (PAI), et l'Union des Luites Communistes (ULC) (voir Englebert 1996: 55 sq.). Plus tard la LIPAD quitta le CNR et deux autres partis communistes joignirent celui-ci. Déchir (2007: 35) explique que Thomas Sankara était contre la création d'un parti unique.

Comme nous le verrons plus loin, selon plusieurs analystes, les tensions au sein du CNR sont tenues pour responsables de l'échec de la révolution. Le 15 octobre 1987, Sankara ainsi que douze de ses collaborateurs furent assassinés par des proches de Blaise Compaoré. Ce dernier annonça la rectification de la révolution et mit en place le Front Populaire. Blaise Compaoré est aujourd'hui le président élu du Burkina Faso, qui entra dans la quatrième République le 2 juin 1991.

Dans la partie empirique, nous verrons plus en détails le rôle de Thomas Sankara dans la période révolutionnaire, certains aspects généraux de la révolution ainsi que les mesures principales appliquées pendant cette période.

3. Biographie de Thomas Sankara

Thomas Sankara naquit le 21 décembre 1949 à Yako, au centre Nord de la Haute-Volta. Enfant, il portait le nom Ouédraogo, que son père avait adopté pour représenter à la guerre la famille Ouédraogo, qui régnait sur son village. C'est au lycée que Thomas Sankara reprit le nom d'origine de son père: Sankara. Les Sankara sont des Peul-Mossi, lignée dont l'origine remonterait au 18^{ème} siècle (pour plus de détails, voir Jaffré 2007a: 15 sqq.). La mère de Sankara, elle, est d'origine Mossi. Cependant, Thomas Sankara est souvent désigné comme Peul et donc n'appartenant pas à l'ethnie dominante en nombre au Burkina Faso, les Mossi (nous verrons plus tard l'importance que cela eut).

Le père, Joseph Sankara, était fonctionnaire et l'enfance de Thomas Sankara se passa au gré de ses affectations dans différentes régions du pays: petite enfance à Ouagadougou, école primaire à Gaoua puis lycée Ouezzin Coulibaly à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du pays, où il passa le brevet à l'âge de 16 ans. Plusieurs auteurs sont d'accord pour dire qu'il fut très sensible aux injustices auxquelles il fut confronté dès son plus jeune âge (voir Andriamirado 1987; Gakunzi 1991; Jaffré 2007a). Plusieurs exemples reviennent. Ces injustices ont souvent rapport aux relations inégales de pouvoir et de moyens entre colons et Voltaïques.

En 1966, il entra au Prytanée militaire de Kadiogo (à Ouagadougou). La formation militaire et générale était plutôt éprouvante: cours les matins, sport et entraînement militaire l'après-midi (Andriamirado 1987). Il fut ensuite admis à l'Académie Militaire d'Antsirabe à Madagascar pour faire des études d'officier. Il y séjourna de 1969 à 1972. En 1972, il vécut le renversement du régime néo-colonial à Madagascar par des manifestations de rue, ce qui le marqua fortement. Gakunzi (1991:8) écrit à ce propos: « Ce dont un peuple uni et déterminé est capable, Sankara s'en souviendra toujours. »

Selon Jaffré (2007a: 47), c'est au Prytanée militaire que Thomas Sankara avait commencé à se politiser, grâce à Adama Touré, un enseignant marxiste militant au Parti Africain de l'Indépendance (PAI). Andriamirado (1987), en revanche, écrit que c'est seulement en France qu'il commença à fréquenter des milieux politiques de gauche. Alors qu'il faisait un stage à l'École des parachutistes de Pau, il se rendit de temps en

temps à Paris et fit connaissance avec des étudiants voltaïques, qui le familiarisèrent avec le marxisme-léninisme. Il entra ainsi en contact avec l'Organisation Communiste Voltaïque (OCV), « mère de tous les groupes marxistes-léninistes qui pulluleront ultérieurement à Ouagadougou », selon Andriamirado (1987: 28) et fréquenta des librairies marxistes.

Fin 1974, il participa à la guerre du Mali et devint malgré lui un héros alors qu'il qualifiait cette guerre d'inutile (Andriamirado 1987; Gakunzi 1991). C'est lors d'un stage au Centre de parachutistes de Rabat, au Maroc en 1978, que Thomas Sankara fit la connaissance de Blaise Compaoré, de deux ans son cadet. Ils devinrent rapidement des amis très proches. À partir de leur retour en Haute-Volta, en juin 1978, ils devinrent tous deux instructeurs au Centre National d'Entraînement des Commandos de Pô (à environ 150 km au sud de Ouagadougou). Thomas Sankara montra un style de commandement anticonformiste. Il partageait les activités de ses subordonnés (notamment en jouant de la guitare dans l'orchestre), ne profitait pas d'avantages dus à son grade. Il s'imposait plus par la discussion que par la discipline mais il lui arrivait aussi, selon Andriamirado (1987: 36), « après avoir retiré ses insignes de commandement, de régler aux poings les différends qui l'opposent à ses subordonnés. »

En juillet 1979, Thomas Sankara se maria avec Mariam Sérémé. Comme nous l'avons vu plus haut, dès 1981, Sankara participa à différents gouvernements. Selon Andriamirado (1987: 186 sqq.), il travaillait jour et nuit et pensait que dormir était une perte de temps. Il ne voyait pas beaucoup sa famille. Sa femme Mariam, ayant un travail avec des horaires plus réguliers, s'occupait presque exclusivement de ses fils. Elle avait d'ailleurs un salaire plus élevé que le salaire d'officier de Thomas Sankara (*idem*).

Sankara était chrétien et pratiquant (Jaffré 2007a: 291). Andriamirado (1987: 208) fait remarquer: « On a surtout retenu de ses discours-fleuves ses formules à l'emporte-pièce, ses analyses plus ou moins marxistes-léninistes et ses slogans largement empruntés à Mao ou à Che Guevarra. On a oublié que le très chrétien Thomas Sankara [...] prend parfois des accents proches de ceux du Christ ».

Nous verrons dans le prochain chapitre comment la personnalité de Thomas Sankara est décrite par différentes personnes.

DEUXIÈME PARTIE: CHAPITRES EMPIRIQUES

La deuxième grande partie de ce mémoire est basée sur la recherche qualitative ayant eu lieu en novembre 2008. Les chapitres correspondent pour la plupart aux catégories élaborées à partir des interviews et du journal de recherche. Les informations collectées empiriquement sont complétées par la recherche documentaire.

J'aborderai d'abord le personnage Thomas Sankara, puis des aspects généraux de la révolution, puis différentes mesures appliquées sous la République Démocratique et Populaire. En conclusion, j'envisagerai l'actualité de la révolution au Burkina Faso aujourd'hui.

4. Thomas Sankara

La première catégorie abordée dans ce mémoire est le personnage Thomas Sankara. J'ai fait ce choix car c'est cet aspect-là de la révolution, qui est à première vue le plus évident et le plus central. La révolution burkinabè s'est faite autour de Thomas Sankara, c'est lui qui a inspiré les jeunes par ses discours. Il était un leader charismatique et un président aimé par la population, surtout par les jeunes et la population urbaine (voir Engelbert 1996: 56).

4.1. Sankara incarne la révolution

Thomas Sankara est souvent confondu avec la révolution: il est la révolution (voir Sawadogo 2001: 84). De mon côté aussi, l'intérêt éprouvé pour cette période de l'histoire du Burkina Faso était guidé par la curiosité vis-à-vis de ce personnage parfois appelé « le Che Africain ». Plus tard, même en ayant pris conscience de la différence entre les concepts « révolution » et « Thomas Sankara » j'ai souvent posé les questions dans les termes suivants: « Que pensez-vous de la politique de Thomas Sankara » et non « Que pensez-vous de la politique de la révolution sous la présidence de Thomas Sankara ? ».

On retrouve cette confusion entre la révolution et la personne de Thomas Sankara dans beaucoup de passages des interviews. Il est difficile de savoir si les personnes

interviewées émettent un avis sur la révolution ou bien sur Thomas Sankara. Par exemple, Valentine dit:

Il a ouvert les yeux aux gens donc même dans la brousse la plus reculée, il a ouvert les yeux aux gens, il a ouvert les yeux aux gens. (Valentine, 47 ans)

Certes, pendant toute l'interview, elle a eu tendance à répéter des suites de mots de cette manière. Elle montre néanmoins par là l'importance de ces mots. Ici elle insiste sur le concept d'« ouvrir les yeux » (voir chapitre 5.2.), mais elle insiste aussi sur le fait que Thomas Sankara était le sujet, la personne active.

Un autre exemple de confusion a trait à l'autoritarisme. Souvent, les personnes interviewées critiquent l'autoritarisme du régime de Thomas Sankara, parfois c'est Thomas Sankara lui-même qui est qualifié d'autoritaire.

Malgré la différence évidente entre une personne, la fonction politique qu'elle occupe et la politique de tout un gouvernement, ces concepts sont difficiles à différencier dans le vécu des gens. Thomas Sankara incarnait la révolution et la révolution était impensable sans lui. À mes yeux il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, c'est peut-être lié à l'aspect autoritaire, aussi bien de la personnalité de Thomas Sankara que du principe même de la révolution telle qu'elle fut menée à l'époque. Puisque le pouvoir était centré sur sa personne, il est difficile de faire la différence entre l'homme et la fonction politique qu'il occupait. Par contre, comme le mentionne Valentine dans une interview, Thomas Sankara refusait personnellement un quelconque culte de la personnalité (voir aussi Andriamirado 1987: 195 sq.). Ensuite, la confusion est certainement accentuée par son statut de héros assassiné jeune (à l'âge de 37 ans). Au Burkina Faso, comme ailleurs dans le monde, les gens ont ce besoin de trouver des personnes sur lesquelles reposent l'espoir d'un monde meilleur. Enfin, et c'est là ce qui nous intéresse le plus dans ce chapitre, Thomas Sankara marquait les esprits par une personnalité exceptionnelle. Nous reviendrons un peu plus loin sur les aspects de cette personnalité.

Pour illustrer la confusion entre Thomas Sankara et la révolution burkinabè j'aimerais faire part de cette impression: lorsque l'on mentionne la révolution les gens pensent automatiquement aux quatre années sous la présidence de Thomas Sankara. Or formellement, la période de la rectification, après son assassinat (1987-1991), sous la

45présidence de Blaise Compaoré, faisait encore partie de la révolution. Le Burkina Faso n'a adopté la démocratie et l'économie de marché qu'en 1991. Cela montre bien que, *a posteriori*, beaucoup n'envisagent pas la révolution sans Thomas Sankara.

À cause de cette confusion, ce chapitre sur la personne de Thomas Sankara effleure beaucoup d'aspects de la révolution et de mesures prises sous celles-ci, qui seront repris plus loin de manière approfondie (voir chapitres 5 et 6).

4.2. Rencontre personnelle

La rencontre personnelle avec Thomas Sankara est, pour ceux qui l'ont vécue et qui se disent Sankaristes, un souvenir marquant.

Joseph, qui avait 12 ans au commencement de la révolution dit:

Je me rappelle que, sous la révolution, comme c'est le sujet qui nous intéresse, j'étais pionnier. Et le souvenir le plus marquant c'était la visite de Thomas Sankara dans mon village, où j'ai chanté l'hymne national. C'était vraiment. C'est un grand souvenir que j'ai gardé de ce passage dans mon village. (Joseph, 35 ans)

Lambert, qui avait grandi en Côte d'Ivoire, est revenu au Burkina Faso en 1986, après avoir passé son baccalauréat, pour soutenir la révolution:

Et puis quand je suis arrivé en 86 je me suis arrêté à Bobo Dioulasso parce que c'était le 4 août, où y avait des manifestations, un défilé notamment et là j'ai vu le président passer. Et puis on était un groupe, on a crié à l'année prochaine il nous a dit oui à l'année prochaine. Et puis c'est tout quoi. c'est... vraiment à 3 mètres là, le mec, avec le point levé qui criait, à bas l'impérialisme et puis les gens répondent. (Lambert, 40 ans)

Luc, ayant participé à l'époque au Conseil National de la Révolution, a côtoyé Thomas Sankara. Cela lui donne une certaine crédibilité dans la description du personnage. Comme nous le verrons plus tard, les mots ne manquent pas à Luc pour critiquer la méthode de gouvernance de Thomas Sankara. Il le nomme aussi par son prénom, ce qui est inhabituel pour Thomas Sankara: alors que Blaise Compaoré, comme d'autres personnalités politiques, est souvent nommé par son prénom, Thomas Sankara est en général appelé Sankara.

Enfin, Mathieu a insisté sur le fait qu'il connaissait très bien les parents Sankara et qu'il discutait beaucoup avec eux jusqu'à la mort du père. Cette relation était centrée autour de la personne de Thomas Sankara.

4.3. Quelques aspects de la personnalité de Thomas Sankara

Quels sont les aspects de cette personnalité exceptionnelle si souvent mentionnée ?

Commençons par une définition que Thomas Sankara donna de lui-même lors d'une interview (Sankara 1986): « Se définir, c'est bien la chose la plus difficile. D'abord parce que l'on n'est jamais assuré de s'être cerné tel que l'on est. Je crois qu'il y a trois façons d'être: tel que les autres vous perçoivent, tel que l'on se perçoit, et la vérité qui est entre ces deux visions d'un même individu. Ce dont je suis sûr, me concernant, c'est que je suis un paquet de projets, de convictions, de foi en un avenir qui parfois requiert plus que de l'audace, du nihilisme. Pour le reste, l'histoire me jugera et me définira. »

Cette citation de Thomas Sankara montre, qu'à défaut d'aborder les contradictions qui l'habitent, il est du moins conscient des divergences entre sa propre perception et celle des autres. Dans la dernière phrase, on reconnaît son désir d'objectivité, de se faire juger par l'histoire.

Sawadogo (2001: 17) résume le personnage qu'il a côtoyé pendant toute la révolution ainsi: « Il était étonnant: tantôt exubérant, chamailleur, taquin, humoriste, amical et chaleureux. Tantôt dur, renfermé, coléreux, le regard implacable. Tantôt lyrique, poétique, la parole puissante, profonde et vraie. Mais toujours égal à lui-même: nationaliste jusque dans l'âme, idéaliste, exigeant, rigoureux, organisateur. »

Thomas Sankara était connu pour son intégrité. Selon Déchir (2007), les valeurs qui découlent de cette intégrité sont le travail et la solidarité. Comme nous le verrons plus tard, ces valeurs étaient centrales pour la révolution (voir chapitre 5). Il est difficile encore une fois de différencier strictement les aspects de la personnalité de Thomas Sankara des valeurs de la révolution en elle-même.

S'il y a bien une qualité de Thomas Sankara reconnue par tous, c'est qu'il était totalement désintéressé de l'argent et de la possession matérielle. Cela se retrouve dans le combat de la révolution contre la corruption (voir chapitre 6.1.). La façon dont Thomas Sankara gérait le budget de l'État a notamment beaucoup impressionné. La déclaration des biens en fut une illustration. Joseph dit:

Quand tu regardes par exemple la déclaration des biens de Sankara là, tu te demandes si effectivement quelqu'un peut faire ça. [...] Et Sankara je crois qu'il était l'une des rares personnes à le faire. Il a déclaré tous ses biens [...] et ça je ne crois pas que aujourd'hui on puisse rencontrer des gens comme ça. [...] au Burkina, principalement, avec j'allais dire les pratiques qui sont actuelles où tout le monde veut s'enrichir. (Joseph, 35 ans)

Sankara avait un style de vie simple et modeste. Il avait changé peu de choses dans sa vie personnelle en accédant au pouvoir et donnait un exemple d'austérité qui devait être adopté aussi bien au niveau de la gestion du budget national que de la population.

Adama, qui ne voyait pas du tout la révolution d'un bon œil, dit:

Y avait une certaine austérité, un certain comportement d'austérité qu'on voulait voir adopté par le citoyen moyen et à la tête on donnait l'exemple. Voilà le président par exemple ne roulait pas dans une Cadillac ou dans une Mercedes hein, il était dans un véhicule ordinaire. (Adama, 62 ans)

Valentine, qui connaissait personnellement les leaders révolutionnaires, raconte:

Et le soir le président tu le vois avec son vélo, qui circule dans la ville... qui circule dans la ville Thomas Sankara, peut-être quand tu vas le reconnaître et quand il va voir peut-être une dame ou un jeune avec sa p'tite table il s'arrête, il dit qu'il veut des arachides, 25, 50, il prend et puis voilà. Après son départ, tu te dis mais c'est lui. Donc pas différent des autres, pas différent des autres. (Valentine, 47 ans)

Outre la corruption, Sankara se battait activement contre le népotisme. Il faisait même de sa famille un exemple, pour montrer qu'il ne favorisait personne. En Libye, on lui offrit un vélo spécialement conçu pour les handicapés, destiné à sa soeur qui est en fauteuil roulant. Sankara refusa car il ne voulait pas qu'elle soit favorisée. On voit qu'il imposait la rigueur morale et l'austérité qu'il prônait à ses proches. Comme dirait Luc (à propos des actions en faveur des femmes par exemple), c'étaient des actes

« volontaristes ». C'étaient des actes symboliques qui servaient d'exemples, car il partait du principe que la situation du Burkina Faso était tellement dure qu'il fallait vraiment faire des efforts gigantesques pour améliorer la situation.

La plupart des personnes interviewées décrivent Thomas Sankara comme intègre, honnête, sincère et ayant une rigueur morale élevée. D'autres qualités comme son engagement dans ce qu'il faisait, son vaste champ d'intérêts et sa curiosité ont été énoncées. Joseph décrit Thomas Sankara ainsi:

Sankara pour moi c'était quand-même quelqu'un qui était engagé, très engagé et qui n'avait pas peur de ses mots, des mots qu'il disait. Il s'affirmait. Pour moi c'était un monsieur qui avait des ambitions. Et il était généreux à mon avis. Cela quelques traits que je peux tirer comme ça. (Joseph, 35 ans)

Valentine dit que c'est la franchise de Thomas Sankara qui l'a perdu et compare cela à sa situation:

Et c'est quelqu'un qui disait haut ce qu'il pensait, tu comprends ? C'est ça aussi son drame. C'est à peu près comme Valentine parce que tout de suite si tu fais quelque chose je vais te dire « mais Cécile mais pourquoi tu fais ça tu aurais pu... » Et les êtres humains n'aiment pas ça. [...] Je suis comme ça mais beaucoup de gens disent non c'est pas tout qui se dit. Mais il faut tout dire si on veut quand même que le monde change. (Valentine, 47 ans)

Idrissa résume sa vision de la personnalité de Sankara ainsi:

Bon il faut dire Sankara c'était quelqu'un, ce qui me plaisait c'est qu'il était dynamique. Il s'intéressait à tout. Tout ce qu'il pouvait toucher, il pouvait influencer le bien-être de la population, il essayait de voir tout ça. Il touchait tout. C'était ça son côté positif, il était dynamique. [...] Son côté négatif, c'est qu'il n'écoute pas, il n'écoute pas. C'est-à-dire bon il s'impose, toutes les décisions qui viennent, il essaye d'imposer ça, sans essayer de comprendre les autres aussi dans leur situation. Pourtant, si tu poses souvent un problème, il faut souvent essayer de voir. Toi, tu es toi, c'est-à-dire tu te sens, tu as une situation qui t'est propre, par rapport aux autres aussi ils ont leur vision des choses. (Idrissa, 24 ans)

On retrouve ce vaste champ d'intérêts dans les discours de Sankara. Dans la citation d'Idrissa, on voit qu'il critique le manque de recul et de sensibilité de Thomas Sankara,

son autoritarisme. Il n'essayait pas assez de comprendre les autres points de vue. Nous retrouverons cette critique dans le chapitre 5.

L'intention de Thomas Sankara était de travailler pour le bien-être du peuple, il allait beaucoup vers les gens pour avoir leur avis. Il préférait aller voir par lui-même, éventuellement incognito, prendre le pouls de la population plutôt que de lire des rapports de ses conseillers. Cet aspect montre un certain populisme qui favorise son impression personnelle plutôt que de donner du crédit aux rapports d'éventuels experts:

C'est pas quelqu'un qui se contentait des rapports qui viennent de par et d'autre des conseillers et autres et qui se limitait à des rapports non. Il lisait d'ailleurs très peu les rapports mais ses vrais rapports c'est les contacts directs qu'il avait avec la population et là où il sent que s'il va on va le reconnaître bon il se permettait de s'enturbaner et comme un paysan et puis bon il passe, il discute avec les gens. L'objectif pour lui c'était d'arriver à comprendre exactement ce que les gens pensent au fond d'eux même, sans [...] être influencés par quoi que ce soit. Voilà. Donc euh il avait ce genre de comportement qu'on ne connaissait pas en tous cas en Afrique. (Mathieu, 41 ans)

Il organisait aussi des réunions à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, de préférence en pleine nuit, selon le rythme qu'il affectionnait. L'analyse des interviews, mais aussi de la littérature, montrent qu'il avait un style de gouvernement très centré sur sa personne. Il était ouvert au dialogue, et le cherchait même activement, mais en dernière instance c'était lui qui prenait les décisions qu'il croyait justes, selon les informations qu'il avait récoltées. Il était prêt à changer d'avis s'il rencontrait quelqu'un d'assez convaincant. Mais lorsqu'il avait décidé quelque chose, il appliquait ces décisions avec autorité. Il était difficile de débattre avec lui (voir Jaffré 2007a).

La description que fait Sawadogo de Thomas Sankara montre ces contradictions. Dans la description de sa première rencontre avec Thomas Sankara, Sawadogo (2001: 14) met l'accent sur le regard de ce dernier. Il était très attentif et intéressé par ce que son interlocuteur lui disait. Son regard allait loin vers l'avant, comme s'il voyait plus loin. Mais Sawadogo (2001: 36 sq.) donne aussi l'exemple d'une dispute durant laquelle il fut accusé par Thomas Sankara d'être un mauvais élément alors que de son point de vue il se tuait au travail. En effet, selon Jaffré (2007a: 287), Sankara bousculait ses ministres et leur en demandait toujours plus. Il régnait au sein des fonctionnaires, et notamment

des hauts fonctionnaires, une peur d'être « dégagé ».

Malgré la dureté et la discipline qui émanaient du personnage, Thomas Sankara avait, selon les témoignages, une personnalité attachante. Ce qui frappait le plus était son humour (voir Sawadogo 2001: 59-60). Jaffré (2007a: 10) écrit que Sankara « rayonnait devant les télévisions par son sourire, ses jeux de mots, son humour corrosif, la fraîcheur de sa pensée perpétuellement en éveil, sa vivacité d'esprit »

Sawadogo (2001: 63 sq.) dit que, malgré la rumeur publique qui disait que Thomas Sankara « ne supportait pas les contradictions et qu'il se mettait chaque fois dans des colères violentes quand ses idées étaient réfutées », son expérience en tant que conseiller lui faisait voir les choses différemment. Il donne quelques exemples où il réussit à dire non. Il résume sa vision comme ceci: « Nous avons fini par comprendre que le Président, malgré sa fougue et son désir de voir s'exécuter rapidement ses décisions, acceptait d'en discuter la pertinence à condition de ne pas « l'attaquer » de front et tout de suite. » (*idem* 72)

Dans les interviews aussi, Thomas Sankara est souvent décrit comme spontané, impulsif et autoritaire. Les gens ont eu une impression d'autoritarisme car il n'essayait pas de sensibiliser la population aux réformes. Or celles-ci étaient souvent radicales, comme nous le verrons plus loin (voir chapitre 6). Selon Idrissa, il prenait souvent les bonnes décisions mais il ne les expliquait pas, ce qui avait pour conséquence la résistance de la population au changement.

À propos de la manière dont Thomas Sankara gère le conflit avec les fonctionnaires, dont il avait réduit considérablement les salaires afin de redistribuer les richesses en faveur des paysans, Idrissa dit

Je me dis il fallait dialoguer aussi avec ces fonctionnaires, essayer d'expliquer, tout ce qu'on fait là ce serait, c'est un bénéfice pour les générations futures. Mais bon, si tu viens, tu te lèves un matin, tu te dis bon je vais diminuer les salaires de moitié comme ça, sans explication, celui qui veut il travaille, celui qui le veut pas, qu'il quitte son poste [...] il va de soi que les gens s'opposent. (Idrissa, 24 ans)

Un aspect important, aussi bien de la révolution que de la personnalité de Thomas

Sankara est la vision dichotomique du monde, une morale forte (voir chapitre 5). La révolution fonctionnait de cette manière: elle nommait ses ennemis et ses alliés, elle fonctionnait sur la base d'un système d'inclusion/exclusion. Pour Thomas Sankara cela correspondait à une vision très nette de ce qui est juste et injuste, bien et mal (voir Labazée 1989). Comme le dit Valentine:

Et pour lui si tu n'es pas pour lui tu es contre lui, réactionnaire. (Valentine, 47 ans)

Une des personnes interviewées, Luc, est particulièrement critique envers Thomas Sankara. Luc a participé au Conseil National de la Révolution et a beaucoup côtoyé Sankara. Aujourd'hui, il soutient apparemment la politique de Blaise Compaoré. Il a certes appuyé le fait que Thomas Sankara n'était pas du tout intéressé par l'argent mais pour ce qui est des autres caractéristiques de sa personnalité, il diffère des autres personnes interviewées. Après l'interview, il m'a décrit Thomas Sankara comme quelqu'un de frustré, qui a eu une enfance faite de privations et voulait compenser cela, prouver quelque chose. Il décrit la quotidien de travail avec Thomas Sankara comme suit:

Donc c'est vous dire un peu les méthodes parfois de gouvernance de Thomas, c'était assez brutal, souvent. Et il était même amené parfois à humilier un peu, plus ou moins ses compagnons. [...] Bon vous voyez un peu le personnage, fait un peu de duplicité. Mais Thomas était un grand communicateur, c'est ça il faut reconnaître, et c'est ça qui a bâti son mythe en fait [...] C'était un manœuvrier. Bon on ne peut pas reprocher ça aussi à un homme politique hein. (Luc, 54 ans)

4.4. En avance sur son temps ?

Toutes les personnes interviewées, même celles qui étaient fondamentalement réfractaires à la révolution, ont estimé que Thomas Sankara était en avance sur son temps. Si certaines personnes ayant vécu la révolution ne l'ont pas soutenue à l'époque, beaucoup sont d'accord aujourd'hui pour dire que ses projets étaient bons mais que Sankara était arrivé trop tôt ou bien qu'il n'expliquait pas assez à la population en quoi elle allait profiter de ces changements.

André est professeur d'université à la retraite et était farouchement contre la révolution à l'époque. Aujourd'hui encore il définit le régime sous Thomas Sankara comme une dictature et met l'accent sur la peur qui régnait au sein de la population. Lorsque je l'ai interrogé sur les buts de Thomas Sankara pour le Burkina Faso il a répondu de manière intéressante:

Je pense que c'est quelqu'un qui était animé de très bonnes intentions mais il s'est mal pris. Il est allé trop vite, il a devancé son peuple. Puisque à un moment donné, je pense à son dernier discours à Bobo, il a dit qu'il vaut mieux faire un pas avec tout le peuple que de faire 1000 pas sans le peuple. [...] Il a dit ça [...] mais c'était tard, ça fait partie de ses derniers discours. Donc ça veut dire à un moment donné il s'est aperçu, ces tensions ça ne va pas. Voilà, les gens sont mécontents. Mais c'était trop tard, c'était trop tard. (André, 73 ans)

Certaines personnes interviewées emploient même des mots tels « il voyait l'avenir » (Aminata) ou « l'homme se présentait comme un messie » (Mathieu). Ces mots, chargés d'une force religieuse, montrent que le souvenir idéalise cet homme. Aujourd'hui il a bel et bien un statut de héros, et pas uniquement pour ceux ou celles qui se disent Sankaristes. Par ailleurs, l'actualité des sujets de prédilection de Thomas Sankara, par exemple l'autonomie alimentaire, permet, en ces temps de crise alimentaire mondiale, de mieux mesurer les actions de cet homme.

Boniface montre que ce n'était pas possible de suivre ses idées novatrices, il y a vingt ans de cela, car elles étaient tout simplement venues trop tôt pour le peuple burkinabè:

C'est difficile de l'appréhender, c'est difficile de le comprendre. [...] Il paraît que bon ce qu'il ressortait comme idées, personne ne pouvait le comprendre en ce temps là, on ne pouvait pas être réceptif, c'est pas possible, c'était difficile d'accepter ce qu'il voulait, comme idéal social. C'est maintenant qu'on se rend compte de la vérité. (Boniface, 32 ans)

Thomas Sankara était donc en avance sur son temps. Nous verrons plus loin que cette affirmation peut s'appliquer à plusieurs domaines de la révolution, non seulement d'un point de vue économique et alimentaire, mais aussi du point de vue de la société, dans sa remise en cause des traditions par exemple.

4.5. Thomas Sankara était-il trop jeune ?

Selon certains, une des explications pour la grande impatience de Thomas Sankara, le fait de vouloir aller trop vite, est son jeune âge. Plusieurs personnes ont émis l'avis que les leaders de la révolution et notamment Thomas Sankara étaient trop jeunes, manquaient d'expérience et de maturité. Derrière ce discours il y a entre autres l'idée que lorsqu'on arrive au pouvoir il n'est plus possible d'être idéaliste, il faut être pragmatique. Luc dit par exemple:

On gérait le pays un peu comme on gérait le mouvement étudiant. Et là c'était un peu difficile, les gens ont des préoccupations précises. Au pouvoir, comme disait Lénine, on est au centre-gauche, on peut pas être à l'extrême gauche, parce qu'il y a des réalités qu'on n'a pas lorsque on est à l'opposition. Lorsqu'on est au pouvoir, y a des réalités concrètes qu'on doit gérer. Donc nécessairement on en vient à des compromis et ça, beaucoup aussi n'étaient pas capables de le comprendre et c'est pour ça que au fur et à mesure que la gestion du pays se faisait, les divergences ont commencé à apparaître au sein même de l'appareil d'État. (Luc, 54 ans)

Ce sont ces divergences qui, selon Luc, ont conduit au clash de 1987. Dans le même registre, pour certains, l'idée même de révolution, d'inspiration marxiste qui plus est, ne peut-être qu'une erreur de jeunesse. Adama, qui est médecin à la retraite, voyait la révolution d'un mauvais oeil. Pendant l'interview, il me disait que c'était une erreur de faire une révolution car celle-ci ne pouvait rien apporter au pays, il suffisait de prendre l'exemple de celles qui avaient eu lieu dans d'autres pays. Elles ne les avaient pas avancés dans leur développement. Il dit:

Les ténors de la révolution étaient certainement de bonne foi, ils voulaient faire progresser le pays mais seulement peut-être la façon dont ils s'y prenaient était discutable. Voilà, parce que ils voulaient donner un coup d'accélérateur à l'histoire alors que l'histoire a son propre rythme hein, on peut pas précipiter les choses. [...] Non, le pays fait son histoire et puis je crois que depuis nos indépendances en 1960 jusqu'à la révolution en 80, y avait en fait que deux décennies, deux décennies dans la vie d'une nation, c'est très peu de chose. Mais seulement il faut avoir atteint un certain niveau de sagesse pour se rendre compte que il faut laisser le temps au temps. Alors ce qui m'amène à dire que ces révolutionnaires qui étaient très jeunes, ne pouvaient certainement pas comprendre que on peut pas faire bruler des étapes à un pays. (Adama, 62 ans)

L'évolution de Blaise Compaoré en presque 30 ans de politique illustre la thèse de la révolution comme erreur de jeunesse. Il est passé de compagnon de route de Thomas Sankara, révolutionnaire convaincu, à président d'un pays depuis plus de 20 ans, dont la politique est très bien intégrée dans le système économique et politique international. Jaffré (2007b) écrit en effet que Blaise Compaoré est devenu « un fidèle exécutant des thèses libérales et le successeur de Félix Houphouët-Boigny en tant que meilleur allié de Paris dans la région ».

4.6. Responsabilité de Thomas Sankara dans les dérives de la révolution

J'ai rencontré 5 hommes entre 32 et 47 qui se définissent comme Sankaristes (Joseph, Boniface, Mathieu, Lambert et Alexis). Ce qui frappe dans leur discours, c'est le manque de différenciation dans leur description de la personnalité de Thomas Sankara. J'en suis venue à la conclusion que, pour eux, être sankariste, c'est voir Thomas Sankara comme un héros sans faille, une personne idéalisée. Ces personnes déchargent Thomas Sankara de presque toute responsabilité dans les aspects autoritaires et les dérives de la révolution. Il est frappant de voir qu'ils sont prêts à critiquer la révolution et ce qu'elle n'a pas réussi, par exemple concernant les chefferies traditionnelles ou bien le fait que les Comités de Défense de la Révolution (CDR) aient parfois abusé de leur pouvoir et du fait d'être armés. Mais lorsqu'il s'agit de Thomas Sankara, ils lui trouvent des excuses, comme de ne pas savoir ce qui se passait au niveau des CDR, le fait que les erreurs sont humaines, qu'avec le temps il aurait rectifié les dérives ou qu'il ne prenait pas les décisions tout seul. Je sentais pendant les interviews que cela n'était pas agréable de critiquer le héros.

J'ai retrouvé dans la littérature ce genre d'excuses chez d'autres Sankaristes plus ou moins affirmés. Jaffré (2007b) par exemple écrit: « Sankara est le premier à dénoncer les excès et insuffisances des CDR ». Otaeyek (1989: 3) fait remarquer à ce sujet que le culte de Thomas Sankara fait qu'une bonne partie de la production scientifique occidentale sur la révolution burkinabè manque d'esprit critique.

Dans une démarche totalement opposée, tout au long de l'interview, Luc a essayé de démontrer en quoi Thomas Sankara était responsable de la situation explosive qui s'était développée au sein du gouvernement de la révolution. Il a montré que les contradictions

entre les révolutionnaires avaient amené comme fin inévitable l'assassinat de Thomas Sankara. C'était intéressant car, bien que je n'aie pas posé de question sur la fin de la révolution ou les raisons de l'échec de la révolution, tout son discours a tourné autour de cela.

4.7. Rôle de l'armée dans l'histoire de Thomas Sankara

Sankara était un militaire de formation et la révolution a été faite par les armes. Il souhaitait banaliser l'armée. Pour Sankara il était très important de former d'une part la population à l'usage des armes et d'autre part les militaires aux idées politiques. Pour lui, « un militaire sans formation politique et idéologique est un criminel en puissance » (Sankara, cité par Gakunzi 1991: 8). Lambert m'explique:

Sankara disait à l'époque le civil c'est un militaire sans armes et que le militaire c'est un civil à qui on a prêté des armes pour défendre la nation. Et que tout le monde pouvait défendre la nation, tout le monde pouvait devenir militaire, à tout moment. La preuve c'est la mise en place des CDR, les Comités de Défense de la Révolution. (Lambert, 40 ans)

Sawadogo (2001: 44 sq.) décrit sa première expérience avec les armes en tant que conseiller présidentiel. Ce n'était pas facile pour un civil, pacifiste de surcroît, de tenir dans ses mains une kalachnikov et d'apprendre à tirer.

Jean Ziegler, dans le film documentaire de Shuffield (2006), raconte comment il osa affronter Thomas Sankara: « J'ai trouvé toujours un peu ridicule tous ces bérets rouges qu'on voyait à Ouagadougou. Et une fois je me suis permis de lui dire: « on voit beaucoup trop de militaires ici, c'est pas bon [...]. » Et il a rigolé, il a dit: « Ah, nous on aime ça » etc... etc... Mais vous comprenez, c'était le jeu mais c'était pas l'imbécile militaire, qui croyait en la violence ou qui croyait en la discipline ou des imbécilités de ce type, c'était conjoncturel je crois. »

Valentine montre que l'armée et l'uniforme militaire ont quelque chose de prestigieux. Elle raconte que la plupart des révolutionnaires avaient fait le Prytanée militaire de Ouagadougou:

Ils étaient enviés de tous hein, parce que habillés le p'tit, habillé en militaire, c'est beau. Même jusque là si tu vois des enfants qui sont par là-bas, tout le monde les admire. (Valentine, 47 ans)

Sankara avait une rigueur personnelle, qui à mes yeux est proche de la discipline militaire, dans son extrême rigueur morale, son intégrité, sa discipline physique et mentale. Comme on peut le lire dans la biographie écrite par Jaffré (2007a), cette rigueur et cette sévérité ont fait partie de la personnalité de Thomas Sankara dès son enfance.

4.8. Figure de héros pour la jeunesse ?

C'est la personnalité de Thomas Sankara qui avait provoqué le fort soutien des jeunes de la révolution. Il se voulait le président du progrès, qui coupait avec les traditions et les hiérarchies de la société traditionnelle. Ces jeunes étaient d'une part les étudiants qui avaient été en contact avec les théories marxistes à l'université. D'autre part Sankara s'appuyait sur les jeunes sans éducation formelle, qui n'avaient pas fréquenté l'école et n'avaient pas beaucoup de perspectives dans leur vie. Il se voulait le président des opprimés, avant tout des paysans, même si ces derniers n'ont jamais constitué un réel soutien de la révolution (voir Tallet 1989: 49). Ce sont ses discours qui faisaient sa popularité. Il était éloquent, drôle et surtout il nommait des ennemis bien définis, ceux qui étaient responsables de la misère et du sous-développement. Lambert explique pourquoi il plaisait à la jeunesse:

Nous on aimait bien ses idées. On a beaucoup épousé ses idées et sa verve tu vois et on se sentait concernés par ce qu'il nous disait, les idées qu'il lançait, l'impérialisme, le néo-colonialisme tout ça, la bourgeoisie comprador, ça c'était les étudiants qui étaient à l'aise là-bas et voilà plein de mots d'ordre qui nous faisaient rêver qui nous faisaient croire que oui ça c'est, comme dirait Obama, *yes we can*, on peut faire des choses. On sentait cet enthousiasme là, de la jeunesse qui croit à quelque chose, qui croit aux idées de Sankara. (Lambert, 40 ans)

Lambert raconte comment, déjà à l'époque, Thomas Sankara avait une influence sur la culture des jeunes, notamment sur la mode vestimentaire:

Pendant qu'on était au lycée en Côte d'Ivoire, y a Thomas Sankara qui a fait une visite en Côte d'Ivoire et ça c'est resté dans les mémoires parce que, tu vois il est

arrivé, les deux dernières marches de l'avion, il a sauté. Comme un commando, parachutiste il a sauté puis il a retroussé ses manches. Et c'était devenu la mode en Côte d'Ivoire, tout le monde, à l'époque y avait l'uniforme kaki au lycée, et on retroussait les manches comme ça, à la Tom Sank comme on disait. (Lambert, 40 ans)

Aujourd'hui encore Thomas Sankara est un héros de la jeunesse burkinabè. C'est une chose qui m'a impressionnée lorsque je parlais à des jeunes dans la rue. Les contacts spontanés que j'ai eus étaient souvent avec des hommes plutôt jeunes qui font du petit commerce ou bien des chauffeurs de taxis. Ce sont eux qui abordent facilement les touristes. La plupart des personnes, hommes ou femmes, à qui j'ai expliqué que j'étais là pour faire des recherches sur la révolution et particulièrement sur ce qu'il subsiste de Thomas Sankara étaient au moins intéressées sinon enthousiastes. Mais c'est auprès des jeunes que j'ai rencontré le plus d'enthousiasme. Alexis confirme cette impression:

Bon, il y a que, au jour d'aujourd'hui, la jeunesse s'inspire toujours de Thomas Sankara, les jeunes aujourd'hui si vous avez des images de Thomas, les jeunes vous les arrachent. Vous pouvez toujours le constater quand vous parlez de Thomas dans un milieu de jeunes, ils ont cela à l'esprit parce que c'était ça le langage de la vérité. (Alexis, 47 ans)

André, au contraire, pense que la révolution n'a pas beaucoup de soutien au sein de la population aujourd'hui et que cette dernière est majoritairement favorable au gouvernement actuel:

Les jeunes comme ceux-ci là, ils n'ont pas connu Thomas Sankara, ils n'ont pas connu son action. Donc ils n'ont même pas de jugement sur la période active justement de la révolution. Eux ils entendent parler de la révolution par les on-dit, par ce que les parents disent. Or chaque parent a vécu sa situation à sa façon. Donc vraiment la preuve ça ne mobilise pas beaucoup et d'ailleurs quand il y a des manifestations le 15 octobre pour la commémoration, bon le pouvoir réunit plus de monde que l'opposition. (André, 73 ans)

Pour illustrer le fait que les jeunes sont influencés par la vision de leurs parents, j'aimerais présenter le cas d'un jeune étudiant dont j'ai fait la connaissance chez un ami commun. Il désapprouve absolument la période de la révolution: pour lui, c'était une dictature. Lorsque je lui ai demandé son avis sur les différences de richesse, la

redistribution, il m'a expliqué que ces différences sont inhérentes aux êtres humains et que chacun est responsable de son propre destin. Pour lui les valeurs de liberté sont fondamentales: liberté de parole et de presse mais aussi la liberté d'être riche et de disposer sans limite des richesses que l'on a accumulées à la sueur de son front. Son père est un élu politique proche du parti au pouvoir. Peut-être est-il aussi influencé par cela. Peut-être aussi a-t-il été en contact lors de ses études avec des théories politiques libérales qui l'ont convaincu. Cet exemple montre bien qu'il est souvent possible d'expliquer le jugement sur la période de la révolution soit par une situation matérielle, soit par une situation personnelle, le vécu propre ou le vécu des parents. Dans le cas de Valentine ou de Boniface, il est frappant de voir le lien entre leur colère vis-à-vis de leur combat quotidien et leur intérêt particulier pour la période de la révolution. Le jugement sur cette période particulière reflète souvent les valeurs plus générales de la personne.

De manière intéressante, plusieurs personnes ont énoncé des similitudes entre Thomas Sankara et Barack Obama (voir Lambert plus haut). En arrivant à Ouagadougou en novembre 2008, j'ai trouvé beaucoup de gens fatigués et enthousiastes, qui avaient passé la nuit précédente à suivre les élections présidentielles des États-Unis. Étant données les différences fondamentales entre les projets politiques des deux hommes, le fait de comparer Thomas Sankara et Barack Obama montre à mon avis que le statut de héros de Thomas Sankara n'est pas seulement lié à son projet politique mais bien aussi à sa personnalité et à sa capacité à susciter de l'espoir au sein d'une population qui souffre, comme c'est le cas aujourd'hui de Barack Obama.

4.9. Portée internationale

La portée internationale de la révolution a aussi été très imprégnée de la personnalité de Thomas Sankara. Ce sont ses discours, à L'ONU, à Harlem, à Addis-Abeba (voir Sankara 1991) qui ont fait de lui le héros à dimension internationale qu'il est devenu. Jaffré (2007a) écrit que, en-dehors de l'Afrique, Thomas Sankara est oublié mais qu'en Afrique, il est l'équivalent du « Che africain ». Cette expression est employée à plusieurs reprises, notamment dans des articles écrits par des journalistes non-africains (par exemple Barth 2009).

Dans un article intitulé « Que reste-t-il de Sankara ? », Soudan (2007) écrit « Vingt-ans

après sa mort, l'inspirateur de la révolution burkinabè demeure une figure emblématique sur le continent. Et continue de symboliser la lutte pour l'émancipation de l'Afrique. » Il ajoute: « il suffit, aujourd'hui encore, de parcourir l'Afrique, de Dakar à Brazzaville, pour se rendre compte à quel point la mémoire de celui qui dirigea le Burkina Faso de 1983 à 1987 demeure vivace, y compris - et surtout - au sein d'une jeunesse dont la quête d'icône n'a d'égale que la perte d'identité » (Soudan 2007; voir aussi Englebert 1996: 56).

Les personnes interviewées ont mentionné souvent leur fierté en tant que Burkinabè, d'avoir eu un président qui a fait connaître le Burkina Faso. Même des personnes comme André, qui sont très critiques vis-à-vis de la révolution, reconnaissent qu'à ce niveau-là, ils ont apprécié la verve et le courage de Sankara (voir chapitre 5.5.).

Après avoir vu les aspects liés à la personne Thomas Sankara, nous allons, dans le chapitre suivant, aborder quelques aspects généraux de la révolution qui ont marqué les personnes interviewées.

5. Aspects généraux de la Révolution

Dans ce chapitre, je décrirai successivement en quoi la révolution a apporté un changement radical de la politique, par la prise de conscience du peuple de la responsabilité de son développement. Je développerai quelques valeurs qui découlent de ce projet: l'égalitarisme, l'indépendance, la dignité et le patriotisme. J'aborderai ensuite ce que j'appelle la culture de la révolution. Enfin je porterai mon attention sur les questions de l'autoritarisme de la révolution et de la liberté d'expression dans ce régime, en comparaison avec celui d'aujourd'hui.

5.1. Nouveauté de la révolution

Toutes les personnes interviewées ont mis l'accent sur le fait que la révolution du 4 août 1983 a apporté un changement radical dans la politique de l'ancienne Haute-Volta. Celui-ci avait cependant été préparé par le gouvernement de Jean-Baptiste Ouédraogo, auquel Sankara avait participé. Certaines personnes montrent ce que ce changement a apporté de positif: changer les mentalités et la dépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale, aplanir les différences de classes dans la société. Mais d'autres montrent que cette période de changement radical était accompagnée de beaucoup de peurs. Certains craignaient pour leur sécurité physique, s'ils n'étaient pas d'accord avec le régime. Beaucoup avaient peur aussi de devoir renoncer à un certain confort matériel, en particulier les plus privilégiés, notamment les fonctionnaires. Comme le dit André, pour certaines personnes, la nouveauté de la révolution, le changement, faisaient peur car elles ne savaient pas à quoi s'attendre:

Si bien que vraiment c'était une période d'inquiétude pour tout le monde hein. Tout le monde était inquiet. Y a eu beaucoup de peur. C'est ça la révolution. (André, 73 ans).

Les jeunes officiers qui ont mené la révolution, Thomas Sankara, Blaise Compaoré, Jean-Baptiste Lingani et Henri Zongo, étaient différents des leaders que la Haute-Volta avait connus jusque là. D'une part, ils avaient fait les écoles militaires et d'autre part ils avaient été mis en contact avec les milieux étudiants et les idées de gauche (voir chapitre 2).

La période de la révolution était une période de grands changements pour tout le monde. Au sein de la population, certaines personnes étaient très enthousiastes et d'autres plutôt sceptiques. C'était en tous cas un essai de rupture avec le système économique qui avait été mis en place sous la colonisation et qui avait été repris par les différents gouvernements de Haute-Volta après l'indépendance. La révolution était d'inspiration marxiste-léniniste mais elle n'était pas ouvertement une révolution socialiste. Elle se voulait plutôt adaptée aux réalités concrètes locales. À ce propos, Jaffré (2007b) écrit: « Sankara [cachait] à peine ses influences marxistes. En revanche, ceux qui se [pressaient] autour de lui [étaient] souvent loin de partager ses références politiques ». Le changement était voulu par les syndicats, les travailleurs et les différents partis politiques. Cependant, syndicats et partis politiques ont rapidement été interdits sous la révolution et n'ont pas longtemps soutenu le processus révolutionnaire.

À propos du changement amené par la révolution, Boniface raconte ce qu'il a vécu:

Ce qui m'a un peu marqué c'est que en ce moment tout le monde bougeait. En fait, on savait pas bien ce que c'est que la révolution mais quand-même on ressentait l'autorité jusqu'au village. Ce qui était quand-même un peu rare hein. Voilà. Et on nous apprenait un peu le civisme. Il faut à chaque fois, euh par exemple dans la cours de l'école il faut nettoyer la cours de l'école, il faut toujours être propre, il faut chaque matin monter le drapeau et le descendre aussi le soir. (Boniface, 32 ans)

Dans cette citation, on retrouve les concepts de nouveauté et de grand changement, qui concernaient tout le monde (toutes les couches sociales, tous les âges, tous les sexes) et qui géographiquement atteignaient même les régions les plus éloignées de la capitale (voir chapitre 6.4.). On retrouve aussi le principe d'éducation des masses à la révolution. Celle-ci commençait à l'école, mais les adultes aussi devaient être éduqués à la révolution. Adama dit:

Disons qu'on avait le sentiment que les révolutionnaires voulaient éduquer les gens hein. Nous étions tous des élèves, des révolutionnaires hein, des écoliers en fait, à qui il fallait apprendre comment marcher, comment travailler pour le bien-être présent et futur de son pays. Mais euh on ne vous demandait pas d'être heureux hein. Ah ben oui, moi [...] j'étais pas particulièrement heureux qu'on vienne me

tirer [de mon travail] pour aller écouter des sornettes hein. Mais je le faisais parce que si je manifestais ça pouvait aller très loin, très mal pour moi. (Adama, 62 ans)

Et pourtant, Thomas Sankara voulait le bonheur du peuple. Dans un discours, quelques jours avant son assassinat, il insistait sur ce point: « Notre révolution n'aura de valeur que si [...] nous pouvons dire que les Burkinabè sont, grâce à elle, un peu plus heureux » (Sankara 1987, cité par Jaffré 2007b). Mais Thomas Sankara définissait le bonheur de manière très pragmatique (voir chapitre 6.2.) et surtout, il semblait penser qu'il existait une vérité absolue, une définition objective du bonheur. Il pensait savoir à leur place ce que les Burkinabè souhaitaient.

Mathieu cite Sankara et amène, en plus du principe de totalité (tout le monde), le principe de qualité (grâce à une bonne gestion il est possible d'accéder au développement):

Et il disait que la révolution, c'était un changement non seulement radical mais aussi quantitatif et qualitatif, en ce sens effectivement que ça touchait tous les secteurs et qu'en même temps qu'on voulait la quantité il fallait y mettre la qualité. (Mathieu, 41 ans)

Une des nouveautés introduites par la révolution est le principe d'anti-bureaucratie. Sawadogo (2001: 29) témoigne du fait que celle-ci régnait sous la révolution et permettait la rapidité des prises de décisions. Il est vrai que, durant mon séjour de recherche, le chaos et l'imprévisibilité m'ont frappée. D'abord il est flagrant que, du fait du manque de moyens et d'infrastructures, il est difficile de tenir des délais et rendez-vous. De plus, il me semble que, à l'instar de beaucoup d'anciennes colonies françaises, le Burkina Faso a hérité d'une bureaucratie très compliquée.

Lambert montre que, même depuis l'étranger, la révolution prenait une grande importance pour les Burkinabè expatriés:

La révolution de loin c'est vrai on la vivait comme un changement qui était arrivé au pays, euh on était un peu content de savoir que tout allait changer, que tout allait être clair. Parce que c'est l'idée qu'on avait, on s'est dit que tout va être clarifié, y aura plus de directeurs voleurs, les sociétés vont être bien gérées. (Lambert, 40 ans)

Une des nouveautés était que même les femmes participaient, en tant qu'actrices à part entière et reconnues du développement. Comme le dit Mathieu, aujourd'hui on parle de la notion de genre dans le développement. Celle-ci est devenue centrale dans les programmes internationaux d'aide au développement. Sankara était, sur ce sujet-là aussi, en avance.

5.2. Prise de conscience de la responsabilité de son propre développement

Des expressions qui reviennent souvent lorsque l'on mentionne la révolution sont « la prise de conscience du peuple burkinabè » ou « ouvrir les yeux ». Souvent, elles sont utilisées comme ça, sans préciser de quelle conscience il s'agit, comme un concept à part entière (voir Valentine dans le chapitre 4.1.).

Joseph dit qu'il s'agit de la conscience d'être responsable de son propre développement:

Je crois que c'est la période pendant laquelle pas mal de Burkinabè ont pris une certaine conscience, conscience de ce qu'ils sont d'abord et conscience que ils peuvent se développer, non pas en attendant l'aide des autres, mais en faisant les choses par eux-mêmes. (Joseph, 35 ans)

En effet, Thomas Sankara disait que la pauvreté venait du mental. C'est un concept que l'on retrouve aujourd'hui dans les prises de position telles le discours de Dakar de Nicolas Sarkozy (2007), dont le message principal est que l'Afrique est responsable de son sous-développement. Ces opinions actuelles ont tendance à mettre en avant la responsabilité des peuples africains afin de diminuer, voire même de nier, les méfaits de la colonisation et la responsabilité de la puissance coloniale. En fait, à l'époque de la révolution, l'idée était au contraire que, justement à travers la colonisation, les Africains avaient développé une mentalité de colonisés, passifs, attentistes et que celle-ci se perpétuait après les indépendances sous forme d'un néo-colonialisme. C'est-à-dire que l'impérialisme se prolongeait. La responsabilité de la colonisation dans la misère de l'Afrique était donc bien reconnue et jugée mais il s'agissait à ce moment-là de se départir du néo-colonialisme et de l'impérialisme.

Thomas Sankara parlait de l'état de dénuement extrême de la Haute-Volta et disait que si les Burkinabè voulaient être réellement indépendants, il leur fallait aussi retrouver les

manches car ce ne serait pas facile (la Haute-Volta était extrêmement dépendante des fonds internationaux). Les valeurs qui découlent de ce projet sont le travail, la fierté nationale, la solidarité, le collectivisme, l'ordre, l'organisation (voir chapitres suivants). Il faut que tout le monde travaille pour le bien-être de chacun, quels que soient l'origine sociale, l'âge, le genre, la place dans la société et la position géographique.

Alexis m'explique:

Il avait une conviction, c'est que la pauvreté du Burkinabè venait du mental, [...] du fait que nous nous sous-estimons nous-mêmes et que, lorsque nous arrivons à dépasser cette perception de nous sous-estimer nous-mêmes, nous pouvons faire beaucoup de choses. Et que, lorsque le peuple est vraiment uni et qu'il a les convictions qu'il peut travailler ensemble, il peut soulever des montagnes. Et c'est sur cette base-là, sur cette conviction, que la population, le peuple uni [...] est une arme de développement, que l'ensemble des projets ont été montés. (Alexis, 47 ans)

Dans la lignée de cette pensée il y a donc la nécessité de travailler mais aussi d'organiser la société de manière efficace et d'y faire régner l'ordre et la discipline. Lambert décrit la situation ainsi:

Je suis rentré disons en 86-87 et à l'époque c'était plus, je dirais plus civique parce que c'était bien ordonné, à mon avis hein, y avait moins de laisser aller que maintenant je trouve. Parce que moi je suis arrivé à une époque où tout était réglementé, y avait le Comité de Défense de la Révolution, qui veillait dans chaque quartier au respect de l'ordre, de la discipline, le respect de la propreté tu vois les rues étaient nettoyées régulièrement. (Lambert, 40 ans)

Dans cette citation il est clair que l'ordre et la discipline étaient des aspects nécessaires voire positifs pour lui. J'ai eu cette impression très forte lors de l'interview avec Aminata. Elle appréciait, surtout *a posteriori*, la période de la révolution parce que c'était pour elle synonyme d'ordre, de discipline et de travail. L'ordre et la discipline amènent pour moi la question des libertés et de la répression. Nous verrons ces questions dans le chapitre 5.7.

Selon l'idéologie révolutionnaire, la valeur du travail était centrale pour le développement. Ce terme est revenu très souvent dans les interviews pour décrire les moteurs de la révolution ou la personnalité de Thomas Sankara. Certains trouvent cela

positif car cela permettait de faire avancer le pays malgré les faibles moyens, d'autres auraient préféré ne pas être contraints à faire des tâches qui, par exemple, ne leur seraient pas revenues dans la société traditionnelle à cause de leur statut. Quels que soient l'âge, le sexe et le statut social, tout le monde, sans distinction, était convoqué pour travailler ensemble dans le cadre des travaux d'intérêt commun. L'exemple qui revient le plus souvent dans les interviews est la réparation des voies en période de pluies.

Adama, qui à d'autres moments a exprimé clairement son désaccord avec les principes de la révolution, dit:

[Les révolutionnaires] sont venus pour imposer le travail aux gens, voilà. (Adama, 62 ans)

Aminata, elle, insiste tout au long de l'interview sur cette valeur qu'elle trouve importante:

En tous cas Sankara, [...] il voulait que tout le monde travaille, l'homme, la femme tout le monde travaille. Il n'aimait pas les paresseux, les fainéants, il n'aimait pas, il aimait ceux qui veulent travailler. (Aminata, 49 ans)

Valentine précise que chacun doit participer au développement du pays parce que l'Afrique n'a pas les moyens de financer le développement avec les fonds publics. La nécessité de l'effort individuel de développement n'est donc pas une valeur absolue mais découle de la pauvreté.

Grâce aux valeurs décrites plus haut, une meilleure gestion du pays et l'organisation de la population, il a été possible de faire de grandes avancées qui n'avaient pas eu lieu avant la révolution et qui, selon certains, ne se sont pas produites depuis. Nous verrons les différentes mesures prises sous la révolution en détails dans le chapitre suivant. Cependant il est important de préciser ici qu'il ne s'agit pas de faire un bilan exhaustif de la révolution mais de rapporter la perception de celle-ci par la population aujourd'hui.

5.3. Égalitarisme

Comme nous l'avons vu plus haut, la notion de travail était liée à un égalitarisme certain. Sous la révolution, tout le monde avait l'obligation de s'engager, quelle que fut l'appartenance sociale. À la question de savoir si elle s'intéressait à la politique pendant la révolution, Valentine répond:

Hmm, pas tout à fait, mais au temps de la révolution, que tu le veuilles ou pas, tu devais t'impliquer, même dans les quartiers. Que tu le veuilles ou pas, quel que soit ton âge, quel que soit ton rang social, tu dois t'impliquer. C'est comme je te prends un exemple banal. Au temps de la révolution, tu passes pas devant une rue et voir des fossés des trous, non. Parce que le week-end, tous ceux qui habitent la zone sont obligés de sortir chacun amène une pierre et puis vous l'arrangez. Quel que soit ton rang social, et ton âge. Sinon ils te classent comme [...] réactionnaire. Il faut que tout le monde sorte. Mais aujourd'hui pendant la saison pluvieuse tu vas arriver dans une zone comme ça où tu peux pas passer. C'est devant la porte de quelqu'un, lui-même il ne dit pas mais c'est pas son affaire, c'est pas son affaire...
(Valentine, 47 ans)

Valentine regrette cette période où tout le monde travaillait pour le bien de chacun, où les classes sociales tendaient à être nivelées par l'égalitarisme. C'est une impression qui ressort fortement au long de toute l'interview. Aujourd'hui Valentine trouve les différences dans la société choquantes. D'autant plus qu'elle doit se battre au quotidien pour s'en sortir.

Comme je l'ai mentionné plus haut, pour certaines personnes, cet aplanissement des hiérarchies sociales n'était pas bien vu. Adama par exemple montre bien que cela le dérangeait d'avoir à exécuter des tâches qui sortaient de ses compétences en tant que médecin. Nous verrons dans le chapitre 6.3., que l'égalitarisme s'appliquait à tous les rapports de pouvoir: liés à l'âge et au sexe, mais aussi rapports traditionnels entre chefs, religieux ou traditionnels, et le reste de la population.

5.4. Indépendance

Une idée centrale de la révolution était l'indépendance vis-à-vis de l'extérieur et notamment de l'ancienne puissance coloniale. Ce programme s'inscrivait dans une lignée de critique envers l'impérialisme, dont les principales figures sont Lénine et Rosa

Luxemburg. L'impérialisme est, selon les différents courants marxistes, soit une étape du capitalisme, soit synonyme du capitalisme et consiste en l'exploitation par des pays capitalistes de régions pré-capitalistes. Dans les années 1970, les théories de la dépendance et du système-monde, dans la lignée de cette pensée, étaient la base pour les mouvements anti-impérialistes des pays du Sud. Celles-ci postulent que le monde capitaliste est divisé en centres et périphéries, les premiers exploitants les secondes (voir Andersson 2004). Lors de la révolution au Burkina Faso, il s'agissait aussi d'acquérir une certaine indépendance vis-à-vis des Organisations Non Gouvernementales (ONG), intérieures comme extérieures, et de redonner sa place à l'État (Sawadogo 2001: 11 sq.).

Joseph résume les buts de la révolution ainsi:

Bon je crois que son objectif principal c'était de, non seulement d'émanciper le peuple burkinabè, mais l'amener vers le développement. L'émanciper c'est, c'était de départir ce pays-là du colonialisme et l'amener au développement en faisant en sorte que ce soit la population qui travaille pour elle et qu'elle n'attende pas que l'aide vienne de l'extérieur. (Joseph, 35 ans)

Dans cette phrase, on reconnaît que le but de la révolution était le développement et que celui-ci devait passer obligatoirement, par la prise en charge par la population de son propre développement. Selon les révolutionnaires, l'amélioration des conditions de vie de la population burkinabè nécessitait un renforcement de la valeur du travail et devait absolument passer par une indépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale et aussi des autres pays donateurs d'aide au développement.

5.5. Dignité et patriotisme

De la prise de conscience des Burkinabè, de la prise en mains de leur propre développement et de l'indépendance vis-à-vis de l'extérieur découlent logiquement des valeurs nationalistes fortes: une certaine fierté d'être burkinabè, la dignité d'un peuple, un patriotisme. Thomas Sankara a fait connaître le Burkina Faso internationalement et les Burkinabé en sont encore aujourd'hui fiers. Ils ont plus de confiance en eux, en leur valeur. Ils ont développé une certaine fierté nationale peu marquée jusque là.

Au niveau international, l'arrivée de la révolution a un peu changé la donne: depuis la colonisation, la Haute-Volta avait été traitée avec mépris, juste bonne à être un réservoir

de main d'œuvre, notamment pour la Côte d'Ivoire. L'économiste Samir Amin (2007) mentionne dans un article sur la révolution burkinabè le terme de « colonie de colonie » pour décrire la position de la Haute-Volta pendant la colonisation (voir chapitre 2.1.). Mais avec la révolution les Burkinabè ont gagné en respect, en fierté nationale. Ils étaient même, selon Lambert, enviés pour leur leader:

Même à côté hein, on a certains pays voisins où on était un peu respecté, plus respecté ouais. Même en Côte d'Ivoire, où on considérait les Voltaïques à l'époque comme la main d'œuvre et qui subissaient beaucoup de brimades. Au temps de la révolution, ça avait changé un peu. Y avait ce respect là qui commençait à naître, je sais pas si c'est parce que c'était la révolution. Mais y avait ce respect qui naissait, cette dignité qu'on affirmait de plus en plus, on n'avait plus honte de dire qu'on est Voltaïque. [...] et les gens nous enviaient pour ça parce qu'on a un jeune leader révolutionnaire qui, bon, pas cassait la baraque mais qui remet de l'ordre. (Lambert, 40 ans)

5.6. Culture de la révolution

Les valeurs de la révolution, la morale révolutionnaire, se retrouvent dans le vocabulaire utilisé, les comportements adoptés et les vêtements portés. C'est ce que j'appellerais culture de la révolution. Les pionniers de la révolution par exemple (c'est-à-dire les élèves) portaient un uniforme et devaient apprendre à se comporter en adéquation avec les principes d'intégrité et de respect de la révolution. Selon Boniface, qui était pionnier, il fallait montrer un très grand respect vis-à-vis des symboles de la révolution. Ainsi, la montée du drapeau était un moment important pour les écoliers. L'hymne national avait aussi une place particulière selon Sawadogo (2001: 101). Le vocabulaire utilisé était souvent dur et rigide, nommant les ennemis de la révolution. Banégas (1993: 17sq.) parle de « révolution du verbe ». Il y avait tout un vocabulaire chargé de valeurs morales et qui montrait bien où était le bien et où était le mal. On retrouve ce côté moral dans le nom même du pays, puisque, comme me l'expliquait Valentine, en moré, sa langue maternelle, Burkina signifie l'Homme moral ou intègre.

Le régime s'immisçait dans tous les domaines de la vie des gens. Il fallait éduquer les masses à bien se comporter. La morale concernait aussi la vie de famille, la façon de s'habiller, ce que l'on consommait. Un exemple était l'obligation pour les fonctionnaires

de participer au « sport de masse ». Un autre exemple était l'interdiction des boîtes de nuits, considérées comme malsaines.

De même, les fonctionnaires devaient porter un habit de cotonnade tissée localement: le Faso dan Fani. Le port du Faso dan Fani est un aspect qui a marqué beaucoup les gens. Dans l'interview avec Valentine, le mot « costard », pour costume-cravate, revient plusieurs fois, s'opposant au Faso dan Fani. Pour elle, aujourd'hui, le fait que les hommes politiques portent le costume-cravate montre bien que le système actuel est injuste:

Mais actuellement ma chère c'est par révolutionnaire où porte Faso dan Fani. C'est vivre sous climatisation, les grosses voitures, les costards, les enfants à l'extérieur.
(Valentine, 47 ans)

Pendant la révolution, il y avait un essai manichéen de partager les idées et les personnes entre le bien et le mal. Cette façon de penser n'était pas spécifique à la révolution mais elle y était spécialement développée, comme il est possible de le constater dans les discours de Thomas Sankara. Le principe était « qui n'est pas avec la révolution est contre la révolution ». Cela amenait à un principe d'inclusion/exclusion. Alexis, qui était un révolutionnaire convaincu à l'époque, fait son auto-critique. Aujourd'hui il prône la tolérance et le dialogue:

La chose qui était la plus négative à l'époque, c'est de concevoir que ceux qui ne sont pas avec nous sont forcément contre nous. Et ça, c'est une philosophie qu'il faut bannir. Il y a des gens qui ne sont pas avec vous, lorsque vous avez un programme à exécuter mais qui ne sont pas forcément contre vous. Et que de toutes façons, même s'ils sont contre vous, ils ont le droit, d'être contre vous. Donc ça, c'est un devers que nous n'avons pas pu accepter et nous estimons que tous les réactionnaires devaient être punis et en tous cas sanctionnés à la hauteur de leur manque d'engagement. (Alexis, 47 ans)

Adama montre qu'il était prédisposé du fait de sa profession et de sa formation à l'étranger à être estampillé « ennemi de la révolution ». À propos des travaux d'intérêt commun, il dit:

Même quand on n'aime pas, il faut faire semblant d'aimer. [...] Il n'est pas question quand-même de se faire remarquer comme ça. Déjà moi j'étais un peu étiqueté hein

bon j'avais certaines tares. D'abord j'étais médecin, les médecins étaient considérés comme des gens qui ne pouvaient pas être très révolutionnaires, ensuite j'étais formé intégralement dans un pays qui était considéré comme la puissance colonisatrice qu'il fallait insulter au maximum. Bon je n'avais pas que des prédispositions à être révolutionnaire. Ce qui explique d'ailleurs le fait que j'ai été affecté [dans une autre ville que Ouagadougou]. (Adama, 62 ans)

5.7. Autoritarisme

D'une part, la morale révolutionnaire, avec son principe d'inclusion/exclusion, amenait forcément à une certaine répression vis-à-vis des éléments classés contre-révolutionnaires. Sawadogo (2001: 83) dit que Thomas Sankara avait créé un climat de peur au sein de la population avec quelques exécutions sommaires d'opposants politiques soupçonnés de préparer un coup d'État et des licenciements de fonctionnaires.

D'autre part, afin d'améliorer les conditions de vie, il fallait que tout le monde participe au processus révolutionnaire. Cela passait forcément par une obligation de participer donc un certain autoritarisme.

Enfin la redistribution était un aspect central de la révolution. Dans toute réflexion sur la redistribution, il y a la question de savoir comment faire pour enlever aux riches afin de donner aux pauvres. La révolution a répondu à cette question par la coercition et la répression. Mais il faut souligner qu'il n'y a pas eu d'expropriation ou d'abolition de la propriété privée. Le dilemme de rendre une société plus juste sans faire violence à ses membres n'a pas trouvé de réponse satisfaisante sous la révolution. Comme il était courant de le concevoir dans les révolutions socialistes, la question de la liberté individuelle n'était pas des plus importantes. Il fallait en priorité nourrir, soigner et éduquer la plus grande partie de la population. Après seulement on s'embarrasserait des questions de liberté (voir chapitre 5.8.).

Idrissa m'explique que le principe même de la révolution était autoritaire: diriger, imposer, éduquer les masses. Selon lui la révolution était perçue comme une nouvelle colonisation. C'étaient à nouveau des décisions imposées à la population sans que celle-ci ait la possibilité de protester. Il donne l'exemple des expulsions de terrain qu'ont

vécues ses parents. Il aurait fallu faire un travail de sensibilisation, mais les mesures étaient appliquées trop rapidement et sans expliquer leur bien fondé. Il était donc normal que la population ne les soutiennent pas. De plus, le côté autoritaire de la révolution faisait peur (voir Sawadogo 2001).

Marie (1989: 31) constate au sujet de la politique de lotissement sous la révolution: « avec le lotissement, l'État révolutionnaire s'aliéna sa base sociale « naturelle », le petit peuple des villes, sans pour autant, bien entendu, se concilier les couches supérieures ou intermédiaires ». Il insiste aussi sur le fait que les expulsions et la relocation des populations eurent des conséquences catastrophiques sur la cohésion sociale (Marie 1989: 34). C'est de manière générale une critique que l'on peut faire envers la révolution: remettre en cause les structures de pouvoirs dans la société peut mettre en danger la cohésion sociale (voir chapitre 6.3.).

L'euphorie de départ s'était essoufflée. Selon Luc, déjà en 1985 il y avait de grands mécontentements au sein de la population (voir aussi Déchir 2007: 161).

Dans les différentes interviews, il a été question des limogeages de fonctionnaires tous les mercredis à la radio, mais aussi du fait que les dénonciations pour mauvais comportement étaient monnaie courante. Certains voyaient ça comme quelque chose de positif car cela permettait de contrôler la population, d'enrayer la corruption et les abus. Il n'empêche qu'il y avait la peur. Même avec la conscience tranquille, on ne pouvait jamais être sûr de ne pas avoir fait quelque chose de mal et l'on risquait même de se faire dénoncer pour quelque chose que l'on n'avait pas fait.

À propos des limogeages à la radio, Aminata, qui par ailleurs loue l'ordre et la discipline sous la révolution, raconte l'autre côté de la médaille:

Les gens tremblaient parce que tu sais pas quelle sera la décision qui va tomber sur toi. Parce que bon, il suffit que tu aies quelqu'un bon qui n'est pas en bons termes avec toi, il peut aller calomnier: un tel est ceci, un tel est cela. Et tu es là, du coup la décision tombe, on te licencie. Donc ça aussi c'était pas vraiment très gai quoi [...] Il fallait plutôt, au lieu de faire tomber la décision, licencier quelqu'un, fallait bon au moins qu'on puisse entendre la personne, interroger la personne, bon l'entendre quoi. (Aminata, 49 ans)

André qualifie la révolution de dictature et explique que devant les Tribunaux Populaires de la Révolution (TPR), il n'y avait pas de possibilité de recours (voir chapitre 6.1.).

Il est intéressant de voir que plusieurs personnes interviewées voyaient un aspect positif au manque de liberté pendant la révolution. Cela permettait de contrôler les gens. Aminata dit par exemple:

Sinon au temps de la révolution c'était pas si mal, c'était pas mal pour moi. En tous cas je suis pas révolutionnaire mais c'était pas mal. Présentement la liberté y a trop de libertés là aussi ça n'arrange pas hein, on peut pas contrôler les gens, on peut pas contrôler les gens. Maintenant que le banditisme a évolué là, si c'était au temps de la révolution, ça là ça n'allait pas se passer. Parce que les gens ils se disent ils font les choses et puis ils sont tranquilles quoi, ils s'inquiètent pas. Alors qu'au temps de la révolution tu peux pas. (Aminata, 49 ans)

À ma question de savoir s'il y avait la liberté de parole sous la révolution, Idrissa rit et s'exclame:

Vraiment pas du tout. Parce que si on dit la révolution, c'est-à-dire c'est comme si on contrôle tout. Tu n'as pas de pouvoir de décision comme ça, tu es obligé de te soumettre ou bon tu vas ailleurs. Tu peux pas te lever critiquer, parler comme ça, non non non. (Idrissa, 24 ans)

Puis il concède que les Comités de Défense de la Révolution (CDR) étaient un essai de démocratie directe tout en soulignant qu'en aucun cas il n'y avait de liberté de la presse. Mathieu, au contraire, répond à cette question en la contournant: puisqu'il y avait le cadre pour exprimer ses opinions (les conférences-débats), il n'y avait pas besoin de les exprimer en-dehors de ce cadre. Il ignore par là le fait que toute opposition, partis et syndicats, avait été supprimée.

Bien que la révolution ait été appelée République Démocratique et Populaire, plusieurs personnes pointent le fait que ce n'était en aucun cas une démocratie selon la conception actuelle du terme. S'il y avait bien un essai de démocratie de base (voir chapitre 6.4.), l'État ne fonctionnait pas démocratiquement. Le Conseil National de la Révolution (CNR) était l'organe de décision officiel et regroupait différents représentants de la société civile et de l'armée mais n'était pas élu démocratiquement. Le statut du CNR ne

fut, de plus, clarifié que très tardivement (voir Déchir 2007: 161). Certains reprochaient aux quatre révolutionnaires de prendre les décisions seuls. Luc, qui faisait partie du CNR, dit que c'est en fait l'Organisation Militaire Révolutionnaire (OMR) qui prenait les décisions, ce qui revenait, de fait, au noyau des fameux quatre révolutionnaires:

En ce qui concerne par exemple le Conseil National de la Révolution, qui était l'organe de direction de la révolution, c'était composé de représentants des différents partis et de l'armée. Mais la réalité est que en fait, au Conseil National de la Révolution on discutait pas des vrais problèmes hein. On fait des très longues réunions, généralement de 18h à 6h du matin mais en fait sans prendre de décision. Les vrais décisions venaient ou étaient suggérées par l'Organisation Militaire Révolutionnaire, l'OMR, qui était représentée au CNR mais, après le CNR, l'OMR se réunissait pour discuter et c'est eux qui en réalité amenaient à prendre les vraies décisions. (Luc, 54 ans)

Beaucoup de personnes pensent que la grande différence entre la révolution et aujourd'hui, c'est la liberté. Adama résume cela ainsi:

Vous savez, rien que cette liberté là quand même de circuler et puis de cette liberté aussi de parler, hein, liberté d'expression, liberté de comportement. Autant que ce comportement ne soit pas quand-même, ne transgresse pas trop les lois. Vous allez vous asseoir boire, parler comme vous voulez, ça c'est déjà différent de ce qui pouvait se faire pendant la révolution. Sous la révolution, il fallait tourner sa langue un peu trois fois dans la bouche avant de sortir un mot hein. Tous les mots avaient une charge soit agressive contre la révolution soit laudateur vis-à-vis de la révolution. (Adama, 62 ans)

5.8. Liberté ou développement ?

Dans toutes les interviews, on retrouve une certaine comparaison entre le régime actuel et la révolution. Une idée très intéressante, et qui revient souvent, est de mettre en opposition d'un côté la révolution avec l'effort de développement et d'amélioration de la qualité de vie et de l'autre côté la liberté qui existe aujourd'hui. La question est de savoir quel type de régime les gens préfèrent. Soit l'individu jouit de la liberté de parole, d'opinion, de déplacement et n'a pas à avoir peur pour sa sécurité physique. Soit l'individu a une certaine sécurité alimentaire, l'accès aux soins et à l'éducation. De

manière simplifiée, les principes de liberté d'un côté et d'égalité de l'autre côté sont mis ainsi en opposition. Ce sont des questions fondamentales dans toute entreprise humaine: si l'on se concentre sur la redistribution et l'égalité, il y a forcément des aspects autoritaires puisque l'on part d'un système où les richesses sont distribuées de manière inégale. Si l'on se concentre sur la liberté individuelle, il est difficile de suivre un programme de redistribution, qui porterait atteinte au désir de jouir sans entrave de cette liberté. Dans toute politique, la grande question est la pondération de ces deux pôles.

Idrissa par exemple, bien qu'il ait beaucoup critiqué les aspects autoritaires de la révolution tout au long de l'interview, résume la situation ainsi:

Pour faire ma critique personnelle, en résumé, j'allais dire que vraiment je préférerais la révolution que de vivre dans le régime [actuel]. Bien vrai que y a la démocratie mais qui nous apporte rien. En tous cas je pensais [que la révolution] allait avoir plus d'avenir que ce régime-là. [...] Si je renonce à la liberté c'est en contrepartie recevoir quelque chose. Je préférerais que bon ma liberté soit remise en cause mais que mes enfants puissent s'instruire librement, puissent s'instruire, dormir tranquillement, avoir vraiment, se soigner, comme tout le monde. Au lieu que, tu es libre mais tu peux pas te soigner. Et si tu es libre et que tu es malade ? Ça aussi ta liberté elle est mise en cause. (Idrissa, 24 ans)

Cette critique du régime actuel, capitaliste et soit disant démocratique, rappelle celle qui est faite dans les pays d'Europe Centrale et de l'Est après vingt ans de transformation post-socialiste. Aujourd'hui, une partie de la population, perdante de cette transformation, regrette la période du « real-socialisme ». Les problèmes dans ces pays sont plus liés à l'insécurité face à l'emploi et à la diminution des prestations sociales qu'à des questions de développement de base comme au Burkina Faso. Cependant ces critiques se rejoignent. Ce sont bien les conditions de vie, aussi bien au Burkina Faso qu'en Europe Centrale et de l'Est, qui se sont en partie dégradées avec les acquis démocratiques et le passage à un système libéral. C'est du moins un sentiment très répandu au sein de la population (voir Kornai 2006: 228). L'erreur des régimes actuels est, à mon avis, d'avoir relégué au second plan la question de la redistribution des richesses et du pouvoir.

Somé (1990: 191) écrit, trois ans après l'assassinat de Sankara: « Il apparaît désormais clairement [...] que ce qui a pu être considéré comme erreurs, excès de la politique du

C.N.R., est encore pardonnable, comparé aux tristes performances du Front « Populaire ». Avec recul, on considère que Thomas Sankara et son équipe ont péché par excès de précipitation et par volontarisme. Ils ont placé la barre très haut pour un peuple qui n'était pas préparé. »

André, en revanche, fait un plaidoyer pour la démocratie et soutient la politique actuelle. Selon lui, la démocratie est la condition pour le développement. Il donne clairement la priorité à la liberté devant l'égalité et la redistribution des richesses. À propos du régime actuel, il dit:

[Ça me plait], oui parce que après tout la politique est faite pour les Hommes et il ne faut pas mener les Hommes comme les moutons, il faut les associer, il faut les comprendre. Voilà, parce que personne n'a vraiment la vérité absolue, personne ne peut décider de ce que chacun veut. Tout le monde est en mesure d'exprimer au moins ce dont il a besoin et ce qu'il ne veut pas. Donc ça, ça me plait et je pense que c'est ça la démocratie. [...] Il est bien évident que ceux qui se développent à un rythme acceptable ce sont les sociétés démocratiques, les dictatures ça ne marche pas. On a vu le cas en Algérie, on a vu le cas en Tanzanie, ça ne marche pas.
(André, 73 ans)

Il n'est pas possible, ici, de résoudre cette question de l'opposition entre les buts de liberté et de développement. D'autant qu'il n'est pas dit qu'ils s'excluent mutuellement. Il me semble cependant que les personnes interviewées ont, chacune pour elle, répondu à ce dilemme à leur manière. Comme nous venons de le voir, cela passe souvent par un net positionnement.

6. Quelques mesures de la révolution

Dans ce chapitre, nous allons voir quelques mesures prises sous la République Démocratique et Populaire. Les actions collectives, telles les travaux d'intérêt commun et le sport de masse, ont déjà été mentionnées dans les chapitres précédents. D'abord, nous allons voir de plus près la lutte contre la corruption et le concept d'intégrité. Ensuite, j'aborderai longuement la notion de développement, qui était le but principal de la révolution burkinabè: ce chapitre portera sur les différents aspects du développement tels que la politique économique et alimentaire, l'accès à la santé ainsi que l'éducation. Puis, nous verrons la remise en cause des relations de pouvoir traditionnelles, aspect qui a probablement été le plus sujet à critique, pendant et après la révolution. Le chapitre suivant sera consacré aux efforts faits en direction de la démocratie de base et de la décentralisation avec la constitution des Comités de Défense de la Révolution (CDR). Pour terminer, j'évoquerai la politique environnementale sous la révolution.

6.1. Intégrité et corruption

S'il y a bien un aspect de la révolution qui a marqué les esprits et qui est souvent cité en exemple et loué, c'est l'effort mener une politique intègre en combattant la corruption et les détournements de fonds. Il est dit que sous la révolution il n'était quasiment pas possible de corrompre quelqu'un. Par exemple André dit que pour 1000 francs CFA détournés, on pouvait perdre son emploi.

Mathieu décrit la situation vis-à-vis de la corruption comme ceci:

Du fait même de l'intégrité qui était inculquée dans la tête des citoyens, du fait de la présence des Comités de Défense de la Révolution à tous les niveaux, quelque part personne ne faisait confiance à l'autre. Parce que vous ne pouviez pas savoir jusqu'à quel point l'autre est sincère, parce que l'autre peut se prêter à un jeu soit pour vous corrompre ou pour se laisser corrompre, peut-être en vous testant pour savoir si vous êtes corruptible ou corrupteur, ce que la révolution combattait. Donc avec ce champ bien balisé là, il était pratiquement impossible de venir à l'esprit de qui que ce soit soit de se faire corrompre ou d'être corrompu. Donc le domaine de la corruption était véritablement un domaine où la population avait applaudi. Parce que si vous êtes pauvre ça veut dire que vous ne serez pas conséquemment servi. Et

le constat est là aujourd'hui avec la corruption un peu partout. Et c'est le pauvre qui en pâtit. (Mathieu, 41 ans)

Cette citation montre que, outre l'amélioration du niveau de vie des individus, c'étaient bien aussi la peur et la répression, qui rendaient la société plus intègre. Lorsque j'ai posé la question à André, qui pendant la révolution était dans l'opposition et qui soutient la politique actuelle, de savoir quels moyens il serait souhaitable d'adopter pour lutter contre la corruption aujourd'hui, il m'a répondu:

Bon, faut de la sensibilisation parce que aucun ne se dit que la corruption est bien, tout le monde est convaincu que la corruption n'est pas bien mais ils la font quand-même. Il y a une forme de sensibilisation mais il y a une forme aussi d'amélioration des conditions sociales. La corruption intervient parce que il y a un manque, qu'on veut satisfaire. Quand y a l'occasion de le satisfaire avec un raccourci, ben tu n'hésites pas. Je crois que c'est comme ça d'ailleurs que la corruption prend de l'ampleur. Par imposition on peut y arriver mais c'est un danger également. C'est un danger pour le pouvoir. Parce que quand elle est massive, l'opinion va se retourner contre vous. (André, 73 ans)

Ici, il est intéressant de voir qu'il amène le sujet des conditions sociales. Le thème de l'amélioration de ces conditions et de la redistribution des richesses sera abordé plus tard (voir chapitre 6.2.3.).

Seul Luc est d'avis que la corruption sous la révolution était belle et bien là et que Thomas Sankara en était complice. Son avis tranche cependant fortement avec le reste des personnes interviewées et pourrait s'expliquer par le fait qu'il a essayé pendant toute l'interview de casser l'image positive de Thomas Sankara:

Contrairement à ce que l'on pense, pendant la période Sankara y avait une corruption rampante, sournoise, tu vois, dont le commun des mortels n'était pas informé mais qui nuisait beaucoup. Et Thomas, comme tout militaire, c'est pas qu'il n'était pas au courant mais ça lui permettait d'avoir la bride au cou sur ceux qui étaient responsables de ces méfaits. Plusieurs fois des proches comme cela à lui ont été mêlés à des scandales. Il était au courant. (Luc, 54 ans)

Chacun s'accorde à dire qu'il y avait une forte corruption avant la révolution. Déjà présente pendant le régime de Sangoulé Lamizana, elle s'était accentuée pendant le

CMRPN de Saye Zerbo (voir Déchir 2007: 19). Aujourd'hui, elle serait de nouveau très répandue. C'est même une des critiques les plus fortes envers la politique et la société burkinabè actuelle, selon laquelle les politiciens, aujourd'hui, veulent s'enrichir au lieu de servir le peuple. En cela, la situation actuelle diffère de la révolution et de son souci d'intégrité. C'est en tous cas l'impression qu'en a la population. C'est notamment pendant les campagnes électorales que la corruption est très forte. Apparemment il suffit à un parti d'offrir t-shirts et nourriture pour que les gens se sentent obligés de voter pour celui-ci. Selon beaucoup de témoignages, le parti du président actuel utilise ces méthodes de manière intensive. De plus, les chefs traditionnels jouent un rôle important dans le processus de corruption car, même lorsqu'ils n'adhèrent pas au parti du président, ils reçoivent des avantages en nature (voiture, construction d'une maison, électricité et eau). Or leur pouvoir, surtout en pays mossi, reste élevé et il n'est pas rare que les villageois votent automatiquement pour le parti favorisé par le chef du village.

Un fait, souvent mentionné lors des entretiens, est la déclaration de biens de Thomas Sankara, preuve de la transparence qu'il affichait (voir chapitre 4).

Les ministres et fonctionnaires, dont la position facilitait corruption et détournements de fonds, étaient sanctionnés par les limogeages du mercredi soir à la radio. C'est quelque chose qui a marqué les esprits. Cette façon de faire est souvent décrite comme sans pitié mais avec au moins l'effet souhaité: les ministres savaient qu'ils étaient là pour travailler et non pour le salaire en fin de mois. Il fallait constamment faire ses preuves. Mais les sanctions pouvaient aussi tourner au règlement de comptes et la peur d'être délogé régnait au sein des fonctionnaires.

Lambert résume cela ainsi:

Donc ça fait que tout le monde avait peur, tu sais pas, quand tu commets une faute, rapidement tu te rattrapes, tu essaies de redresser ou tu essaies d'être carré pour ne pas commettre de faute et du coup impliquer les employés à la gestion pour éviter de trop dérailler. Sinon, les mercredis soirs, tout le monde était collé à la radio parce que le journal de 19 heures, les sanctions tombaient régulièrement, régulièrement. Et là aussi y a parfois eu des abus parce qu'il suffisait d'un peu pour être délogé. À un moment donné on se disait mais tiens, ça devient comme un règlement de compte. (Lambert, 40 ans)

Une autre mesure pour combattre la corruption était la mise en place des Tribunaux Populaires de la Révolution (TPR). Dès le début de la révolution, ceux-ci jugèrent les ex-dirigeants de Haute-Volta qui avaient détourné l'argent du pays. « Une grande salle ouverte à tout le monde, où les magistrats viennent rendre compte de leur gestion au peuple » selon Gakunzi (1991: 11). Selon d'autres, c'étaient des procès où les accusés ne pouvaient pas vraiment se défendre et où la présomption d'innocence n'existait pas. Il y a eu aussi quelques exécutions capitales après les jugements des TPR. Selon des critères contemporains, cela est très critiquable. Déchir (2007: 47) et Martens (1989: 223) font état de tortures ou d'arrestations sans jugement ainsi que d'assassinats de personnes soupçonnées de tentative de coup d'État. Malgré ces abus, tous deux précisent que, comparée à d'autres régimes de l'époque, la révolution Démocratique et Populaire n'était certes pas aussi démocratique qu'elle l'aurait voulu, mais n'était pas non plus un régime sanglant.

6.2. Développement de base

Le projet de développement sous la révolution fut mis en place par le Programme Populaire de Développement (PPD) d'octobre 1984 à décembre 1985 puis par le plan quinquennal pour la période de 1986 à 1990 (Andriamirado 1987: 164; Martens 1989: 168 sqq.).

6.2.1. Comparaison entre l'Europe et l'Afrique.

Le but de la révolution burkinabè, comme de la plupart des révolutions du tiers-monde, selon Chaliand (1979), était le développement (voir aussi Déchir 2007: 7). Ce développement, je le définirais comme un « développement de base ». Joseph le définit ainsi:

Le développement, c'est le développement dans tous les domaines j'allais dire.
C'est non seulement d'arriver à s'instruire, à se soigner, à s'alimenter. (Joseph, 35 ans)

Puis il précise la différence qu'il envisage entre les notions de développement en Afrique et en Europe:

Pour moi, en fonction du contexte peut-être ce serait différent. Ici, en Europe, les gens ne sont plus au stade où ils cherchent d'abord à manger suffisamment, à se soigner comme ils veulent, à aller à l'école comme ils veulent. Mais dans le contexte du Burkina c'est essentiel, c'est primordial. Ici on parlerait peut-être beaucoup plus du développement économique, comment peut-être acquérir j'allais dire des Milliards pour investir dans tel domaine ou pouvoir acquérir telle technologie ainsi de suite. (Joseph, 35 ans)

Cette notion que l'Afrique doit se développer à son propre rythme revient dans beaucoup d'interviews. Valentine par exemple fustige les Burkinabè qui construisent de vrais châteaux comme « en Hollywood » alors que ce n'est pas du tout approprié en Afrique. Boniface quant à lui fait un constat tout aussi sombre de la politique actuelle:

On veut bruler les étapes, c'est ça un peu le problème de l'Afrique. On veut immédiatement se mettre au même niveau que les autres. C'est pas possible. On va se fracasser. On va toujours subir. (Boniface, 32 ans)

L'idée est donc qu'il faut d'abord permettre à la population de manger à sa faim, de se soigner et de s'instruire avant de penser aux grandes avancées technologiques telles qu'elles sont au centre du développement des pays industrialisés.

Quels sont les résultats de la révolution à ce niveau-là ? La plupart des personnes interviewées, ainsi que des écrits, parlent de grandes avancées au niveau de l'alimentation, de l'éducation et de la santé. Lors des interviews, certains comparaient les quatre années de révolution avec la vingtaine d'années d'indépendance la précédant ou avec les vingt ans de régime lui ayant succédé. Ils affirment que, en quatre ans de révolution, de bien plus grands progrès ont été faits. Bien-sûr, il n'a pas été précisé lors des interviews comment ces progrès ont été mesurés. Néanmoins ce qui est important ici est de voir que c'est une idée très répandue.

6.2.2. Développement auto-centré et autosuffisance alimentaire

Comme nous l'avons vu plus haut, la révolution, sous-tendue par une idéologie anti-impérialiste, avait comme but un développement indépendant de l'aide extérieure: un développement auto-centré. Le slogan était « produisons et consommons burkinabè »

(Jaffré 2007b; Martens 1989: 184). Cet objectif se traduit par la valorisation des produits locaux et une politique économique protectionniste.

La promotion du Faso dan Fani, qui signifie « pagne tissé du Faso » (Badoh 2006), est un exemple de valorisation d'un produit local. Au lieu d'exporter le coton, celui-ci devait être transformé au Burkina Faso pour être porté par les Burkinabè (Guissou 1995: 127; Martens 1989: 184).

L'obligation des fonctionnaires de porter le Faso dan Fani pendant les heures de travail fut fortement critiquée. Le changement des mentalités passait sous la révolution par la coercition. Aminata raconte que la tenue était appelée « Sankara arrive », elle explique pourquoi:

Si on dit aujourd'hui le président doit rendre visite à tel service tout le monde doit être habillé en burkinabè donc tu arrives au marché. Tu demandes la tenue Sankara arrive et puis voilà, tu portes. (Aminata, 49 ans)

Mais elle ajoute plus loin qu'aujourd'hui les gens reviennent là-dessus, non plus par obligation mais parce qu'ils se rendent compte que ces tenues sont adaptées à la vie au Burkina Faso et que l'on est fier de la production locale (voir aussi Badoh 2006).

Andriamirado (1987: 207) rapporte que la révolution avait un but de justice sociale. Chaque Burkinabè devait avoir accès à deux repas et dix litres d'eau potable par jour. La première étape pour développer le pays était une réforme agraire. Cela voulait dire surtout, au niveau de la production agricole, mettre l'accent sur les cultures vivrières, pour que la population puisse manger à sa faim. Cela passait par le soutien des agriculteurs et agricultrices et la garantie de prix abordables pour les consommateurs et consommatrices. À ces fins, la révolution essaya de réguler les exportations (ne devait être exporté que ce qui n'était pas consommé à l'intérieur du pays) et les importations (d'abord consommer la production nationale avant d'importer des aliments) (voir Tallet 1989). C'était donc une politique économique protectionniste. En effet les politiques agricoles depuis l'indépendance avaient été centrées sur la production pour l'exportation (*cash crops*) et non sur la production pour la consommation (culture vivrières ou *food crops*) (voir Schicho 2001). Avec la baisse des prix des matières premières sur le marché mondial, tout le secteur connut de grandes difficultés dans les années 1980. Le résultat

est que la sécurité alimentaire de la majorité des familles de paysans n'avait presque pas été améliorée depuis l'indépendance (voir Speirs 1991).

Martens (1989: 172) fait cependant remarquer que cette « théorie de la déconnexion » n'a pas vraiment été appliquée: 79% des dépenses publiques de développement du plan venaient par exemple de l'extérieur. Et « dans les faits, le CNR a mis un accent particulier sur l'exportation du coton et de l'or » (*idem* 173).

La réforme agraire devait permettre que la terre appartienne à celui ou celle qui la cultive. La terre était donc redistribuée. Parallèlement à cela, des mesures techniques étaient prises pour assurer aux paysans un marché et un revenu: une augmentation des prix agricoles, la suppression de l'impôt de capitation, une surtaxe ou interdiction des produits importés (voir Gakunzi 1991: 10 et Tallet 1989: 42 sq.).

La critique de la dépendance alimentaire allait de pair avec la critique du néo-colonialisme au niveau politique. Selon Sankara, l'autosuffisance alimentaire ne pouvait pas être atteinte tant que les Burkinabè auraient une mentalité de colonisés et tendraient à préférer consommer ce qui était importé plutôt que ce qui était produit localement. Il fallait donc travailler à changer les habitudes de consommation (Gakunzi 1991: 14). L'exemple du haricot vert est donné par Boniface: c'est seulement pendant la révolution que les Burkinabè ont commencé à consommer le haricot vert qui jusque là était produit pour l'exportation. Thomas Sankara retirait du salaire des fonctionnaires une certaine somme qui correspondait à l'achat des haricots. Il réussit ainsi à introduire cette pratique de consommation (voir aussi Andriamirado 1987: 162sq).

Différentes personnes interviewées ont abordé le sujet de l'autosuffisance alimentaire sous la révolution, notamment par rapport à la situation actuelle de crise alimentaire mondiale. Certains pensent que si cette politique avait été appliquée en continu, le Burkina Faso ne souffrirait pas autant, aujourd'hui, de cette crise. Mais plusieurs personnes précisent qu'il ne s'agit pas de vivre en autarcie. Valentine dit:

Le consommons Burkinabé, ça allait nous amener très loin. Mais on ne peut pas vivre refermé sur soi c'est pas possible. Peut-être laisser rentrer mais ce que nous avons ici, commençons par consommer ça. (Valentine, 47 ans)

Bien que certaines voix s'élèvent aujourd'hui pour une solution protectionniste à la crise alimentaire mondiale, y compris au sein du gouvernement burkinabè, la politique ne suit pas ce chemin. Joseph m'explique au contraire, que la baisse des prix du riz importé a eu pour conséquence le pourrissement du riz produit localement, en raison de son prix devenu trop élevé pour la population. Face à la crise économique internationale, des opinions similaires, appelées aujourd'hui alter-mondialistes, se font entendre.

Le discours de Thomas Sankara le plus connu internationalement est celui prononcé au sommet de l'OUA à Addis-Abeba. Dans ce discours, où il dit que le Burkina Faso refuse de payer la dette, il fait aussi l'apologie du Panafricanisme: avec les mêmes arguments qu'en faveur de l'indépendance nationale, il argumente que les pays d'Afrique devraient se rendre indépendants des pays du Nord qui les dominent économiquement. Il termine son discours sur ces mots: « nous devons accepter de vivre africain. C'est la seule façon de vivre libre et de vivre digne » (Sankara 1991: 252).

6.2.3. Redistribution et monde rural

La redistribution était une idée centrale de la révolution, de manière tout à fait logique, puisque celle-ci s'inspirait des idées marxistes-léninistes. Cependant, il n'y a pas eu d'abolition de la propriété privée ni de nationalisation des entreprises. Mais il y a bel et bien eu, à mon avis, un essai de réorganisation en profondeur des structures sociales. Si l'on considère l'analyse de Chaliand (1979), la révolution burkinabè serait plutôt à classer parmi les révolutions nationales et sociales. Le projet socialiste n'était pas clairement énoncé mais la politique mise en place a été bien plus radicale que ce que Chaliand décrit dans d'autres révolutions du Tiers-Monde.

Au niveau des structures de production, il y a eu des essais de collectivisation, de coopératives de production agricole et d'artisans. Il y a eu la création de l'Office National des Céréales (OFNACER), qui organisait la collecte des produits agricoles, de la Société des Fibres Textiles (SOFITEX), qui assurait l'achat et la revente du coton (Andriamirado 1987: 169 sq.; Tallet 1989: 42). Des magasins d'État ont été mis en place, qui, selon Andriamirado (1987: 170), ont connu les maux habituels de ce genre d'entreprises: manque d'approvisionnement, mauvaise gestion, etc...

Outre le développement du pays, la révolution burkinabè avait donc comme but de rendre la société plus juste. Il fallait redistribuer pour que tout le monde soit au même niveau économiquement, même si celui-ci était assez précaire. Selon Speirs (1991: 89), dans les années 1980, dans la région sahélienne, la crise agricole reflétait les conflits entre différents groupes sociaux, qui se battaient pour avoir de l'influence sur l'État. La communauté paysanne a généralement été la grande perdante de ces conflits. Les différents régimes dont il parle tuaient donc la classe économique sur laquelle ils s'appuyaient pour vivre. En effet, au Burkina Faso, les agriculteurs et agricultrices représentaient 80 % de la population (Speirs 1991: 89). C'est pourquoi la révolution burkinabè voulait une redistribution en faveur de la classe paysanne (voir Otayek 1987: 119).

Le principe de redistribution se retrouvait dans l'Effort Populaire d'Investissement (Jaffré 2007b): cette mesure prévoyait de réduire les salaires des fonctionnaires afin de financer le secteur agricole et l'éducation, qui bénéficieraient à tous. Cette réduction représentait 5 à 12 % de leurs salaires qui étaient beaucoup plus élevés que les revenus dont disposait le reste de la population. Ces salaires n'étaient pas non plus mirobolants, tout dépend de la perspective que l'on a. Luc m'a fait remarquer, de plus, que sur un salaire de fonctionnaire vivaient plusieurs familles d'un village. La redistribution se faisait au niveau de la famille. En conséquence, diminuer les salaires des fonctionnaires revenait à mettre beaucoup de personnes en difficulté. Boniface, qui est un Sankariste convaincu, décrit les différences de richesse au début de la révolution. À ma question de savoir qui étaient les pauvres, pour lesquels Sankara prenait parti, il m'a répondu:

Les pauvres la plupart du temps c'est les paysans, ceux qui n'ont pas de revenus réguliers par mois comme ça, voilà. Généralement, ces gens-la sont considérés comme des pauvres. Tu étais fonctionnaire, tout le monde disait que non toi tu as les moyens, tu as les moyens, tu as les moyens... Bon c'est relatif quoi. À un niveau donné c'est relatif, par rapport au milieu social. Tu peux être riche ici, arrivé de l'autre côté, tu es considéré comme un pauvre, ou bien ? pour moi c'est relatif.
(Boniface, 32 ans)

Un autre Sankariste, Alexis, qui avait soutenu cette mesure de réduction des salaires en tant que membre d'un CDR, m'explique qu'elle a eu pour conséquence de frustrer une partie de la population et que le gain économique n'en valait pas la peine:

L'esprit du partage, de dire que le paysan aussi a droit à un revenu, le paysan aussi a droit à la sécurité sociale. Ça, c'est des idées justes mais ça ne peut pas venir du salaire du fonctionnaire. Je crois que la diminution des salaires des fonctionnaires, en termes d'économie, c'est insignifiant par rapport à la frustration que ça crée, à l'animosité que ça crée vis-à-vis de la révolution. (Alexis, 47 ans)

Selon Valentine, la redistribution ne devait pas se faire à l'aveugle mais il fallait récompenser en fonction de l'effort fourni par les individus. Cette idée rejoint la valeur du travail, valeur centrale de la révolution: qui travaille doit recevoir en contrepartie assez pour vivre. Il ne s'agissait en aucun cas, sous la révolution, de prôner une égalité indépendante de l'effort fourni par les individus.

Mais là c'est pas le cas hein. Y a d'autres qui se battent, qui se battent, qui n'ont rien et d'autres qui font rien et c'est l'argent du peuple qu'ils bouffent. Au temps de Thomas Sankara ça n'existait pas là. (Valentine, 47 ans)

6.2.4. Accès à la santé

En 1983, la situation sanitaire au Burkina Faso était extrêmement précaire. Martens (1989: 211) écrit que le Burkina Faso avait le taux de mortalité infantile le plus élevé au monde. Lors du Discours d'Orientation Politique (DOP), Sankara (1983) dit: « Sur le plan sanitaire, le taux de morbidité et de mortalité est des plus élevés dans la sous-région en raison de la prolifération des maladies transmissibles et des carences nutritionnelles. Comment d'ailleurs éviter une telle situation catastrophique lorsque l'on sait que chez nous on ne compte qu'un lit d'hôpital pour 1 200 habitants et un médecin pour 48 000 habitants ? »

C'est pourquoi l'accès à la santé était primordial pour la révolution. En 1985, l'opération « vaccination-commandos » fut lancée: en 15 jours, environ 2 500 000 enfants furent vaccinés contre la méningite, la rougeole et la fièvre jaune (Andriamirado 1987: 207; Martens 1989: 212). Une deuxième grande campagne fut la mise en place des postes de santé primaires (PSP). Le but était d'assurer l'accès aux soins de base même dans les régions reculées. En 1987, 7 500 postes de santé primaires avaient été mis en place, en moyenne un poste par village (voir Harsch 1998: 628; Martens 1989: 212). Martens (*idem*) écrit que ces deux réalisations spectaculaires ont contribué à forger l'image de

Sankara. Des infrastructures furent aussi construites. Martens (*idem*), ici aussi, critique la non-durabilité partielle de ces mesures: par manque de moyens, de personnel et de matériel.

Joseph et Idrissa sont les seuls à mentionner la politique sanitaire sous la révolution. Ils pensent tous deux que la révolution a beaucoup apporté à la population des villages sur ce point. Ce n'étaient pas des infrastructures modernes mais cela était un grand progrès par rapport à la situation de l'époque.

6.2.5. Accès à l'éducation

En ce qui concerne l'éducation, le Burkina Faso était aussi dans une situation très précaire au commencement de la révolution. Sankara (1983), donne les chiffres suivants lors du DOP: taux de scolarisation de 16,4 % et taux d'analphabétisme de 92 %. Selon Gakunzi (1991:20), le taux d'alphabétisation est passé de 16 à 22 % en quatre ans. En raison de cette situation de départ extrêmement difficile, le but de la révolution était modeste: que les enfants aillent à l'école, même si l'infrastructure n'était pas suffisante. Alexis dit:

C'est quand-même [Sankara] qui a amorcé l'éducation au Burkina. Le taux d'instruction, d'alphabétisation et de scolarisation a explosé. On a permis à bon nombre d'enfants d'aller à l'école. Parce que on n'a pas mis l'accent sur l'infrastructure qui devait être une infrastructure avec des normes. On dit les enfants doivent aller à l'école, c'est ça la priorité. (Alexis, 47 ans)

Des écoles et lycées furent construits grâce, encore une fois, à l'engagement de la population.

Nous avons vu plus haut que l'éducation des masses était importante sous la révolution. Cette éducation révolutionnaire devait tout particulièrement commencer à l'école, afin de changer les mentalités au plus tôt. Un point souvent abordé dans les interviews, au sujet de l'éducation, est le phénomène des pionniers de la révolution. Tous les enfants scolarisés étaient appelés pionniers. Joseph, lui-même pionnier enthousiaste à l'époque, bien qu'il précise qu'il n'était pas vraiment conscient politiquement, dit:

Les pionniers c'était en fait des écoliers, élèves et étudiants. Mais le plus souvent je crois c'était les écoliers et les élèves qu'on organisait et on leur inculquait l'idéologie de la révolution. On leur apprenait certaines règles, les conduites à tenir dans la société. (Joseph, 35 ans)

Un autre aspect mentionné dans beaucoup d'interviews est une grève importante des instituteurs au printemps 1984. Près de 1 400 instituteurs furent limogés et remplacés par des jeunes diplômés sans emploi et non formés à l'enseignement. En résulta une baisse du niveau de l'enseignement selon Sawadogo (2001: 83). André parle aussi d'une baisse du niveau mais donne une version un peu différente:

Très rapidement on a eu près de 3 000 et quelques instituteurs qui ont été licenciés. Bon eux ils utilisaient le terme délogé. [...] On a pris des chômeurs, disons des sans-travail hein, qui étaient là, qu'on a formé en un mois pour remplacer les enseignants du primaire. La conséquence, c'est que naturellement le niveau a baissé et je crois que le pays traîne cela. (André, 73 ans)

Eu égard au licenciement des enseignants, les personnes se définissant comme sankaristes approuvent la mesure et la justifient par la nécessité d'une révolutionnarisation de l'éducation.

6.3. Remise en cause des relations traditionnelles de pouvoir

La remise en cause des structures sociales était un aspect important de la révolution. La redistribution et la justice, qui étaient souhaitées, concernaient aussi les relations de pouvoir entre les différentes couches de la population. Comme je l'ai mentionné dans le chapitre précédent il y avait un souci de redistribution en faveur des masses paysannes. Mais les rapports de pouvoir remis en question étaient aussi ceux entre hommes et femmes, entre vieux et jeunes, entre chefs traditionnels et leurs sujets. La société voltaïque était très fortement marquée par ces différences de pouvoir. Celui-ci était très centralisé dans le royaume Mossi, plus éclaté dans d'autres ethnies de l'Ouest. Mais le principe de hiérarchie était partout très important. Selon Gakunzi (1991: 10), la réforme agraire et la remise en cause des structures foncières menaient forcément à un changement dans les structures de domination dans la société et touchaient au pouvoir des chefs traditionnels (voir aussi Tallet 1989: 44).

La colonisation a certainement renforcé les hiérarchies traditionnelles. Pour la Haute-Volta, nous avons vu que la puissance coloniale utilisait le système des chefferies comme relais du pouvoir colonial, ressemblant en cela à l'administration indirecte (*indirect rule*), typique des colonies britanniques (Schicho 2001: 143).

En ce qui concerne les femmes, certaines études montrent que la colonisation a changé la division du travail selon le genre. La modernisation capitaliste a amené de nouvelles hiérarchies, par exemple en acceptant seulement les hommes comme partenaires de négociation (voir Grau 2003: 138 sqq. et Ruppert 1995: 15).

La révolution a essayé de changer tout cela, ce qui plaisait à une partie de la jeunesse. Lambert parle pour cette jeunesse qui soutenait totalement la révolution:

Mais c'est peut-être ça qui a fait que qu'on y croyait parce qu'on, on avait même pas pensé à un moment que ça pouvait être possible. Alors qu'on pouvait inverser les tendances, qu'on pouvait éviter un peu la gérontocratie, euh qu'on pouvait faire en sorte que les femmes participent à la gestion du pouvoir d'État ou à la gestion même de la cité en tant que telle. (Lambert, 40 ans)

6.3.1. Émancipation des femmes

La politique en faveur des femmes tenait la deuxième place dans la liste des priorités définies par le Discours d'Orientation Politique. La révolution essaya de rééquilibrer le partage inégal du pouvoir et des ressources entre hommes et femmes (voir Martens 1989: 22 sqq. et Ruppert 1995: 19). On dit souvent qu'une des particularités de Thomas Sankara pour son époque et sa culture, était sa profonde conviction que le développement ne pouvait pas se faire sans les femmes (Amin 2007; Sawadogo 1999). En cela il se rapprochait encore une fois des théories marxistes qui postulent que les femmes représentent le prolétariat du prolétariat, doublement opprimées, par le capitalisme et par le patriarcat (voir Sawadogo 1999).

Les mesures prises pour l'émancipation des femmes étaient: l'interdiction de l'excision, la réglementation de la polygamie, le code de la famille, la lutte contre la prostitution, l'accession des femmes à des postes élevés, leur participation à la vie politique, l'instauration du 8 mars, jour de marché pour les hommes et le projet du salaire vital

(qui n'a jamais été appliqué.) (voir Gakunzi 1991: 13; Martens 1989: 24 sq.). Andriamirado (1987: 202 sqq.) écrit que Thomas Sankara se battait contre la prostitution mais qu'il respectait les prostituées. Martens (1989: 26 sq.) précise que l'Union des Femmes Burkinabè (UFB) était en conflit avec Sankara sur ce sujet car elle pensait qu'il y avait d'autres priorités concernant les femmes.

Ce qui est frappant dans les interviews, c'est que tout le monde trouve que l'émancipation de la femme est une bonne chose, mais que pour personne ce n'est l'aspect le plus important de la révolution. Ce n'est peut-être pas étonnant, eu égard à la position de beaucoup de féministes africaines, qui mettent l'accent sur cette différence avec le féminisme occidental. Pour ces féministes africaines, parfois aussi appelées *african womanists* ou *motherists*, l'objectif n'est ni seulement la libération de les femmes (qui était le but de la deuxième vague féministe des années 1970, les féministes radicales), ni la lutte des classes (but des féministes socialistes), ni la lutte raciale (lutte centrale des féministes noires et de couleur aux États-Unis). Leur combat va au-delà de cette triple oppression (classisme, racisme et sexisme), concept créé par les féministes noires et de couleur aux États-Unis. Les femmes africaines sont confrontées à d'autres réalités quotidiennes que les femmes occidentales. Selon certaines féministes, ce sont avant tout les questions d'alimentation et de santé qui préoccupent les femmes africaines, leurs problèmes de survie quotidienne (voir Arndt 2002: 27 sqq.). Cependant Amina Mama (2001) précise à ce sujet qu'il serait réducteur de penser qu'il n'y a pas de but féministe africain au-delà de cette survie.

Les deux femmes que j'ai interviewées mettent l'accent sur l'importance pour elles de prendre la femme en compte. Un des résultats qu'elles citent toutes les deux est que, grâce à la révolution, elles ont eu accès à la propriété foncière. Tout le monde est d'accord pour dire que dans la tradition, qui est encore en vigueur aujourd'hui, ce sont les femmes qui travaillent le plus. Mais le fait de vouloir remettre en cause cet état de fait n'est pas une évidence pour tout le monde. Rares sont les hommes au Burkina Faso à vouloir partager les tâches ménagères avec les femmes. La famille reste le domaine de ces dernières, même si elles travaillent tout autant que les hommes, que ce soit dans le cadre d'un travail rémunéré ou aux champs. Aminata décrit le quotidien des femmes dans tout le Burkina Faso comme suit:

La femme souffre beaucoup, les travaux c'est les femmes, milieu rural c'est la femme. Tu es femme, bon le matin c'est elle qui se lève très tôt, elle est la première à se lever. Faire les travaux de la maison, le nettoyage, chercher l'eau, préparer. Ensuite, au temps de l'hivernage, tu fais les travaux champêtres. Bon, après les travaux communs avec le mari, vers les 17h le mari lui il prend sa route, il prend son vélo il rentre. Et quant à toi, femme, il faut maintenant aller dans ton petit champ, ta propriété, pour travailler un peu sur ça. C'est ce que tu vas travailler, c'est de ça que toi tu pourras nourrir tes enfants, habiller tes enfants. (Aminata, 49 ans)

Dans les interviews, beaucoup de gens mentionnent le salaire vital, mesure qui prévoyait d'allouer directement une partie du salaire du mari à sa femme, et qui finalement n'a pas été mis en place, ainsi que la journée du 8 mars, où les hommes devaient aller faire le marché à la place des femmes. Certains hommes trouvaient ces mesures exagérées et déplacées. Adama dit par exemple que c'étaient des mesures démagogiques:

Démagogique bon, ça veut dire que je sais pas moi, enfin ça, ça n'engage que moi, moi je trouvais que c'est une chose qu'on tartinait trop. Bon, tout le monde sait que la femme, il faut l'impliquer mais seulement le fait de tartiner ça bon, ça fait un peu rigoler quoi. C'est mon opinion quoi. (Adama, 62 ans)

Certains hommes n'appréciaient pas que l'État interfère dans la gestion de leur famille. D'autres (hommes), qui voient cela d'un bon oeil, en tous cas aujourd'hui, disent que la société n'était pas prête à cela. Ce constat est d'ailleurs fait dans tous les domaines de la tradition. La révolution allait trop vite pour la société, ne tenant pas compte de la lenteur nécessaire au changement (voir chapitre 4.5.).

Enfin, il est important à mes yeux de montrer que le discours officiel vis-à-vis des femmes n'était pas seulement un discours égalitariste. La vision officielle de la femme pendant la révolution restait bien essentialiste: rôle nutritif de mère et rôle social. Il ne s'agissait en aucun cas de remettre cette différenciation entre les sexes en cause (voir aussi Ruppert 1995: 20). Sawadogo (1999) écrit que, pour Sankara, « l'émancipation n'est pas une égalité mécanique entre l'homme et la femme. Elle s'oppose à l'adoption d'habitudes masculines comme celle de boire et de fumer ». On retrouve ce souhait de garder la différence homme/femme dans une citation de Lambert:

Le 8 mars par exemple c'était une bonne action qui a permis aux hommes de comprendre que oui on pouvait être complémentaire, l'homme et la femme, on pouvait être complémentaire. Sans que ça détruise un système de valeurs ou quoi que ce soit, non c'est possible. (Lambert, 40 ans)

6.3.2. *Chefferies traditionnelles.*

Ici, nous abordons le point le plus partagé dans la critique de la révolution: la remise en cause des chefferies traditionnelles. Pour la plupart des personnes interviewées, c'est la grande erreur de la révolution. Un ami me disait même que c'est ce qu'il avait appris à l'école. Cela m'amène à penser que ce n'est pas un hasard que tout le monde soit d'accord sur ce point. Peut-être est-ce tout simplement ce qui se dit dans les journaux ou à l'école.

Selon Gakunzi (1991: 10), dès le 3 décembre 1983, les textes portant sur les chefs traditionnels (leur pouvoirs, rémunérations, avantages, etc...) ont été abrogés. Exclure les chefs coutumiers du pouvoir était une grosse erreur selon la plupart des gens, même ceux qui se disent sankaristes. Souvent, ils reconnaissent comme seules erreurs, la remise en cause des chefferies traditionnelles et les abus de certains Comités de Défense de la Révolution (CDR). L'argument central est qu'on ne remet pas en cause du jour au lendemain une tradition aussi ancienne. La critique porte en partie sur la manière dont cela a été fait, critique d'ailleurs générale vis-à-vis de la révolution. Mais il y a un aspect très spécifique aux chefferies coutumières: elles représentent l'organisation de la société même et la hiérarchie par excellence. Si l'on remet en question ce devoir d'obéissance, ces règles, les gens sont forcément perdus. On ne remplace pas si facilement un système de valeurs par un autre. Joseph confirme:

Ce fut une erreur parce que, quoi qu'on dise, toute société est hiérarchisée et on ne peut pas du jour au lendemain changer les structures qui sont en place sans créer de problèmes. Je crois franchement que c'était une erreur. Il faut, si on veut avancer, il faut faire avec ce qui est sur place, quitte à modifier, quitte à changer avec le temps. Mais il ne faut pas vouloir rompre avec le passé du coup. (Joseph, 35 ans)

Une personne cependant se distingue de cela et soutient cette politique, même *a posteriori*. C'est Boniface, qui dit que lui n'est pas d'accord avec cette critique:

Vous savez, aujourd'hui on a tellement impliqué avec ce vent de la démocratie là, on a impliqué beaucoup les chefs coutumiers dans les prises de décision, il faut chaque fois les consulter, pour moi c'est pas bon. Si vous êtes sûr que ce que vous allez faire c'est bon, mais faites-le. Je sais pas pourquoi vous allez tenir compte de l'avis des chefs coutumiers. (Boniface, 32 ans)

Valentine aussi pense qu'il était important de faire bouger les choses car certaines traditions étaient particulièrement injustes. Valentine mentionne par exemple la pratique d'enterrer les veuves des chefs avec leurs maris. D'après elle, Thomas Sankara devait parler pour que les choses changent.

D'un autre côté, Lambert, qui soutenait la révolution et espérait changer les rapports de pouvoir, affirme qu'il était trop risqué de toucher aux chefferies traditionnelles. D'après lui, ce sont elles qui permettent la cohésion sociale. Mais finalement il adopte une position proche de celle de Valentine, citée plus haut, selon laquelle c'était bien de faire bouger les choses, mais il ne fallait pas tout faire exploser, sinon c'est la société qui allait exploser. Selon lui, il faut éduquer les gens à la démocratie et ils ne se laisseront plus trop influencer par leurs chefs, mais il faut laisser les chefferies parce qu'elles régulent la société.

En effet, la révolution a fait bouger les choses du côté des chefferies traditionnelles. Bien que réintégrées dans le pouvoir politique à partir de la rectification (après l'assassinat de Thomas Sankara) et ayant aujourd'hui encore une place importante dans la société, elles n'ont plus l'influence qu'elles avaient il y a 30 ans. Chacun s'accorde à trouver cela positif, car les traditions trop injustes peuvent être ainsi abandonnées et la démocratie mieux appliquée. L'influence des chefs reste tout de même grande et elle est encore aujourd'hui utilisée par le parti au pouvoir. Les chefs ont des avantages en nature qui les rendent redevables au parti. Ils donnent donc des consignes de vote à leur « sujets », qui de leur côté se croient eux aussi obligés de voter « comme a dit le chef ». Étant donné ce système d'obéissance à la hiérarchie et la corruption, il n'est pas étonnant que le parti au pouvoir obtienne des scores démesurés malgré l'insatisfaction qui règne par rapport à la politique actuelle. Idrissa décrit cette pratique à travers ce qu'il a vécu en tant que fils d'un chef religieux:

Sankara en son temps y avait pas de chefs religieux, hein. Tu pratiques ta religion, c'est pour toi. Actuellement, les chefs religieux généralement ils payent pas

d'électricité. Ils payent pas l'électricité, ils payent pas l'eau, et souvent même bon, en tous cas la maison est bien construite. Généralement c'est les régimes mêmes qui construisent la maison. Alors que sous le régime de Sankara, même tu es chef religieux, tu payes ton eau et en plus de ça, personne ne va travailler pour toi. C'est-à-dire chacun travaillait pour lui même, pour son propre compte. (Idrissa, 24 ans)

Aminata pense qu'il est important de respecter les hiérarchies et de ne pas tout remettre en cause sinon les personnes non éduquées vont abuser. Elle montre qu'il est possible de changer les traditions sans remettre en cause les chefferies. La preuve est selon elle qu'aujourd'hui beaucoup de chefs sont jeunes ou lettrés et qu'ils s'engagent contre des pratiques néfastes. Elle donne l'exemple de la pratique de l'excision, qui était aussi un combat de la révolution:

Parce que, avec ces chefs-là, eux, ils sont plus compréhensifs par rapport à des habitudes néfastes telles que l'excision des femmes là. Présentement, les chefs intellectuels là, ils luttent aussi contre ça parce que bon c'était la tradition mais en tous cas c'était pas la bonne pratique. [...] Parce que bon, y a des choses, on dit que c'est la tradition là, ce n'est nulle part inscrit quelque part. (Aminata, 49 ans)

Comment nous l'avons vu plus haut, plusieurs personnes interviewées disent que, plus la révolution avançait, plus la population était mécontente (voir aussi Déchir 2007: 161). Selon ces personnes, la plus grande partie de la population ne soutenait pas du tout les mesures prises par la révolution, elle ne voyait pas ce qu'elles apportaient de bon. Les quelques Sankaristes interviewés ne sont cependant pas de cet avis. Ils pensent que les paysans, qui étaient les bénéficiaires de la révolution et représentaient la grande majorité de la population, ne pouvaient que soutenir celle-ci. Idrissa témoigne de la réaction de son entourage à la remise en cause des hiérarchies dans la société:

Tu imagines que après, juste quand on a prononcé la mort de Sankara, y a beaucoup de parents qui ont fêté, même chez nous y a beaucoup de gens qui ont fêté. Parce que les gens pensaient que bon, on pouvait pas imaginer ça, un chef de village qui va aller aux champs. (Idrissa, 24 ans)

Enfin, certains mentionnent un aspect ethnique dans la critique de Thomas Sankara. Le fait que Thomas Sankara soit un Peul (en fait de descendance Peul-Mossi par son père) et qu'il se soit attaqué aux chefferies Mossi n'a pas été apprécié par les Mossi qui représentent la majorité de la population du Burkina Faso. Luc mentionne ce conflit

ethnique comme une des causes de l'insatisfaction vis-à-vis de Sankara (voir aussi Englebert 1996: 58 et Jaffré 2007a).

6.4. Décentralisation et démocratie de base

La révolution voulait donner le pouvoir et la parole au peuple. Pour cela il fallait procéder à une décentralisation. La mesure principale fut la création des Comités de Défense de la Révolution (CDR), qui fut annoncée dès le début de la révolution.

Les CDR étaient les organes décentralisés de la révolution. Ils avaient trois rôles: un rôle de conscientisation politique, un rôle social et économique mais aussi un rôle militaire, de défense de la révolution.

C'était un essai de démocratie de base: tout le monde devait avoir droit à la parole. Il y avait des CDR dans tous les secteurs de la ville de Ouagadougou (cette division ayant été créée lors de la révolution pour priver les chefferies traditionnelles de leur pouvoir), dans chaque village, dans les entreprises, les universités, etc... Le bureau de chaque CDR était élu démocratiquement par la population. Marie (1989: 28) explique que les CDR ont été mis en place afin de se substituer à tous les contre-pouvoirs antérieurs: dans les quartiers et villages pour remplacer les chefferies traditionnelles, dans les entreprises pour remplacer les syndicats. Idrissa mentionne une autre mesure visant à substituer les pouvoirs traditionnels: la création des Tribunaux Populaires de Conciliation au niveau de chaque village (voir aussi Marie 1989: 29)

Les CDR étaient chargés au quotidien de veiller au bon déroulement des actions comme les travaux d'intérêt commun et les conférences-débats. En somme, les CDR étaient les premiers acteurs de l'éducation des masses à la révolution. Selon Déchir (2007: 156): « Les séances et débats organisés au sein des CDR ont amené à la politique des personnes jusque-là exclues par la barrière de l'analphabétisme, en particulier les femmes et les paysans »

Les CDR s'apparentaient parfois plus à un organe de répression qu'à des comités de soutien de la population. Il y avait beaucoup de délation, les CDR dénonçaient et les gens risquaient la prison ou des sanctions. Toutes les personnes interviewées

mentionnent les abus des CDR. Ces comités qui étaient censés relayer la révolution ont souvent été perçus comme des organes de répression. Ils retransmettaient les valeurs de la révolution qui étaient très imprégnées de la binarité révolutionnaire/contre-révolutionnaire. Il était alors tout à fait logique à mes yeux que les CDR reprennent ces valeurs rigides. De plus les CDR étaient armés ce qui faisait peur à la population. Cependant, sur ce point, Lambert affirme que la révolution a eu pour effet positif de banaliser les armes et l'armée qui dans les régimes précédents impressionnait la population.

Un argument qui est parfois avancé, surtout par des détracteurs de la révolution, est que les postes de délégués CDR étaient occupés par des jeunes, souvent illettrés et sans le sou. Ceux-ci, d'une part n'avaient pas le bagage intellectuel suffisant pour comprendre les principes de la révolution, d'autre part profitaient de leur position de pouvoir pour améliorer leur quotidien. D'autres personnes expliquent que les CDR avaient été récupérés partiellement par les chefferies traditionnelles, c'est-à-dire que c'étaient parfois les mêmes personnes qui avaient le pouvoir localement avant et pendant la révolution (voir Otayek 1987: 120).

Lambert cite un exemple d'abus vis-à-vis de la divagation des animaux:

À un moment, vers la fin [...], y a eu quand-même des dérives. Euh on parlait des CDR. Bon, c'était bien, qui contribuaient à l'éducation civique, qui contribuaient au maintien de l'ordre, au respect de l'environnement, du cadre de vie. Mais en même temps y a eu un moment où certains ont profité de ces structures-là pour jouer un peu les cowboys, pour jouer un peu les chérifs. Y a eu des digressions, par exemple dans la lutte contre la divagation des animaux. Il était courant de voir ces jeunes gens-là abattre des moutons ou des porcs sous prétexte qu'ils divaguaient, voilà. Alors que non bon c'était peut-être le mouton il sortait juste, a échappé à la vigilance du propriétaire. Et ils les abattaient, ils en faisaient des petits barbecs euh, hé hé, à la permanence comme on disait à l'époque [...] et puis ça fait une grande fête là-bas. (Lambert, 40 ans)

Les CDR incontrôlés seraient aussi, selon Mathieu, la seule cause du manque de liberté de parole: les gens avaient peur de perdre leur emploi ou d'être classés comme contre-révolutionnaires donc ils s'autocensuraient. Il innocentait Sankara en disant que les

leaders ne savaient rien de ces abus (ce n'était pas su par les dirigeants car cela se passait seulement dans les coins reculés). Il nie ainsi le côté autoritaire de la révolution et fait porter la faute aux seuls CDR.

Plusieurs personnes ont en tous cas mentionné que vers la fin de la révolution la population se sentait opprimée par les CDR. Lambert par exemple dit:

Donc y a eu ces digressions-là qui ont fait que à un moment donné on a eu l'impression que les gens étouffaient. On avait l'impression que ça devenait pesant. Ils commençaient à faire peur les CDR, au lieu de rassurer. Ça, c'est dommage que ce soit arrivé. (Lambert, 40 ans)

André résume le climat au sein de la population ainsi et montre bien que les CDR ne constituaient pas l'unique problème, que la coercition et le principe d'inclusion/exclusion étaient la source de la démobilisation au sein de la population:

Sinon par exemple les travaux collectifs, je prends par exemple les lotissements et autres tout ça la salubrité publique, les gens étaient enthousiastes pour le faire. Mais à un moment donné, quand on vous voit pas, on vous taxe de contre-révolutionnaire, mais ça a démobilisé les gens. On peut avoir des obligations là. Si vous recevez une lettre d'explication pourquoi vous n'êtes pas venu, au balayage de telle rue ou de telle chose. Ah, vous voyez ce que ça représente. Donc ça, ça a contribué à démobiliser les gens, voilà. Et très souvent on vous apporte ça avec un fusil à l'épaule, un kalachnikov sur l'épaule. Ah vous voyez, c'est pas mobilisateur. Ça c'est les dérives vraiment des CDR. (André, 73 ans)

Plusieurs personnes interviewées ont mentionné que, déjà en 1986, Thomas Sankara avait été alarmé par les critiques envers les CDR (voir aussi Andriamirado 1987: 224; Skinner 1988: 449). Mais Skinner (1988: 449 sq.) affirme que Thomas Sankara, bien que promettant de corriger les dérives, pensait que le comportement des CDR était choquant avant tout parce qu'ils étaient nouveaux.

6.5. Protection de l'environnement

Une dernière mesure, pionnière pour l'époque, était la lutte contre la désertification. En avril 1985, le Conseil National de la Révolution (CNR) lança « les trois luttes »: contre la coupe abusive du bois, contre les feux de brousse et contre la divagation des animaux (voir Jaffré 2007b). Ces mesures ont été mentionnées comme très positives dans plusieurs interviews.

Nous avons vu dans les chapitres 4, 5, et 6 différents aspects concernant la révolution burkinabè et son leader charismatique. En conclusion de cette recherche, la question de l'actualité de la révolution s'impose.

7. Actualité de la révolution au Burkina Faso

Quel est l'héritage de la révolution au Burkina Faso ? Une politique inspirée de cette période serait-elle souhaitable pour aujourd'hui ?

L'héritage, positif, de la révolution mentionné par la plupart des personnes interviewées, y compris celles très critiques sur la révolution, est la conscience de la responsabilité de la population pour son propre développement, la valeur du travail, une certaine fierté patriotique ainsi que l'importance des femmes dans le processus de développement et leur participation politique. Mais plusieurs personnes déplorent que ces valeurs tendent à se perdre.

De plus, des personnes interviewées estiment que la politique actuelle s'inspire fortement des mesures prises sous la révolution. Les exemples mentionnés sont la politique de logement, le développement d'infrastructures et la lutte contre la corruption. Valentine dit par exemple:

Tout ce qui est en train de se passer actuellement, c'est les idées de Thomas Sankara. Il a commencé par la cité an 2, la cité an 3, [...] l'avenue Kwame Nkrumah, ce sont ses idées à ce monsieur. Les gens attendent mais quand ils vont terminer d'exploiter toutes ses idées, qu'est-ce qu'ils vont faire ? (Valentine, 47 ans)

Sur d'autres aspects, il est cependant clair que la politique actuelle diffère grandement du projet révolutionnaire. Il y a donc un paradoxe à ce que la même personne affirme d'une part que les mesures actuelles sont copiées de la révolution et d'autre part que les valeurs de la révolution se perdent. Ces personnes veulent en-fait dire que la politique actuelle n'a pas de projets propres, ne fait que copier les idées de la révolution et que les hommes et femmes politiques au pouvoir n'ont pas de valeurs morales aussi louables que sous la révolution. Elles expriment ainsi un mécontentement profond vis-à-vis de la situation actuelle au Burkina Faso.

Parmi les personnes qui se disent sankaristes, mais aussi celles qui, seulement *a posteriori*, trouvent beaucoup d'aspects positifs à la révolution, toutes pensent qu'une politique inspirée de la révolution serait souhaitable aujourd'hui, en tous cas certains

aspects tels le développement auto-centré (afin que la population puisse manger à sa faim), la redistribution (afin de combattre les inégalités flagrantes de richesses) et la lutte contre la corruption. Certaines personnes mettent cependant l'accent sur l'importance de garder les acquis démocratiques, de renforcer la liberté de parole et de la presse, et de garder le dialogue et la sensibilisation au lieu d'imposer par la force comme c'était le cas sous la révolution.

Quel espoir y a-t-il qu'une politique sankariste soit mise en place aujourd'hui ?

Plusieurs personnes mentionnent la pléthore de partis Sankaristes mais insistent sur le fait que ceux-ci ne défendent pas vraiment les valeurs de la révolution. De manière générale, il y a aujourd'hui au Burkina Faso une certaine fatigue et un désintérêt par rapport à la politique, surtout au niveau de la jeunesse (voir Somé 2009).

Dans une interview avec le journal « Le Pays », Ernest Nongma Ouédraogo (2009), maire de la commune de Bokin, insiste sur la nécessité du projet sankariste au quotidien: « Nous essayons de dire aux gens qu'il faut produire ce qu'on consomme et consommer ce qu'on produit. C'est lorsque l'on n'arrive pas à produire ce que l'on consomme qu'il faut aller chercher à l'étranger. Il faut encourager les gens dans ce sens. »

8. Conclusion

La question de recherche de ce mémoire était:

« Comment les personnes habitant à Ouagadougou perçoivent-elles aujourd'hui la période de la révolution burkinabè sous la présidence de Thomas Sankara (1983-1987) ? »

Nous avons vu que la période de la révolution est aujourd'hui encore très importante pour les Burkinabè. La révolution et son leader Thomas Sankara sont avant tout appréciés pour leurs idées pionnières. Thomas Sankara était effectivement, pour beaucoup, en avance sur son temps. Le constat se fait d'autant plus facilement avec vingt ans de recul.

Sous la révolution, il y avait un souci de redistribution et de justice ainsi que d'intégrité. Ce sont des aspects qui manquent dans la politique actuelle du Burkina Faso, qui est caractérisée par un libéralisme économique, mais aussi par la présence d'une forte corruption. En conséquence, les gens ont l'impression que la distribution des richesses est indépendante des efforts et du travail fourni. Cela crée une grande frustration.

Eu égard aux conditions de vie de la plupart des Burkinabè, qui restent aujourd'hui précaires, une politique mettant l'accent sur le développement de base, c'est-à-dire l'accès à la nourriture, aux soins et à l'éducation, paraît pertinente.

Certains aspects de la révolution ont été fortement critiqués.

Celle-ci avait un côté autoritaire, qui, dans une perspective actuelle, ne serait pas acceptable, notamment concernant la liberté d'expression. Cependant, l'ordre et les valeurs morales, qui caractérisaient cette période, sont aujourd'hui regrettés car leur retour permettrait, selon certains, de redresser les dérives actuelles.

La remise en cause des chefferies traditionnelles, bien que d'une certaine manière bénéfique à long terme, est vue comme l'erreur la plus importante de la révolution. Celles-ci sont perçues comme le ciment de la société. Mais c'est aussi la manière dont

ont été appliquées les différentes mesures sous la révolution qui a déçu: en brusquant l'histoire et sans prendre la peine de sensibiliser la population aux bienfaits des réformes.

Une autre critique mentionnée très souvent porte sur les abus de pouvoir des Comités de Défense de la Révolution. Certains de ces CDR faisaient peur à la population, plutôt que de la soutenir et d'encourager la démocratie de base.

Malgré ces critiques, beaucoup de personnes souhaitent le retour de la révolution, du moins de certains de ses aspects. La plupart mettent cependant l'accent sur la nécessité de corriger les dérives et les erreurs de la période entre 1983-1987.

Enfin, l'énergie investie à détruire l'image positive de Thomas Sankara dans les médias depuis le 15 octobre 1987 n'a pas porté ses fruits. Sankara reste pour beaucoup une figure admirée et un héros loué pour sa personnalité exceptionnelle. Nous avons vu que son statut de héros n'est pas uniquement lié au projet politique de la révolution mais bien à sa personnalité. De même que Barack Obama a enflammé les foules avec son slogan *Yes we can!*, Thomas Sankara est devenu une figure d'espoir pour une jeunesse qui a besoin de croire qu'il est possible d'améliorer ses conditions de vie. La mort subite de ce dernier, à l'âge de 37 ans, a contribué à forger cette image puisque, disons-le d'une manière provocatrice, il n'a pas eu l'occasion de décevoir ses fans.

La recherche conduite dans le cadre de ce mémoire de fin d'études a produit des résultats intéressants. Elle a confirmé l'impression donnée par les médias de l'importance actuelle de la révolution et du statut de héros de Thomas Sankara, mais elle en donne aussi une image plus nuancée en abordant les aspects peu appréciés de cette période.

Les interviews et observations de terrain ont montré que les opinions sur la révolution sont très différentes d'une personne à l'autre: elles dépendent de la situation matérielle et émotionnelle de cette personne, de ses valeurs morales, de son vécu personnel, de celui de ses parents, etc... De plus, les personnes interviewées étaient toutes très éduquées formellement, comparé à la majorité des Burkinabè.

Pour étudier d'une manière plus représentative les opinions des Burkinabè sur la révolution, une recherche plus large serait nécessaire. Celle-ci devrait être conduite dans des régions éloignées de la capitale, en milieu rural et avec des personnes n'ayant pas ou peu été à l'école. Pour cela, il serait souhaitable d'avoir recours à des chercheurs ou chercheuses maîtrisant la langue maternelle des personnes interviewées.

J'espère, avec ce mémoire, avoir donné l'envie et le courage à de jeunes étudiants et étudiantes burkinabè, de faire de la recherche qualitative dans leur pays.

Sources

Bibliographie

- Amin, Samir (2007): Une révolution inachevée. Mensuel Afrique Asie, octobre 2007, 38-40.
- Andersson, Jan Otto (2004): Imperialismus. In: Haug, Wolfgang Fritz (ed.): Historisch-Kritisches Wörterbuch des Marxismus, Band 6/I. Hamburg: Argument, 848-864.
- Andriamirado, Sennen (1987): Sankara le rebelle. Paris: Jeune Afrique Livres.
- Arndt, Susan (2002): Feminism Reconsidered: African Perspectives on Feminism. In: *idem*: The Dynamics of African Feminism. Defining and Classifying African-Feminist Literatures, chap. 2. Trenton, NJ: Africa World, 27-36.
- Asche, Helmut (1993): Burkina Faso. In: Nohlen, Dieter / Nuscheler, Franz (eds.): Handbuch der Dritten Welt, Band 4, Westafrika und Zentralafrika. Bonn: Dietz, 172-191.
- Badoh, Assétou (2006): Pagnes Faso Dan Fani: Identité culturelle, créativité... argent. Sidwaya, 29 avril. En ligne: <http://www.lefaso.net/spip.php?article13771> (consulté le 13.12.2009).
- Banégas, Richard (1993): Insoumissions populaires et révolution au Burkina Faso. Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux.
- Barth, Josef (2009): Afrikas vergessener Che. In: Profil, no. 35, 24 août, 60-61.
- Bouchard, Guy (1990): L'homme n'est pas l'humain. In: Laval théologique et philosophique, vol. 46, no. 3, 307-315.
- Brockington, Dan et Sullivan, Sian (2003): Qualitative Research. In: Scheyvens, Regina et Storey, Donovan (eds.): Development fieldwork: a practical guide. London: Sage, 57-74.
- Chaliand, Gérard (1979): Mythes révolutionnaires du tiers monde. Guérillas et socialismes. Paris: Éditions du Seuil.
- Déchir, Samia (2007): La révolution démocratique et populaire de Thomas Sankara (1983-1987): bilan d'un modèle de développement. Mémoire en Science Politique. Grenoble: IEP.
- Englebert, Pierre (1996): Burkina Faso. Unsteady Statehood in West-Africa. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Flick, Uwe (2007): Qualitative Sozialforschung: eine Einführung. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt.
- Gakunzi, David (1991): Préface à l'édition française. In: Sankara, Thomas: Oser inventer l'avenir. La parole de Sankara. Présenté par David Gakunzi. New York: Pathfinder Press, 7-21.

Grau, Ingeborg (2003): Arbeit und Wandel der Geschlechterverhältnisse in der Kolonialzeit. In: Mährdel, Christian / Grau, Ingeborg / Schicho, Walter: Geschichte und Gesellschaft im 19. und 20. Jahrhundert. Wien: Promedia, 129-148.

Guisso, Basile L. (1995): Burkina Faso: Un espoir en Afrique. Paris: L'Harmattan.

Jaffré, Bruno (2007a): Biographie de Thomas Sankara: La patrie ou la mort... Paris: L'Harmattan.

Jaffré, Bruno (2007b): Thomas Sankara ou la dignité de l'Afrique. Le Monde diplomatique, octobre 2007. En ligne: <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/10/JAFFRE/15202> (consulté le 21.09.2009).

Kaboré, Roger-Bila (2002): Histoire politique du Burkina Faso 1919-2000. Paris: L'Harmattan.

Kornai, János (2006): The great transformation of Central Eastern Europe. Success and disappointment. In: Economics of Transition, vol. 14, 2, 207-244.

Labazée, Pascal (1989): Discours et contrôle politique: Les avatars du Sankarisme. In: Politique Africaine, no. 33, mars, 11-26.

Madiéga, Yénouyaba Georges (2003): Conditions et perspectives de la production historique burkinabè sur les périodes coloniale et postcoloniale. In: Madiéga, Yénouyaba Georges et Nao, Oumarou (éd.): Burkina Faso, Cent ans d'histoire, 1895-1995, Tome 1. Paris: Karthala, 81-98.

Mama, Amina (2001): Talking about feminism in Africa. Interview de Elaine Salo avec Amina Mama. In: Agenda, African Feminisms I, no. 50, 58-63. En ligne: http://www.world.org/programs/regions/africa/amina_mama.htm (consulté le 17.11.2009).

Marie, Alain (1989): Politique urbaine: une révolution au service de l'État. In: Politique Africaine, no. 33, mars, 27-38.

Martens, Ludo (1989): Sankara, Compaoré et la révolution burkinabè. Berchem: EPO.

Online Dictionary of the Social Sciences: Gender Roles. En ligne: <http://bitbucket.icaap.org/dict.pl?alpha=G> (consulté le 13.12.2009).

Otayek, René (1987): « Quand le tambour change de rythme, il est indispensable que les danseurs changent de pas ». In: Politique Africaine, no. 28, décembre, 116-123.

Otayek, René (1989): Avant-propos: Rectification. In: Politique Africaine, no. 33, mars, 2-10.

Ouédraogo, Ernest Nongma (2009): « Nous essayons d'appliquer la politique de Sankara » Interview avec le journal Le Pays, 14 octobre. En ligne: <http://www.lefaso.net/spip.php?article33615&rubrique2> (consulté le 14.10.2009).

Ruppert, Uta (1995): Gegenwart Verbinden: Frauenarbeit und Frauenpolitik im Entwicklungsprozeß Burkina Fasos. Münster: Lit Verlag.

Sankara, Thomas (1983): Discours d'orientation politique, 2 octobre 1983. En ligne: <http://thomassankara.net/spip.php?article51&lang=fr> (consulté le 17.11.2009).

Sankara, Thomas (1986): Entretien avec Thomas Sankara. In: L'Autre Journal, 3-8 avril. En ligne: <http://www.thomassankara.net/spip.php?article205&lang=fr> (consulté le 17.11.2009).

Sankara, Thomas (1991): Oser inventer l'avenir. La parole de Sankara. Présenté par David Gakunzi. New York: Pathfinder Press.

Sarkozy, Nicolas (2007): Allocution de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République, prononcée à l'Université de Dakar, 26 juillet 2007. En ligne: http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/2007/juillet/allocution_a_l_universite_de_dakar.79184.html (consulté le 17.11.2009).

Sawadogo, Alfred Yambangba (2001): Le président Thomas SANKARA. Chef de la Révolution Burkinabé: 1983-1987. Portrait. Paris: l'Harmattan.

Sawadogo, Poussi (1999): Thomas Sankara et la condition féminine: un discours révolutionnaire ? Mémoire de Maîtrise en Sciences et Techniques de l' Information et de la Communication. Université de Ouagadougou.

Schicho, Walter (2001): Burkina Faso. In: Handbuch Afrika. Band 2: Westafrika und die Inseln im Atlantik. Frankfurt/Wien: Brandes und Apsel/Südwind, 141-159.

Schmidt, Christiane (2003): Analyse von Leitfadeninterviews (chap. 5.10). In: Flick, Uwe, Kardoff, Ernst von et Steinke, Ines (eds.): Qualitative Forschung. Ein Handbuch. Hamburg: Rowohlt, 447-455.

Skinner, Elliott P. (1988): Sankara and the Burkinabé Revolution: Charisma and Power, Local and External Dimensions. In: The Journal of Modern African Studies, vol. 26, no. 3, 437-455.

Somé, Séraphine (2009): Jeunes et politique: Le prix du militantisme. Sidwaya, 13 novembre 2009. En ligne: <http://www.lefaso.net/spip.php?article34055&rubrique2> (consulté le 13.11.2009).

Somé, Valère D. (1990): Thomas Sankara. L'espoir assassiné. Paris: l'Harmattan.

Soudan, François (2007): Que reste-t-il de Sankara ? In: Jeune Afrique, 22 octobre.

Speirs, Mike (1991): Agrarian Change and the Revolution in Burkina Faso. In: African Affairs, vol. 90, no. 358, janvier, 89-110.

Tallet, Bernard (1989): Le CNR face au monde rural: le discours à l'épreuve des faits. In: Politique Africaine, no. 33, mars, 39-49.

Sites Internet

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) (2009). Ministère de l'Économie et des Finances, Burkina Faso. En ligne: <http://www.insd.bf> (consulté le 13.12.2009).

Thomas Sankara Website. En ligne: <http://www.thomassankara.net> (consulté le 13.12.2009).

United Nations Development Programme (UNDP) (2009): Human Development Report 2009, Burkina Faso, Country Factsheet. En ligne: http://hdrstats.undp.org/en/countries/country_fact_sheets/cty_fs_BFA.html (consulté le 13.12.2009).

Sources audio-visuelles sur Thomas Sankara

Bakupa Kanyinda, Balufu (1991): Thomas Sankara. Channel Four, Royaume-Uni. Film documentaire (26 min.).

Mauro, Didier et Ho, Thuy-Thiên (2006): Fratricide au Burkina: Thomas Sankara et la Francafrique. ICTV Solférino, France. Film documentaire (52 min.).

Shuffield, Robin (2006): Thomas Sankara, l'homme intègre. Zorn Production International, France. Film documentaire (52 min.).

Liste des personnes interviewées

Joseph, 35 ans, le 23 octobre 2008 en Europe

Valentine, 47 ans, le 11 novembre 2008 à Ouagadougou

Luc, 54 ans, le 14 novembre 2008 à Ouagadougou

Boniface, 32 ans, le 16 novembre à Ouagadougou

Mathieu, 41 ans, le 16 novembre à Ouagadougou

Lambert, 40 ans, le 17 novembre à Ouagadougou

Alexis, 47 ans, le 18 novembre à Ouagadougou

Aminata, 49 ans, le 18 novembre à Ouagadougou

Idrissa, 24 ans, le 20 novembre à Ouagadougou

André, 73 ans, le 22 novembre à Ouagadougou

Adama, 62 ans, le 22 novembre à Ouagadougou

Sigles et abréviations

CDR: Comité de Défense de la Révolution

CMRPN: Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National

CNR: Conseil National de la Révolution

DOP: Discours d'Orientation Politique

LIPAD: Ligue Patriotique pour le Développement

OMR: Organisation Militaire Révolutionnaire

PAI: Parti Africain de l'Indépendance

PRA: Parti du Regroupement Africain

PSP: Postes de Santé Primaires

RDA: Rassemblement Démocratique Africain

RDP: Révolution Démocratique et Populaire

sq.: *sequiturque* (et suivant)

sqq.: *sequunturque* (et suivants)

TPC: Tribunaux Populaires de Conciliation

TPR: Tribunaux Populaires de la Révolution

UFB: Union des Femmes Burkinabè

ULC-R: Union de Lutte Communiste - Reconstituée

ANNEXES

Deutsches Abstract

Thomas Sankara, ein Mann, der seiner Zeit voraus war? Aktuelle Wahrnehmungen der burkinabè Revolution und ihres Präsidenten.

Nach den Protesten von November 2007 im Zuge der weltweiten Nahrungsmittelkrise wurde in internationalen, vor allem französischsprachigen, Medien der Name Thomas Sankara verstärkt in Erinnerung gerufen. Zum zwanzigsten Todestag des Führers der burkinabè Revolution (1983-1987) wurde die Aktualität seiner Politik thematisiert.

Für mich drängte sich die Frage auf, was abseits von der medialen Darstellung heute die Menschen in Burkina Faso über die Revolution denken. Wie wird diese Periode wahrgenommen? Wie wird die Politik beurteilt? Wie wird an den Revolutionsführer Thomas Sankara erinnert?

Um dies zu beantworten erwiesen sich Methoden der qualitativen Sozialforschung als angebracht. Während eines Forschungsaufenthaltes in November 2008 wurden halb-strukturierte Interviews durchgeführt. Später wurden die Ergebnisse mit der bestehenden Literatur verglichen.

Die Analyse der Ergebnisse bestätigt, dass die Revolution auch heute noch eine große Wichtigkeit für die Menschen in Burkina Faso hat. Insbesondere bei der Jugend genießt Thomas Sankara einen Heldenstatus, der mit seiner außergewöhnlichen Persönlichkeit zusammen hängt.

Die bahnbrechenden Maßnahmen der damaligen Politik werden gelobt: zum Beispiel der Versuch der auto-zentrierten Entwicklung, die Umverteilung, die Bekämpfung der Korruption und die Einbindung von Frauen in den Entwicklungsprozess. Angesichts ihrer prekären Situation wünschen sich viele Menschen in Burkina Faso eine Rückkehr mancher Aspekte der Revolution. Jedoch vorausgesetzt, dass die autoritären Züge revidiert und demokratische Errungenschaften gesichert werden.

English Abstract

Thomas Sankara, a man ahead of his time? Actual perceptions of the burkinabè revolution and its president.

During the protests of 2007 that followed the international food crisis, the name of Thomas Sankara – leader of the burkinabè revolution 1983 to 1987 – reappeared in international news. More than twenty years after his death, the francophone press in particular asked whether his policies were still relevant today.

For me, an even more interesting question was to find out about people's assessment of the revolution apart from the media. How do they perceive this period of time? How do they judge the politics, how do they remember the man?

Qualitative social research methods proved to be appropriate to answer these questions. Semi-structured interviews were conducted during a research stay in November 2008. The results were compared to the existing literature in a subsequent stage.

The analysis of the results shows that the revolution still is of great importance to the people in Burkina Faso. Due to his extraordinary personality Thomas Sankara remains a hero especially for the youth.

People praise the pioneering measures of his policies at the time: for example the attempt to achieve auto-centered development, redistribution, the fight against corruption and the inclusion of women in the development process. In light of their precarious living conditions, many people desire a return of certain aspects of the revolution. At the same time, they insist on revising its authoritarian tendencies and to secure the democratic advancements achieved since.

Curriculum Vitae

Cécile Undreiner

Geburtsdatum : 30.12.1981

Staatsbürgerschaft: Frankreich

AUSBILDUNG

Seit Oktober 2003 Individuelles Diplomstudium Internationale Entwicklung, Universität
Wien.

Schwerpunkte: Afrika, Gender, Migrationen, Politische Ökonomie und
Psychologie

Oktober 2002 - Juni 2003 Fortsetzung des Studiums der Psychologie an der Universität
Wien (Erasmus-Austauschprogramm); Abschluss mit:
Licence de Psychologie

September 2000 - Juni 2002 Studium der Psychologie an der *Université Louis*
Pasteur - Strassburg

September 1999 - Juni 2000 Studium der Medizin an der *Université Louis Pasteur* -
Strassburg

September 1996 - Juni 1999 Deutsche Abteilung des *Lycée International* - Strassburg
Abschluss mit: *Baccalauréat Scientifique spécialité*
mathématiques

BERUFLICHE ERFAHRUNGEN

Seit Juni 2006 Sekretärin am Institut für Außenwirtschaft und Entwicklung der
Wirtschaftsuniversität Wien

Juni 2005 - Juni 2006 Rezeptionstätigkeit im Flüchtlingsheim des „Verein Projekt
Integrationshaus“, Betreuung der Notfälle am Abend
und in der Nacht - Wien

Mai 2003 - Mai 2005 Persönliche Assistentin einer Studentin im Rollstuhl - Wien

September 2001 - September 2002 Assistentin im Sprachzentrum der Technischen
Universität (IPST) - Strassburg

PRAKTIKA UND EHRENAMTLICHE TÄTIGKEITEN

- Seit 2007 Mitarbeit am Interdisziplinären Forschungsschwerpunkt „Sprachmittlung bei Gericht und Behörden“ - Institut für Afrikawissenschaften der Universität Wien
- Oktober 2003 - Jänner 2004 Praktikum im „Verein Projekt Integrationshaus“: psychosoziale Betreuung von AsylwerberInnen - Wien
- Juli - August 2002 Mitarbeit im Internationalen Wiederaufforstungslager - Burkina Faso
- September 2001 Beobachtungs-Praktikum in einem Psychotherapie-Zentrum für Kinder und Jugendliche - Strassburg
- Oktober 2000 - Mai 2001 Schulische Begleitung eines Jugendlichen, der in ein Gerichtsverfahren verwickelt war - Strassburg

SPRACHEN

Französisch: Muttersprache

Deutsch: fließend

Englisch: in Wort und Schrift

Spanisch: Grundkenntnisse, gutes Verstehen

Wien, am 18. Dezember 2009